

# Syndicalisme agricole québécois et citoyenneté Du local à l'international

UPA Développement international (UPA DI)  
25 ans d'engagement citoyen

Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)  
Université du Québec en Outaouais (UQO)

— 2018 —



POUVOIR NOURRIR  
POUVOIR GRANDIR

*Développement  
international*



par Louis Favreau, sociologue

Ce document est le produit d'une collaboration entre la CRDC et l'organisation de coopération internationale UPA DI. Pour plus d'informations sur les deux organisations, voir leurs sites :

<http://www4.uqo.ca/crdc-geris/>

<http://upadi-agri.org/>

Les propos tenus dans cet ouvrage n'engagent toutefois que l'auteur du dit document.

Vous pouvez télécharger ce document sur les sites internet suivants :

<http://www4.uqo.ca/crdc-geris/> , le site de la CRDC

<http://upadi-agri.org/> , le site d'UPA DI

ISBN 978-2-89251-601-2 (pdf)

ISBN 978-2-89251-600-5 (imprimé)

Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2018

Dépôt légal — Bibliothèque et Archives Canada, 2018

# Syndicalisme agricole québécois et citoyenneté Du local à l'international

UPA Développement international (UPA DI)  
25 ans d'engagement citoyen

Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)  
Université du Québec en Outaouais (UQO)

— 2018 —



POUVOIR NOURRIR  
POUVOIR GRANDIR

*Développement  
international*



par Louis Favreau, sociologue

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b> .....	5
<i>25 ans de solidarité internationale</i> André D. Beaudoin, secrétaire général UPA DI	
<b>Avant-propos</b> .....	9
<i>Les agriculteurs québécois et leur organisation mondialisent leur solidarité avec des communautés du Sud depuis 25 ans</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le président de l'UPA, Marcel Groleau, invite à mondialiser la solidarité des agriculteurs et des agricultrices dans La Terre de chez nous de novembre 2016</li></ul>	
<b>Sommaire exécutif</b> .....	11
<i>Le syndicalisme agricole québécois : du local à l'international</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le parcours international de l'UPA d'hier à aujourd'hui</li></ul>	
<b>Chapitre 1</b> .....	17
<i>Plus de 90 ans d'agriculture familiale au Québec : le parcours socio-économique et socio-politique du syndicalisme agricole québécois</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les moments marquants de l'histoire socio-économique de l'agriculture familiale et du syndicalisme agricole au Québec</li><li>• Le syndicalisme agricole et son parcours socio-politique : plus de 90 ans de lutte sociale</li></ul>	
<b>Chapitre 2</b> .....	29
<i>Syndicalisme agricole québécois et citoyenneté : trois grands défis sociaux d'aujourd'hui</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'agriculture familiale québécoise dans l'engrenage pétrolier : le grand défi territorial du syndicalisme agricole aujourd'hui</li><li>• L'agriculture familiale et l'alimentation : le 2<sup>e</sup> grand défi du syndicalisme agricole, la transition agroécologique</li><li>• L'agriculture familiale québécoise dans l'engrenage international de l'agrobusiness : « Oser l'exception agricole »</li></ul>	
<b>Chapitre 3</b> .....	43
<i>L'engagement au Sud de l'Union des producteurs agricoles : la lente construction d'une vision globale de la solidarité internationale</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le capitalisme des années 2000 : les nœuds qui étouffent l'agriculture familiale</li><li>• Les agriculteurs à la recherche d'alternatives qui donnent des résultats durables</li><li>• Les organisations paysannes, fer de lance d'une agriculture familiale durable</li><li>• L'incontournable biodiversité en agriculture comme en économie</li><li>• En guise de conclusion : « Et si on changeait tout ! » nous dit la revue française <i>Sciences humaines</i></li></ul>	

**Chapitre 4**.....57

*UPA DI dans le concert des initiatives porteuses en l'agriculture familiale sur la planète*

- Le tournant historique du capitalisme d'aujourd'hui
- Un million de révolutions tranquilles qui changent le monde
- Les femmes, fer de lance du développement de leurs communautés
- Changements climatiques, énergies renouvelables et agriculture familiale
- Agriculture, ressources naturelles et développement des communautés : l'importance du plaidoyer
- Finance solidaire et entreprises collectives dans le développement durable des communautés
- Solidarité internationale et développement : les nouvelles avenues
- Le développement et le défi écologique à l'heure de la COP21 : le point de vue d'experts
- Conclusion : avons-nous les moyens de changer le cours des choses ?

**Chapitre 5**.....75

Ouvrir l'espace des possibles : le plan de match d'UPA DI dans la prochaine décennie

- UPA DI, levier international d'une organisation syndicale inscrite dans le mouvement social québécois
- Économies de proximité au Nord comme au Sud : ça change pas le monde, mais...
- Une première frappe préventive : la coopération de paysans à paysans
- Une deuxième frappe préventive : travailler à fédérer les initiatives paysannes locales au plan sectoriel, national et transfrontalier
- Troisième frappe préventive : favoriser l'organisation économique des paysans par des entreprises collectives (coopératives) et renforcer leur représentation politique
- Quatrième frappe préventive : entreprendre le virage écologique de l'agriculture
- Cinquième frappe préventive : l'outil financier des Fonds d'investissement solidaires dédiés

**Chapitre 6**.....91

Nourrir l'humanité en 2018 : l'incontournable défi de la transition sociale-écologique de l'agriculture

- Comment nourrir durablement 10 milliards de Terriens ?
- Le modèle dominant ne tient plus la route depuis un bon moment
- Un autre modèle émerge : plus écologique et plus créateur d'emplois
- Un nouveau modèle qui a son projet : la transition sociale-écologique au Nord comme au Sud
- Le Québec et son projet social-démocrate
- Le modèle progressiste à venir : plus qu'un État-providence, un État social-écologique
- C'est la lutte sociale des agriculteurs qui a créé et qui créera des alternatives

**Pour en savoir plus** ..... 102

**Principaux repères bibliographiques**..... 105

**Principaux sites de référence**..... 108

**Liste des principaux acronymes**..... 109





## **PRÉFACE**

### ***25 ans de solidarité internationale***

UPA DI n'est pas un accident de parcours dans la vie de l'UPA. De l'Union catholique des cultivateurs à l'Union des producteurs agricoles du Québec, chaque décennie a été marquée par une réalisation qui a changé le visage de la ruralité du Québec. On a qu'à penser à la création du journal *La Terre de Chez Nous* dans les années 20 qui a permis les premières formations à distance avec les cours à domicile. Ou l'obtention de la loi de l'électrification rurale en 1945 qui a permis de passer de 15% à 90% le nombre de foyers ruraux ayant accès à l'électricité. Ou encore, la participation de l'Union au début des années 60 à la réflexion ayant mené à l'enseignement obligatoire.

À l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire d'UPA DI, rappelons-nous qu'il y a 25 ans, le GATT en était à ses dernières heures. Le cycle de négociation commerciale de l'Uruguay Round avait introduit l'agriculture. L'OMC avait le mandat de poursuivre dans cette voie. Dès lors, les élus de l'Union savaient que la partie serait longue et difficile. L'idée de se rapprocher des autres agricultures familiales dans le monde s'est alors raffermie. Ce qui nous faisait dire, à l'époque, que « plus l'agriculture familiale dans le monde serait défendue, mieux serait protégée la nôtre ».

Ce n'était pas la seule raison. Il y a cette volonté constante des agricultrices et des agriculteurs de sortir de l'isolement. Un agriculteur seul dans son champ ne peut pas aller au bout de ses aspirations. Historiquement, le parvis de l'église était un lieu d'échange et de rapprochement. Maintenant que le monde est un village, la coopération est ce refuge global qui permet les rapprochements.

Concernant cette coopération internationale, nous savions que beaucoup d'intervenants agissaient dans le domaine de l'agriculture. Nous avons constaté qu'un grand nombre d'entre eux n'avait aucune expérience agricole dans leur propre pays. Nous savions également que la coopération était un métier en soi. Comme la première culture du monde agricole est celle du doute, il fallait se convaincre que nous pouvions apporter une contribution pouvant faire une différence.

Les premières missions nous ont rapidement convaincus. Les programmes d'ajustement structurel avaient déjà commencé à faire des dégâts. Les paysannes et les paysans étaient littéralement laissés seuls à eux-mêmes.

L'expertise en matière de mise en marché, en développement de services et en appui organisationnel de l'UPA allait sans aucun doute être d'utilité publique, pour le plus grand bien de l'agriculture familiale d'ailleurs et même d'ici.

Au fil du temps, UPA DI a développé quatre modes d'intervention.

Le tout premier : Appui aux systèmes collectifs de mise en marché et de services. Avec ce programme, nous avons contribué à faire naître dans certains cas et, dans d'autres, à consolider pas moins de cinq grandes organisations qui jouissent aujourd'hui d'une reconnaissance allant bien au-delà des frontières de leur pays respectif. L'Union des sociétés coopératives pour la commercialisation des produits agricoles du Burkina Faso (USCCPA), Faso Jigi au Mali, la Fédération du Fouta Djallon en Guinée Conakry, la Fédération des périmètres autogérés au Sénégal et la Centrale des coopératives agricoles du Salvador.

Je me rappelle d'un temps où les leaders de ces organisations ne croyaient tout simplement pas en leur chance de négocier avec les commerçants locaux. Aujourd'hui, elles sont chefs de file dans leur pays. Elles négocient et vendent leurs produits sur les marchés menant même à l'exportation.

*Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT) fut notre deuxième programme. Ce programme inverse le processus classique des projets. Il part de la base vers les organisations de proximités pour se rendre au niveau des organisations faitières. Il permet aux paysannes et aux paysans d'exprimer leurs capacités entrepreneuriales sur leur exploitation tout en se donnant des outils collectifs offrant de meilleurs services et un accès réel au marché.

Une productrice sénégalaise me disait dernièrement : « Vous nous avez aidés à mener nos vies ». Une autre en Haïti a dit : « Ici, le programme LSGT construit les personnes avant les bâtiments ».

Un troisième programme s'articule autour du dialogue permettant de développer des politiques adaptées. Ce type d'intervention nous a notamment rapprochés de la FAO. À titre d'exemple, lorsque le gouvernement nigérien a développé sa politique de souveraineté alimentaire, dite les 3 N (les Nigériens nourrissent les Nigériens), il a vite compris que pour y arriver, il avait besoin de ses agricultrices et agriculteurs. Pour établir le dialogue, il a fait appel à la FAO et à UPA DI. Depuis, nous avons répété l'expérience dans six autres pays.



UPA DI a été la toute première organisation professionnelle agricole à signer un mémorandum de collaboration avec la FAO. Cela nous a valu d'organiser la Rencontre continentale nord-américaine de la FAO dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale en 2014.

Notre dernier programme se nomme l'économie circulaire. Cela n'a rien à voir avec le fait qu'en 25 ans, il nous soit arrivé parfois de tourner en rond. D'ailleurs, ça me rappelle une sortie de piste d'Albert Jaccard, ce grand généticien qui avait déclaré, en parlant de la course automobile qu'il pourfendait pour des raisons environnementales : « À quoi ça sert d'aller si vite quand de toute façon c'est pour tourner en rond ? » Il y a de quoi méditer sur cette formule.

Mais revenons à l'économie circulaire. Elle valorise l'agriculture locale en permettant aux femmes, à travers des cuisines collectives, de produire des cantines scolaires. Ces cantines alimentent de meilleurs résultats scolaires. Cela paraît simple, mais le défi est grand, à la hauteur de notre volonté d'en faire un programme de grande envergure. On se bute par exemple à des pratiques du Programme alimentaire mondial. Le PAM, sans le vouloir, fait du dumping dans les pays les plus pauvres. En effet, difficile pour l'agriculture locale de concurrencer des dons des programmes alimentaires.

L'économie circulaire est riche d'enseignements en matière de développement et de coopération. Elle met également en valeur une autre dimension chère à UPA DI, celle de travailler en alliance. Pas moins de trois organisations québécoises participent au projet en Haïti. Le Fonds Solidarité Sud, l'AQANU, et AGRO PAIX. D'autres montrent de l'intérêt. Nous croyons qu'il faut fédérer les efforts de coopération pour relever le défi du développement.

Parfois, nous réalisons d'autres interventions en l'Alliance agricole avec SOCODEVI et le CECI. Nous sommes aussi un membre fondateur d'AgriCord. Cette organisation internationale réunit douze agriagences de quatre continents, des organisations similaires à UPA DI, c'est-à-dire des organismes de coopération appartenant à des organisations professionnelles agricoles qui appuient le développement de l'agriculture dans des pays moins favorisés.

En 2016-17, à travers ses programmes et ses alliances, UPA DI est intervenue dans 15 pays auprès de 55 organisations professionnelles agricoles. Elle a rejoint directement 393 000 personnes, dont 44% sont des femmes. En plus de nourrir leur famille, ces paysannes et paysans ont permis à 1 300 000 personnes d'avoir accès à de la nourriture en provenance de leur milieu.

Avons-nous fait la différence? Franchement, je ne sais pas. Cependant, nous pouvons affirmer que nous avons participé. Lorsque j'entends Antoine Doyon, producteur d'agneaux et moutons du Québec me raconter cette histoire : Assis à une table dans un restaurant en France, écoutant à la table d'à côté des personnes parler d'agriculture. Osant s'immiscer dans leur conversation, une des personnes lui demande s'il connaissait UPA DI. Antoine, de répondre : « Évidemment, c'est notre organisation. » Et l'autre de lui dire : « Vous faites un travail unique en Afrique. » Il y a de quoi être fier. Lorsque monsieur Alain Gagnon, vice-président marché agricole et agroalimentaire chez Desjardins, prend la peine d'écrire au

président général de l'UPA pour lui mentionner que le Crédit Agricole du Sénégal estime qu'UPA DI fait un excellent travail, on doit au moins reconnaître l'apport de l'expertise québécoise. Lorsque Mamadou Cissokho, un leader africain reconnu comme étant un des pères du mouvement paysan ouest-africain, interpelle un ministre canadien au forum de l'OMC pour lui dire que l'Afrique a besoin du modèle de gestion de l'offre canadien pour assurer sa sécurité alimentaire et économique, on peut raisonnablement estimer que nous avons contribué.

Au fil du temps, 236 productrices et producteurs experts, conseillères et conseillers ont participé à cette coopération. Cela représente 27 années d'engagement. Ces bénévoles ont été appuyés par une équipe d'une vingtaine de permanents et d'un conseil d'administration de neuf personnes. En 25 ans, quatre présidents ont guidé les destinées d'UPA DI, soit monsieur Jacques Proulx, monsieur Laurent Pellerin, monsieur Christian Lacasse et monsieur Marcel Groleau, l'actuel président.

Ensemble, nous avons fait tout ça. De tout temps, les membres de l'Union ont su miser sur la solidarité et le partage pour faire la différence. Ils ont relevé encore d'un cran leur engagement en acceptant de verser annuellement et individuellement cinq dollars à la mission de coopération d'UPA DI.

Le défi alimentaire demeure entier. L'agriculture subit des pressions comme jamais dans l'histoire. Il faut jeter un autre regard sur la terre, l'agriculture familiale.

En parlant de regard, voici un ouvrage réalisé par un chercheur, professeur émérite qui a étudié l'évolution des mouvements sociaux du Québec depuis plus de 40 ans. À travers son regard, nous pouvons faire une lecture éclairée de ce qui fait partie de l'histoire. La trajectoire du passé lui fait nous proposer le tracé d'un devenir.

Je l'en remercie.

André D. Beaudoin  
Secrétaire général UPA DI



## AVANT-PROPOS

### Les agriculteurs québécois et leur organisation mondialisent leur solidarité avec des communautés du Sud depuis 25 ans

En novembre 2016, nous étions au Saguenay dans une rencontre conjointe d'UPA DI, du Fonds Solidarité Sud et de la coopérative de commerce équitable Noula dans un 5 à 7 de quelques 75 personnes dont 12 agricultrices du Bénin, du Burkina Faso et du Mali. Au même moment, Marcel Groleau, le président de l'UPA invitait, dans le journal de l'UPA, à se solidariser avec Haïti qui venait de vivre l'ouragan Matthew :

*On parle beaucoup de mondialisation. La mondialisation de la solidarité sera de plus en plus nécessaire et incontournable devant les énormes défis auxquels sera confrontée l'humanité. Pensons à un meilleur partage des richesses, à l'accès à l'éducation et au réchauffement climatique. Ces problèmes exigeront d'agir collectivement...*  
(La Terre de chez nous, 9 novembre 2016).

Et à propos d'Haïti, dans son billet, il parlait d'économie circulaire. Cette économie dite circulaire est celle où *la production agricole alimente des cuisines collectives qui, à leur tour, approvisionnent des cantines scolaires, ce qui procure des revenus aux agriculteurs, développe le sens des affaires des femmes qui travaillent dans ces cuisines, et assure au moins un repas de qualité par jour aux enfants qui fréquentent l'école.* Résultat: près de 50 000 personnes peuvent en profiter dans la région de Labrousse où UPA DI est présente. En d'autres termes, la mise en place d'un **circuit local de production, de transformation et de consommation** fait une différence énorme pour des milliers de personnes qui participent à ce projet collectif ou qui en bénéficient... projet collectif qui rejoint bien l'idée

que des petits producteurs agricoles peuvent croiser l'«économique» (leur production et la transformation première qui en découle) et le «social» (alimenter de produits de qualité les écoles de leur région).

Quelques semaines plus tard, André D. Beaudoin, secrétaire général d'UPA DI, a renchéri sur la page Facebook de l'organisation en mettant tout ça en perspective :

*L'industrie automobile est en crise actuellement parce que les compagnies, au nom de la concurrence, se sont inventé des avantages comparatifs à coup de camouflages organisés et de fraudes. Le monde du sport est en crise parce que les athlètes se procurent des avantages à coup de tricheries et de subterfuges sous le regard complaisant et même hypocrite de certaines associations et agences. L'agriculture mondialisée évolue dans le même environnement. Comment garantir la qualité des produits lorsque finalement la seule chose qui compte est de déloger le concurrent? Comment déloge-t-on la concurrence? En jouant le jeu. Une bonne façon de contrer ce problème est d'acheter localement. Il y a là, une façon simple de forcer la transparence à travers la traçabilité des aliments. Au Québec, nous avons encore tous les outils pour le faire de manière performante : nos systèmes de gestion de l'offre, nos coopératives, nos systèmes de distribution de paniers fermiers, nos marchés publics locaux et une multitude de mécanismes de partage pour réduire les pertes alimentaires et le gaspillage. Tout cela dans une dynamique de consolidation permettant des passerelles entre les acteurs.*

Voilà deux réflexions qui donnent le ton sur ce qui se passe à l'UPA en matière de changement social, de citoyenneté et de solidarité internationale: **l'importance de l'agriculture familiale** (ou des agricultures familiales) **au Québec et partout dans le monde**, surtout dans les pays du Sud. Nombre de ses militants et dirigeants sont, bien sûr, assez au fait du paradoxe de l'agriculture dans le monde avec d'un côté de 20 à 25 millions d'exploitations qui font de l'agriculture industriellement intensive la plupart du temps sous contrôle de l'agrobusiness, ce qui représente 30 à 40 % de la production mondiale, un type d'exploitation qui a atteint ses limites. Puis, il y a deux milliards 400 millions de petits exploitants faiblement mécanisés, une agriculture encore peu productive; ce à quoi il faut ajouter que leurs communautés ne disposent généralement pas d'un régime de santé et d'éducation adéquat. C'est à cet enjeu que les organisations d'agriculteurs et de paysans de la planète font face. **L'UPA et UPA Développement international font partie de ce concert d'organisations à la recherche de pistes de sortie de ce grand paradoxe.** C'est ce que nous avançons dans notre ouvrage de 2014 (Favreau et Molina, 2014: 11). Mais par quel parcours l'UPA et UPA DI en sont-elles arrivées à cette recherche d'alternatives? Ce deuxième ouvrage examinera de plus près le parcours croisé de ces deux organisations où, chacune à sa manière, luttent pour une agriculture familiale durable tout en s'inspirant mutuellement.

Louis Favreau,  
automne 2017



## SOMMAIRE EXÉCUTIF

### Le syndicalisme agricole québécois : du local à l'international

#### Le parcours international de l'UPA d'hier à aujourd'hui

***D'où vient et où va la solidarité internationale des agriculteurs québécois? Une de ses expressions les plus fortes est certainement le fait que l'UPA ait mis au monde une agriagence, UPA DI. Janvier 2018 est le mois et l'année du 25<sup>e</sup> anniversaire d'UPA Développement international. Or la question alimentaire, dans sa dimension planétaire, est plus que jamais à l'ordre du jour. La crise alimentaire de 2007-2008 qui a frappé presque toute la planète a rappelé à tous et à toutes **l'enjeu de la sécurité alimentaire**. En 1993, l'Union des producteurs agricoles (UPA) crée UPA Développement international (UPA DI), cette dernière pratiquant depuis 25 ans une coopération de paysans à paysans avec une bonne cinquantaine d'organisations d'une quinzaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Dans une perspective de solidarité internationale, avec une vision de développement durable et d'agriculture viable pour ses membres, elle soutient des organisations paysannes en valorisant en priorité l'indispensable commercialisation collective des produits agricoles qui leur fait trop souvent défaut. L'UPA, grâce au travail d'UPA DI, a d'ailleurs à son actif une entente avec la FAO, faisant de l'UPA un partenaire officiel de l'ONU sur des projets internationaux destinés à combattre la faim par l'intermédiaire d'organisations paysannes fortes. Cet ouvrage rend compte du parcours d'une grande organisation de producteurs agricoles sur les enjeux de société qui ont été les siens hier et aujourd'hui, dont celui d'avoir innové en matière de solidarité internationale.***

Cet ouvrage analyse d'abord ce que fait l'UPA depuis ses débuts, il y a plus de 90 ans, en matière de changement social et de citoyenneté, puis présente sa solidarité internationale. Au cœur de ce projet, l'importance capitale de l'agriculture familiale (ou des agricultures familiales) au Québec et partout dans le monde, et tout particulièrement dans les pays du Sud.

Tout au long de son histoire, le syndicalisme agricole québécois a eu la volonté de consolider l'agriculture dans toutes ses dimensions (production, citoyenneté et appartenance à une communauté). Au cours de son histoire de 90 ans, l'intensité d'une dimension par rapport à une autre a certes été variable et a donné lieu à de nombreux débats toujours réglés de façon démocratique. En d'autres termes, on ne saurait réduire ce syndicalisme (comme celui des travailleurs ou des organisations paysannes du Sud) à une défense centrée sur les seuls intérêts des agriculteurs en tant que producteurs. Sur bien des questions, le syndicalisme agricole a été et est porteur de l'intérêt général.

### **Le grand paradoxe de l'agriculture familiale aujourd'hui**

Nombre de ses militants et dirigeants sont, bien sûr, assez au fait du paradoxe de l'agriculture dans le monde avec d'un côté de 20 à 25 millions d'exploitations qui font de l'agriculture industriellement intensive – la plupart du temps sous contrôle de l'agrobusiness – ce qui représente 30 à 40% de la production mondiale, un type d'exploitation qui a cependant atteint ses limites. Puis, il y a deux milliards 400 millions de petits exploitants faiblement *mécanisés*, une agriculture encore peu productive. À cela, il faut ajouter ce qui vient généralement avec, à savoir que leurs communautés ne disposent pas d'un régime de santé et d'éducation adéquat. C'est à cet enjeu que les organisations d'agriculteurs et de paysans de la planète font face. **UPA et UPA Développement international font partie de ce concert d'organisations à la recherche de pistes de sortie de ce grand paradoxe.** C'est ce que nous avançons déjà dans notre ouvrage de 2014 (Favreau et Molina, 2014 : 11)<sup>1</sup>. Oui, mais par quel parcours UPA et UPA DI en sont-ils arrivées à cette recherche d'alternatives? Ce deuxième ouvrage examine de plus près le parcours croisé de ces deux organisations où, chacune à sa manière, luttent pour une agriculture familiale durable tout en s'inspirant et **en s'interpellant mutuellement.**

En premier lieu, l'ouvrage examine le parcours socio-professionnel et citoyen de l'Union des producteurs agricoles (UPA), laquelle défend l'agriculture familiale dans un coin de pays de l'Amérique du Nord, depuis plus de 90 ans. En Amérique du Nord, terre de l'agrobusiness, ceci n'est pas banal... Ce parcours se révèle **dans son rapport à la terre** – la faire produire tout en la protégeant – **et dans son rapport au territoire**, c'est-à-dire dans la relation de ses membres avec leur communauté respective. Le portrait de cette agriculture familiale se présente sous deux angles : socio-économique et socio-politique, les agriculteurs étant tout à la fois des producteurs et des citoyens.

### **Le syndicalisme agricole d'ici, l'instigateur d'importantes réformes sociales**

Au cours de son histoire, le syndicalisme agricole d'ici a su, en effet, aider à transformer la société québécoise, ce qui est la plupart du temps oublié et donc sous-estimé : électrification des villages, écoles rurales, écoles régionales d'agriculture, mise en marché collective et sortie d'une agriculture de subsistance, artisan actif de la Révolution tranquille (en faveur de l'école obligatoire et de la gratuité scolaire, de la déconfessionnalisation, soutien au développement des coopératives...), participation active à la mise en œuvre d'une politique

<sup>1</sup> Favreau, L. et E. Molina (2014), *La solidarité internationale du mouvement des agriculteurs québécois. L'expérience de l'organisation UPA Développement international (UPA DI)*, CRDC, UQO, Outaouais. <http://w3.uqo.ca/crdc/>

d'occupation du territoire, redéfinition de la place des femmes dans l'organisation, soutien au développement d'une agriagence de développement et de solidarité internationale avec des groupements paysans au Sud, etc.

En d'autres termes, le récit de ce parcours démontre qu'une bonne partie des principales revendications de l'UPA ont donné lieu à des **réformes sociales**. Mais aujourd'hui... la croisée des chemins est arrivée avec le défi de sortir du modèle productiviste (le défi de la pluralité agricole), de faire face à la transition énergétique (le défi pétrolier) et de maintenir le cap d'une agriculture familiale adossée à la souveraineté alimentaire au Québec et dans le monde. UPA DI est de plain-pied dans cette croisée des chemins tout comme l'organisation qui lui a donné naissance.

### **Le syndicalisme agricole à la croisée des chemins : l'accélération d'un tournant avec les années 2000**

L'agriculture québécoise et mondiale vit en effet de grands chambardements : hausse des prix dans les pays du Nord et disettes dans les pays du Sud. Les émeutes de 2007 et 2008 n'étaient, somme toute, que la pointe de l'iceberg. La crise alimentaire, à ce moment-là, s'était déjà **révélée majeure et mondiale. Le monde agricole a alors commencé l'accélération de son tournant** : une recherche pour se réinventer, un appel de bon nombre de ses dirigeants pour renouveler leurs organisations, pour se restructurer de manière à mettre en **œuvre** de nouvelles stratégies d'action collective, pour aller vers de nouvelles pratiques agricoles... bref, pour tenter de se recomposer. Des réponses inédites se sont fait jour autour d'une vision renouvelée de l'agriculture familiale : au Nord, après avoir vécu les limites d'une agriculture industriellement intensive, le syndicalisme agricole québécois et ses défis de citoyenneté sont désormais inscrits dans une **agriculture familiale** davantage **plurielle, durable et territorialisée**.

### **Quel est l'enjeu citoyen du 21<sup>e</sup> siècle ?**

Le filon directeur qui émerge présentement en agriculture et dans l'ensemble de l'économie au Québec comme au plan mondial, c'est **la transition sociale-écologique de l'économie et de toutes les facettes de notre société** : sortir des énergies fossiles, soutenir le développement d'une agriculture écologiquement intensive adossée à une gestion durable des forêts, accoucher d'une mise en œuvre solide de l'électrification des transports, multiplier les efforts de développement des énergies renouvelables, penser une écofiscalité qui a des dents et beaucoup plus d'importance qu'elle en a aujourd'hui, etc. C'est **l'enjeu citoyen du 21<sup>e</sup> siècle** qui croise le développement socio-économique et le défi écologique et fait donc appel à **une nouvelle Révolution tranquille** – qui n'est plus de bâtir **un État social**, mais de le **reconfigurer substantiellement**. C'est l'enjeu du syndicalisme agricole d'aujourd'hui comme la Révolution tranquille et ses réformes sociales l'ont été pour l'agriculture à une autre époque de son histoire.

La lutte séparée avec d'un côté des « écolos » et de l'autre des « socio-économiques » (syndicats et coopératives) tient de moins en moins la route **parce que nous sommes tous devenus malades de notre environnement**. La bataille contre le gaz de schiste et celle contre Énergie Est sont aujourd'hui des batailles révélatrices à ce propos parce que **l'enjeu**

**derrière** le pétrole est un enjeu **pour la santé** de milliers de communautés (eau potable...) et pour la **préservation** de milliers de **terres agricoles**. Partant de là, les changements climatiques deviennent un enjeu plus compréhensible pour plus de monde, car il n'est pas isolé des problèmes quotidiens de santé publique et communautaire.

C'est dans ce nouvel environnement que l'UPA et UPA DI font/feront leurs marques. **Mais quelle est aujourd'hui sa vision des choses** sous l'angle qui nous occupe dans cet ouvrage, c'est-à-dire le développement d'une véritable solidarité internationale? La réponse – qui n'était pas évidente – a été une solidarité innovatrice, très loin de l'aide humanitaire classique. Elle est progressiste, prenant des risques quand il est nécessaire d'en prendre et simultanément biodiversifiée.

L'itinéraire de la solidarité internationale du syndicalisme agricole québécois n'est pas banal. Et l'effet de levier d'une **vision stratégique et globale** pour aider à fédérer les initiatives locales de ses partenaires du Sud de même que l'orchestration du débat public avec les États et les différentes institutions de l'ONU dont la FAO y sont sans doute pour quelque chose. Au fil du temps, UPA DI a considéré qu'il fallait mener de front des stratégies locales et changer d'échelle pour construire une coopération avec le Sud autour de projets plus ambitieux. C'est notamment ce qu'explore l'ouvrage.

D'abord, le capitalisme des années 2000 nous a enfoncés dans la crise : des nœuds étouffent l'agriculture familiale. L'agriculture et la filière alimentaire subissent, tendanciellement, **le même traitement industriel et financier que les autres activités économiques**. Les agriculteurs sont donc à la recherche d'alternatives qui comptent, qui sont solides et qui sont inscrites dans la durée. Première considération : les organisations paysannes sont le fer de lance d'une agriculture familiale durable. En deuxième lieu, elles sont le rempart pour une incontournable biodiversité en agriculture comme en économie. Finalement, de plus en plus de groupements paysans se disent comme beaucoup d'autres : « Et si on changeait tout ! ». Et se demandent : « Oui, mais sur quoi le faire et comment le faire démocratiquement ? »

### **30 ans de révolutions tranquilles au Nord comme au Sud**

Les grands médias nous entretiennent du grand désordre actuel du monde (montée des populismes, terrorisme, crise des réfugiés, conflits armés...). Le tout en période où est ressenti un grand vide d'horizon collectif digne de ce nom. Comment ne pas désespérer!? Mais n'est-ce pas là que l'avant-scène!? N'assistons-nous pas, en arrière-scène, à de **multiples révolutions tranquilles** liées à la mobilisation de mouvements sociaux, nouveaux ou fortement enracinés dans l'histoire comme c'est le cas de l'UPA et de son levier de solidarité internationale, UPA DI? Des centaines de milliers d'initiatives changent le monde depuis trois décennies un peu partout sur la planète (Manier, 2016). Mais on ne les voit pas ou si peu. Et les médias, règle générale, ne nous en parlent pratiquement jamais. C'est la face cachée des choses. Il y a donc un intérêt certain à faire le tour de ce type d'initiatives et à voir, en même temps, si et comment UPA DI est présent dans le concert de ces initiatives. L'ouvrage offre à la discussion une vingtaine d'initiatives fortes, souvent inédites, dont certaines démarrées par UPA DI et d'autres qui convergent avec celles d'UPA DI. En voici quelques exemples.



### Groupements paysans et l'énergie solaire : une fédération paysanne organise l'électrification des 90 villages de ses membres

L'UGPM est une organisation paysanne sénégalaise. Région de Thiès à 2 heures de route de la capitale. 5 000 membres (à 60% des femmes). Naissance : 1985. Priorité : se donner des **outils collectifs** : ce fut d'abord une caisse d'épargne et de crédit, puis une coopérative de commercialisation collective de leurs produits, puis un atelier de production de panneaux solaires qui a permis d'électrifier, en 10 ans, 90 villages de la région (soutenu par un prêt d'une société française d'investissement solidaire, la SIDI). Grâce à UPA DI, l'UGPM a également un système de prêts rotatifs pour améliorer l'exploitation des fermes de leurs membres avec le programme de formation *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT). Et, plus récemment, un service collectif de semences certifiées (adieu Monsanto!) beaucoup plus résistantes au changement climatique, soutenu par UPA DI et le *Fonds Solidarité Sud*. <http://www.oikosblogue.com/?p=8461>

### Groupements paysans au Burkina Faso : 3 500 producteurs et productrices luttent contre la désertification et pour le développement d'une agriculture écologique avec l'appui d'UPA DI

Une vidéo d'une dizaine de minutes qui nous fait découvrir des projets de coopération paysanne novateurs, mis en place dans une région du Burkina Faso aux portes du désert. Des projets qui permettent de **favoriser la sécurité alimentaire, de freiner le déboisement et de produire du biogaz**, une énergie renouvelable. Une coopération québécoise d'UPA DI qui a permis d'améliorer les conditions de vie de ces habitants. [http://canalsavoir.tv/videos\\_sur\\_demande/beau\\_temps\\_mauvais\\_temps](http://canalsavoir.tv/videos_sur_demande/beau_temps_mauvais_temps)

### Programme Les Savoirs des gens de la terre (LSGT) : des groupements paysans au Sud se dotent de systèmes de prêts rotatifs pour leurs membres

Pour soutenir la production, la mise en marché collective de leurs produits et d'autres services à caractère économique (services semenciers, accès à l'électricité à partir du solaire...), il faut avoir **accès au crédit**. Or, cet accès est extrêmement difficile, ce qui explique la faiblesse des activités génératrices de revenus qui confinent les paysans à une agriculture de subsistance et à la pauvreté. Piste de solution : **des fonds rotatifs mis à la disposition des exploitations sous forme de prêts remboursables**. Mais, il y a plus et mieux. Le court article qui suit déplie la chose, entre autres par un exemple tiré d'un partenariat avec des groupements paysans sénégalais. Le programme *Les Savoirs des gens de la terre* mis en œuvre par UPA DI dans plusieurs pays du Sud (en Afrique de l'Ouest et en Haïti) favorise ce type d'initiatives. <http://www.upadi-agri.org/communication-et-documentation/nouvelles/terres-a-terres/changer-dechelle-financiere/>

### Quel futur possible en agriculture et dans la société?

Il existe plusieurs futurs possibles. Que ce soit l'un et l'autre, l'un ou l'autre des futurs possibles, cela nous appartient – en partie du moins – parce que c'est nous, par nos choix individuels et collectifs, qui allons décider. En d'autres termes, l'avenir de la planète, l'avenir de l'agriculture familiale, l'avenir des organisations paysannes et de petits producteurs agricoles, l'avenir de

nos sociétés ne sont pas dessinés d'avance. Partant de là et partant aussi de l'idée que les changements importants se réalisent dans la durée comme on peut le voir quand on trace le bilan d'UPA DI depuis 1993, c'est-à-dire à l'échelle d'une génération – en plus ou moins 20 à 25 ans – il est nécessaire de dégager des tendances pour mieux cerner ce qui vient. Par exemple, en matière de changements climatiques et plus largement d'urgence écologique, tout a vraiment commencé, au plan international, en 1992, au premier *Sommet de la terre*. Mais ce n'est qu'en 2015 à Paris, avec la COP21, qu'on se retrouve avec des engagements qui font leur marque tant au Sud qu'au Nord. Ceci étant dit, où en sommes-nous du côté d'UPA DI dans la prochaine décennie? Quels sont ses choix qui marqueront le futur d'un certain nombre d'initiatives dans des communautés du Sud?

UPA DI tente déjà depuis assez longtemps de concilier les deux choses, le soutien local et le changement d'échelle. Cependant, elle va encore plus loin dans la foulée des réflexions des réseaux québécois et internationaux auxquels elle appartient, notamment le réseau de douze agriagences présentes sur quatre continents, *AgriCord*, dont UPA DI a été un des fondateurs de même que le forum international de l'économie sociale et solidaire que sont les Rencontres du Mont-Blanc, forum où plusieurs organisations québécoises sont présentes telles la Caisse d'économie solidaire, Fondation, MCE Conseils, SOCODEVI, le Fonds Solidarité Sud, etc. Question centrale de ces organisations: **comment articuler toutes ces initiatives à un nouveau projet de société** qui inspirerait les prochaines décennies comme la Révolution tranquille a pu le faire avec et pour quelques générations?

### **Quel(s) sont les possible(s)? Dans quel projet de société?**

L'horizon d'une nourriture pour tous et toutes sur la planète qui est de plus en plus avancée par un certain nombre d'organisations et d'experts est **la transition sociale-écologique de nos sociétés** au Nord comme au Sud. Dans cette perspective, l'économiste et directeur de l'Agence française de développement, Gaël Giraud, nous dit: «... Il est possible de construire des sociétés résilientes aux désastres qui nous attendent... Réagir passe donc d'abord par la **transition écologique, un formidable projet politique et social**... On a devant nous un projet qui donne du sens... un projet créateur d'emplois... qui peut organiser de la polyagriculture paysanne... qui peut aménager le territoire autour de petites villes... qui peut mettre en route une économie de circuits courts... une mobilité verte de transports collectifs... un verdissement des processus industriels et agricoles... ». C'est l'horizon qui sous-tend les avancées d'une agriculture durable dans le monde. Comment UPA DI est-elle partie prenante d'un tel projet? Le dernier chapitre se charge de nous le démontrer.

### **L'auteur**

Docteur en sociologie, spécialiste des mouvements sociaux et du développement des communautés, **Louis Favreau** est professeur émérite de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), titulaire d'une chaire de recherche, la CRDC, et auteur de nombreux ouvrages dont les derniers portent sur le mouvement communautaire québécois (2017); les 20 premières années d'UPA DI (2014); la transition écologique de l'économie au Québec et dans le monde (2012) et les pistes de sortie de crise de notre économie et de la société au lendemain de la crise de 2008 (2011). Il préside également une organisation de solidarité internationale, le *Fonds Solidarité Sud*.



## CHAPITRE 1

# Plus de 90 ans d'agriculture familiale au Québec : le parcours socio-économique et socio-politique du syndicalisme agricole québécois

*Tout au long de son histoire, le syndicalisme agricole québécois a eu la volonté de consolider l'agriculture dans toutes ses dimensions (les agriculteurs en tant que producteurs, citoyens et résidents d'une communauté). Au cours de son histoire de 90 ans, l'intensité d'une dimension par rapport à une autre a certes été variable et a donné lieu à de nombreux débats toujours réglés de façon démocratique. En d'autres termes, on ne saurait réduire ce syndicalisme (comme celui des travailleurs d'ailleurs) à une défense centrée sur les seuls intérêts des agriculteurs en tant que producteurs. **Le syndicalisme agricole a été et est souvent porteur de l'intérêt général.** Le présent chapitre présente le parcours socio-professionnel et citoyen d'une organisation, l'Union des producteurs agricoles (UPA), laquelle défend l'agriculture familiale dans un coin de pays de l'Amérique du Nord, depuis plus de 90 ans, ce qui n'est pas banal... Ce parcours se révèle dans son rapport à la terre – la faire produire tout en la protégeant – et dans son rapport au territoire, c'est-à-dire dans la relation de ses membres avec leur ancrage dans des communautés. Il dégage donc le portrait socio-économique de l'agriculture familiale au Québec, mais également son portrait socio-politique (la dimension citoyenne) – souvent oublié dans les travaux de recherche comme dans la pensée économique dominante.*

### 1. Les moments marquants de l'histoire socio-économique de l'agriculture familiale et du syndicalisme agricole au Québec

Trois grandes périodes traversent le Québec des 100 dernières années: a) celle d'une agriculture de subsistance et domestique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale; b) celle

d'une agriculture de marché devenue au fil du temps de plus en plus une agriculture industrielle; c) celle d'une agriculture, aujourd'hui, devenant de plus en plus « biodiversifiée » ou « plurielle ».

### **L'entrée en scène de la 2<sup>e</sup> Grande Guerre mondiale change radicalement la donne**

La Deuxième Guerre mondiale marque la sortie de l'agriculture de subsistance et l'entrée dans l'économie de marché canadienne. La guerre amène aussi les femmes sur le marché du travail et l'école obligatoire retire une partie de la main-d'oeuvre sur les fermes. De même, les produits agricoles québécois sont en forte demande dans l'Europe dévastée par la guerre. Pour répondre à cette demande, le Québec augmentera ses productions. Les petits producteurs agricoles se mécanisent alors en grande vitesse et se dotent d'engrais et de semences susceptibles d'offrir un meilleur rendement, avec des activités agricoles beaucoup plus génératrices de revenus en bout de piste. En l'espace d'une cinquantaine d'années, le Québec a donc eu à se diriger de plus en plus vers un modèle axé sur une production industrielle **liée à des transformateurs** dans le contexte d'une concurrence nord-américaine très forte. Il s'agit de la tendance agricole qui domine encore aujourd'hui. Diverses lois viendront d'ailleurs encourager l'implantation de ce modèle, ce qui viendra marginaliser peu à peu presque toutes les autres pratiques. Or, pendant cette période, c'est aussi tout le Québec qui a beaucoup changé : industrialisation et urbanisation sont devenues les tendances dominantes. Désormais, on sait que la force du nombre en agriculture ne sera plus un élément déterminant comme c'est encore le cas dans la plupart des pays du Sud. C'est la force économique qui fera la différence pour faire progresser la condition de la profession, d'où la mise en forme d'une série de dispositifs collectifs (syndicaux, coopératifs et publics) pour faire face à la musique.

Ce modèle aura des apports économiques importants au Québec. Il a permis à l'agriculture familiale d'ici d'améliorer ses techniques, ses performances et la qualité de vie de ses exploitants en assurant une relative stabilité de la production et des revenus agricoles, la mise en place de circuits de commercialisation, d'exportation, de transformation et divers services d'approvisionnement, de distribution et de conseils grâce à la gestion de l'offre dans quelques grands secteurs et à la commercialisation collective de l'ensemble des produits de la terre liée au développement de coopératives. Antérieurement, l'agriculture avait de la difficulté à rivaliser sur son propre territoire avec les produits agricoles en provenance d'autres régions du Canada.

Une particularité bien québécoise de ce système aura été la force combinée du syndicalisme et du mouvement coopératif : **la gestion de l'offre** comme levier d'un système collectif et **les coopératives** agricoles comme dispositif alternatif à la mainmise des multinationales de l'agrobusiness. Simultanément, cette dynamique syndicale (alliée à la dynamique coopérative) aura donné à l'ancienne Union des cultivateurs catholiques (UCC), devenue en 1972 l'Union des producteurs agricoles (UPA), un pouvoir d'influence auprès des pouvoirs publics en regroupant l'ensemble des producteurs agricoles dans une même organisation à l'échelle de tout le territoire et de tous les secteurs. Ce qui aura pour effet d'augmenter la capacité collective des agriculteurs à obtenir des politiques québécoises de protection de leur agriculture. L'amélioration des conditions de vie des agriculteurs s'en est suivie avec des gains très nets (Morrisset, 2010).

Toutefois, la seule logique d'une recherche de rendement adossée à celle de la diminution des coûts de production aura également entraîné des conséquences qu'on ne soupçonnait pas au point de départ. Les fermes ont grandi et se sont modernisées pour être en phase avec la technologie qui montait en puissance sur toute la partie nord des Amériques. Les fermes se sont alors spécialisées souvent dans une seule production agricole et dans les seules variétés offrant une plus grande productivité. Engrais, fertilisants, pesticides... ont pénétré l'agriculture comme jamais, toujours avec l'idée d'en améliorer les rendements. Mondialisation économique oblige, la concurrence avec les voisins canadiens et américains s'est exacerbée... Du coup, ce modèle a entraîné des conséquences non prévues d'inégalités entre petites et grandes fermes, une pollution en expansion dans les communautés et sur les terres elles-mêmes de même que la dévitalisation de certaines régions (Beaudoin, 2016; Doucet, 2017). À un point tel que le Québec verra son nombre de fermes diminuer considérablement et avec elle une certaine perte de diversité. Ce modèle devenu un quasi-monopole fera fortune durant plus de 50 ans (1940-1990).

### **L'entrée dans le 21<sup>e</sup> siècle annonce les limites du modèle de l'après-guerre**

C'est au cours des quinze dernières années que les limites de ce modèle deviennent plus perceptibles grâce notamment au travail des écologistes québécois de même qu'à la montée d'une prise de conscience écologique mondiale d'une partie de l'opinion publique et des États autour de la notion de développement durable qui devient très présente suite à la première Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro en 1992 (Favreau et Hébert, 2012; Favreau et Molina 2010). L'UPA, se sentant très tôt directement concernée par ce nouveau défi, va organiser, dès 1991, des États généraux du monde rural pour tenter de recréer le lien perdu avec leurs communautés qui traverse alors de façon plus ou moins variable tout le Québec.

En effet, durant cette période, des communautés aux prises avec les effets polluants de cette agriculture vont commencer à questionner notre modèle agricole. Ce qui donnera naissance à un courant défendant le pluralisme d'association pour les agriculteurs (l'Union paysanne), mais également, au sein de l'UPA, une fédération qui fera valoir les bienfaits de l'agriculture biologique. Plus largement, **le thème de la souveraineté alimentaire et d'une agriculture plus diversifiée**, plus écologique et plus créatrice d'emplois émerge. Avec l'entrée dans le 21<sup>e</sup> siècle, la crise d'une production porcine génératrice d'importants problèmes environnementaux occasionnera de nombreux conflits entre les producteurs de porcs et leurs communautés. Sans compter la crise internationale de la vache folle de 2003 avec un premier cas en Alberta dans les années 1990 qui aura suscité inquiétude et questionnement.

Finalement, la mise en place d'une *Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois* (CAAAQ) par le gouvernement du Québec en 2007 et le rapport qui en découlera (le rapport Pronovost) donnera un bon coup d'envoi à une reconfiguration de l'agriculture québécoise. Cette Commission chargée d'établir un diagnostic de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois examinera l'efficacité des interventions publiques et formulera des recommandations pour l'avenir de ce secteur. 720 mémoires y auront été déposés lors des audiences. Le rapport synthèse de la Commission, rendu public en 2008, remettra en cause de façon substantielle le modèle et

les programmes en place. Une série de recommandations seront identifiées pour dégager une vision d'avenir pour les vingt prochaines années et proposer les assises d'une future politique agricole. C'est dans cette mouvance qu'est créée en 2007 la *Coalition pour la souveraineté alimentaire* qui regroupera à sa naissance 42 organisations de la société civile (dont l'UPA au premier chef) avec une déclaration annonçant la nécessité d'un nouveau contrat social fondé sur la souveraineté alimentaire.

Plusieurs recommandations pour améliorer les politiques et programmes agricoles en place feront notamment ressortir que l'innovation mérite d'être soutenue de même que les entreprises agricoles de petite taille et celles qui misent sur des productions originales, ces initiatives n'ayant pas accès aux principaux programmes d'aide financière et étant peu soutenues par la recherche, le transfert technologique, les services-conseils et la formation. En effet, la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles ne permet pas le morcellement des terres, priorise les fermes de moyenne et de grande taille et freine le développement de l'agrotourisme. Les activités des producteurs-transformateurs sont peu encouragées, ce qui se traduit, dans plusieurs régions, par une faible présence d'entreprises de transformation des aliments avec cependant une percée importante du côté des fromages fins (plus de 300). Même constat du côté des circuits courts et des activités complémentaires de l'agriculture qui ne sont pas encouragés techniquement et financièrement. En outre, le programme d'assurance stabilisation incite l'agriculteur à délaisser les productions novatrices aux profits de productions plus conventionnelles dont les risques sont par ailleurs assurés par l'État. Ce système crée ainsi d'importantes disparités entre les régions québécoises. L'année 2016 a néanmoins vu la mise en place par la Financière agricole d'assurances récoltes adaptées pour les cultures biologiques.

Autre composante du diagnostic : le rapport agriculture et territoire est absent des politiques agricoles québécoises qui misent plutôt sur une approche verticale et sectorielle. La multifonctionnalité, concept qui conjugue agriculture, territoire et développement durable n'y est pas. Au Québec, la politique agricole n'a pas suivi la tendance qu'on retrouve par exemple en Europe et est demeurée centralisée sans distinction entre les territoires et sans intégrer les aspects de la multifonctionnalité. Le rapport Pronovost aura alors un effet de levier pour redéfinir l'avenir de l'agriculture québécoise et ouvrira la porte de l'innovation. Quels en seront les porteurs ? Trois principaux groupes porteurs de réponses inédites se pointent dans cet environnement très balisé par plus de 50 ans de pratiques centralisées.

### **Les changements qui naissent : la lente émergence d'un modèle renouvelé**

Selon Doucet (2017), les **consommateurs** forment un premier groupe porteur. L'émergence de préoccupations pour soutenir le milieu rural et l'agriculture durable dans la société québécoise se traduit, pour certains, par des pratiques de consommation responsable. Les gens consomment de plus en plus différemment par l'achat de produits qui répondent davantage à leurs besoins. Des organisations comme Équiterre favorisent la proximité géographique afin d'encourager l'économie locale (circuits courts). Ces consommateurs sont à la recherche d'aliments de qualité et d'une traçabilité des produits. Par ailleurs, la qualité écologique des pratiques agricoles, des produits et de leur transport devient plus importante.

Le **deuxième groupe porteur** est composé **d'agriculteurs** qui répondent à ces nouvelles demandes en provenance des consommateurs. On voit en effet apparaître dans le paysage québécois une nouvelle agriculture qui s'appuie sur des bases différentes de l'agriculture industriellement intensive : a) des fermes biologiques se multiplient; b) des productions territorialisées liées à un lieu, à une histoire, et qui disposent de produits à valeur ajoutée font leur entrée sur le marché; c) de nouveaux créneaux de production vont éclore. Ce à quoi s'ajoutent au sein même de l'agriculture industrielle des initiatives de développement durable comme le font depuis une décennie de grandes coopératives agricoles tels le passage du transport routier au transport par train de leurs marchandises, le soutien au développement de produits bio ou l'utilisation de la biomasse forestière pour le chauffage des bâtiments (Favreau et Hébert, 2012 : 89-106).

Le **troisième groupe porteur** de réponses inédites est composé d'une panoplie d'initiatives qui soutiennent cette **agriculture biodiversifiée** en bâtissant des ponts entre les consommateurs et les agriculteurs. On pense ici aux marchés d'agriculteurs, aux marchés de solidarités régionales, aux activités agrotouristiques, aux comptoirs à la ferme ou au village, aux boutiques spécialisées en produits régionaux, à l'agriculture soutenue par la communauté, appelée communément les « paniers bio » et « fermiers de famille », aux appellations réservées (produit régional, produit du terroir, produit bio...), aux circuits agroalimentaires (routes des saveurs, routes gourmandes, routes des vins, routes des cidres...), aux festivals et foires agricoles, aux coopératives agricoles qui offrent des services collectifs pour la transformation alimentaire et la distribution régionale de produits ou encore celles qui fournissent des services de machinerie agricole à moindre coût ou qui partagent une main-d'œuvre qualifiée et stable. Bref, des circuits courts, une agriculture de proximité et la souveraineté alimentaire sont à l'ordre du jour.

Ces innovations sont le fruit d'actions collectives entre différents acteurs sur le territoire. Parfois ce sont des regroupements régionaux d'agriculteurs comme pour les marchés publics ou certaines coopératives. À d'autres occasions, ce sont des initiatives issues d'associations et de consommateurs comme certains marchés de solidarité régionale. De même, phénomène relativement nouveau, ces initiatives sont encouragées et parfois même initiées par les collectivités et les dispositifs de développement régional comme les CLD, MRC, SADC... interpellés par les enjeux que soulève l'agriculture sur leur territoire.

Ces innovations sont encore jeunes. Elles s'inscrivent dans une transformation du modèle actuel. D'abord, l'agriculture industriellement intensive n'a plus les lettres de créance qu'elle avait. Ce qui n'empêche pas les consommateurs de faire encore, en grande majorité, le gros de leur épicerie dans les réseaux de la grande distribution qui disposent de moyens à l'échelle du Canada, des États-Unis et du monde entier. Bref, le marché est dominé par des multinationales (Waridel, 2011). Pour passer le cap de l'émergence, les innovations doivent se diffuser et trouver des appuis non seulement chez les consommateurs et les collectivités locales, mais également opérer une remontée vers les politiques publiques.

L'agriculture familiale du Québec est donc toujours bien vivante malgré la tendance contraire à l'échelle mondiale. Elle tend désormais à se diversifier et maintient contre vents et marées des outils collectifs comme la gestion de l'offre pour résister à la mondialisation néolibérale et des organisations syndicales et coopératives solidement

constituées pour servir de contre-pouvoirs à l'agrobusiness<sup>2</sup>. Ce n'est pas tout : l'agriculture familiale québécoise dans ses différentes composantes porte en elle un parcours autre qu'entrepreneurial. **Elle est porteuse d'un projet de société** qui passe par la sauvegarde de la nation canadienne-française adossée à une forme de catholicisme social, puis par l'engagement avec les autres forces sociales du Québec dans la Révolution tranquille et la construction d'un véritable « État-providence » et, finalement, par un engagement international très conséquent en privilégiant le soutien à la petite agriculture familiale des paysans du Sud. De ça aussi il faut parler, ce qui est généralement méconnu et sous-estimé. Le syndicalisme agricole québécois n'est pas exclusivement centré sur le rendement des fermes. Il est plus qu'une association d'entrepreneurs, car il a pratiqué et pratique toujours, certes de façon variable d'une région à l'autre, d'un secteur à l'autre, un **syndicalisme progressiste et citoyen**. Reconstitution à partir de la porte d'entrée sociopolitique.

## 2. Le syndicalisme agricole et son parcours socio-politique : plus de 90 ans de lutte sociale

Le parcours socio-professionnel du monde agricole québécois ne peut se faire sans sa dimension socio-politique, c'est-à-dire citoyenne. Le parcours des organisations qui ont animé ce monde agricole et rural, syndicalisme et coopératives, ne peut se satisfaire de la seule entrée socio-économique, car les organisations concernées sont animées par une « communauté de militants » bien vivante, lesquels ont consacré leur vie ou une partie de leur vie à défendre une cause, celle des agriculteurs et celle de leurs communautés pour que le Québec soit une terre de « prospérité durable » et de justice sociale.

### Les années 1930-1950 et le développement d'un syndicalisme agricole porteur d'un projet de société : la défense de la nation canadienne-française et le catholicisme social

Dès ses débuts, en 1924, le syndicalisme agricole est porté par un projet de société qui déborde largement la seule défense des intérêts économiques de ses membres. Sa vision sociale est d'abord fortement inspirée par la doctrine sociale de l'Église catholique :

« L'UCC est plus qu'un syndicat d'agriculteurs, davantage qu'une association professionnelle, elle est une œuvre de restauration sociale... Sans négliger la défense des intérêts purement économiques des cultivateurs... elle entend intégrer ces objectifs particuliers dans un vaste projet de transformation de la société rurale... et, par-delà, de la société canadienne-française dans son ensemble. » (Kesteman et alii 2004 : 121-122)

2 Nous n'entrons pas dans le débat qui revient sans cesse à droite et dans une partie de la gauche sur la pertinence ou non de la gestion de l'offre aujourd'hui. Nous croyons que les auteurs du livre *Une crise agricole au Québec* (Bégin, Turmine et Patelli, 2016) qui s'y connaissent bien en la matière pose la bonne question : Faut-il préserver le modèle actuel ou prendre le risque du libre marché? La réponse ne se fait pas attendre quand on sait que là où ce risque a été pris, dans des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni notamment, la promesse de survie de nombreux producteurs n'a pas tenu la route. Pire, il y a des brèches importantes qui se sont ouvertes dans cette gestion de l'offre tout particulièrement avec le dumping du lait diafiltré américain que les gouvernements du Québec et du Canada ont laissé passer. La gestion de l'offre n'a pas que des vertus, mais en plus de 40 ans, elle a à tout le moins permis de préserver la vitalité du secteur laitier, une saine occupation du territoire et assurer la salubrité et la sécurité alimentaires nous disent ces auteurs.



Concrètement, l'UCC va intégrer des objectifs liés à l'aménagement du territoire, à l'électrification des villages, au développement des coopératives, au développement de marchés publics, à l'éducation des enfants et des jeunes et à la formation de la relève agricole... Bref, cette organisation va s'intéresser à un ensemble des solidarités rurales rejoignant tout à la fois les aspirations des agriculteurs et celles de leurs communautés. C'est ainsi, par exemple, que la loi de l'électrification rurale (1945) permettra l'accès de la très grande majorité des fermes à l'électricité (l'accès passe de 19% à 90%). De même, les revendications de l'UCC conduiront au financement public de l'éducation par la multiplication d'écoles primaires et le développement d'écoles d'agriculture régionales.

Finalement, on assiste à l'amorce d'une sortie de l'agriculture de subsistance et l'entrée progressive dans l'agriculture de marché. L'UCC va alors s'activer à générer une sécurité du revenu qui était pratiquement absente du monde agricole : d'une part, l'accès au crédit à des coûts raisonnables en exerçant son influence sur les pouvoirs publics, ce qui donnera en 1936 une loi du Crédit Agricole et, d'autre part, par le développement progressif d'une mise en marché collective.

Les années 1940 sont aussi marquées par la 2<sup>e</sup> Grande Guerre et, dans sa foulée, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, et l'obtention d'une première reconnaissance de leur apport social hors du foyer. Guerre oblige, les hommes sont mobilisés au front, l'industrie de guerre a besoin d'une main-d'œuvre... féminine. Le mouvement des femmes de l'époque – les suffragettes – bouge et obtient le droit de vote de celles-ci en 1940 au Québec. Ce qui ne va pas passer inaperçu chez les agricultrices qui resteront cependant relativement discrètes... Il faudra attendre 1975, dans le contexte de l'année internationale des femmes, pour que surgisse la question spécifique du statut d'égalité dans la propriété au sein de l'UPA.

### **Les années 1950-1975 : le syndicalisme agricole, artisan actif de la Révolution tranquille et de la construction d'un État social**

Le syndicalisme agricole québécois de cette période est marqué par une certaine continuité et par des ruptures importantes. Il devient un artisan actif de la Révolution tranquille. Dès 1956 est adoptée une première loi sur la mise en marché des produits agricoles. L'offre commence alors à se structurer de façon collective. Ce qui favorise un important rapprochement avec le mouvement des coopératives agricoles.

Contexte de l'époque : la Seconde Guerre mondiale amène avec elle ses exigences de production et ce qui vient avec, l'entrée en force de nouveaux moyens de production :

« La motorisation, la sélection de plantes et d'animaux domestiques rentables et l'introduction d'une gamme de produits chimiques de base, pour la plupart de pétrole. »  
C'est ainsi, par exemple, qu'un producteur agricole en arrive à cultiver en 1975 sur trois acres seulement 100 boisseaux de blé en l'espace de trois ou quatre heures; ce qui prenait 15 à 20 heures sur une superficie de cinq acres en 1930. (Kesteman et alii, 2004 : 308.)

Cette période voit alors émerger des avancées substantielles en matière de sécurité du revenu : en 1967, l'assurance récolte voit le jour. Puis en 1971, l'assurance santé animale et, en 1975, l'assurance stabilisation des revenus agricoles. L'agriculture se professionnalise davantage grâce notamment aux efforts que Québec favorise en matière de formation liée à l'agriculture.

Avec les années 1960, le syndicalisme agricole va aussi mener, cette fois-ci avec d'autres composantes sociales que le milieu rural, la bataille de l'éducation. La Révolution tranquille met à l'ordre du jour l'école obligatoire et la gratuité scolaire. Au plan social, l'attitude que prendra le syndicalisme agricole à l'égard de la Révolution tranquille marquera une rupture avec le catholicisme social, en devenant un artisan actif du nouveau modèle de développement qui émerge sur un grand nombre de volets misant sur l'État et le développement de services publics tant au plan économique que social, lesquels afficheront désormais leur neutralité religieuse. La déconfessionnalisation du Québec se généralise dans toutes les institutions (éducation et santé constituant un gros bloc) et dans toutes les organisations.

Sans trop de surprise, le syndicalisme agricole et la plupart des organisations sociales se déconfessionnalisent, événement fort révélateur témoignant que ce dernier est en phase avec l'ensemble de la société qui épouse désormais cette direction. Son alter ego dans le syndicalisme ouvrier, la CTCC, fait de même en devenant la CSN. Dès 1963, le congrès souhaite amorcer un processus de déconfessionnalisation du mouvement. La doctrine sociale de l'Église catholique perd son caractère de référence en matière de vision et le clergé son pouvoir d'influence. L'UCC devient l'UPA en 1972.

L'UCC devenant l'UPA ne raye pas de la carte pour autant toute référence à un projet global de société. Au contraire, elle participe à sa redéfinition à l'occasion de la Révolution tranquille. En effet, l'UCC devenant l'UPA en sera un artisan actif : elle optera pour la nationalisation de l'électricité, favorisera de concert avec les autres centrales syndicales, des programmes sociaux en matière de santé et d'éducation, critiquera les excès du capitalisme particulièrement là où il se heurte frontalement à lui dans sa mise en marché des produits agricoles. Du coup, les coopératives lui apparaissent d'autant plus pertinentes qu'elles ne sont pas happées par l'appétit du gain, qu'elles sont démocratiques, c'est-à-dire contrôlées par ses membres, et qu'elles sont ancrées dans leurs communautés.

### **L'entrepreneuriat collectif (coopératives, mutuelles et associations)**

*Le sens premier et fondamental attribué aux entreprises collectives (coopératives, mutuelles et associations à finalité économique) et à l'économie sociale et solidaire en général se résume dans la formule utilisée par les coopératives depuis longtemps : S'associer pour entreprendre autrement. Formule construite autour de cinq critères de base : 1) *lucrativité maîtrisée* (par distinction avec l'entreprise capitaliste qui mise sur le maximum de profits); 2) *démocratie d'associés* (par distinction de l'entreprise capitaliste où dominant de grands actionnaires contrôlant le pouvoir dans l'entreprise); 3) *logique d'engagement social dans la communauté* (par distinction avec une logique de surconsommation individuelle); 4) *réponse à des besoins dans la recherche d'un « bien vivre »* (par distinction avec la création de richesse liée à un « vivre en vue d'avoir toujours plus »); 5) *ancrage dans les territoires* (par distinction avec l'entreprise capitaliste peu soucieuse de sa localisation). Ces traits communs distinguent ces initiatives de celle de l'économie capitaliste de marché. Sur tous ces registres, le capitalisme ne suit pas.*

Favreau et Hébert (2012 : 57)

Des solidarités nouvelles se font jour dans nombre de secteurs et de régions pour vaincre ensemble la pénétration du « capitalisme agroalimentaire ». L'État devient alors dans la foulée de cette Révolution tranquille un moteur essentiel de l'affirmation tout à la fois nationale et sociale. L'UPA est partie prenante de ces avancées. Elle n'est pas un wagon arrière du train. Elle est dans la locomotive.

### **Les années 1975-2000 : la reconnaissance du syndicalisme agricole et la montée au créneau des agricultrices au sein du mouvement**

L'agriculture industriellement intensive s'intensifie au cours de cette période. Une véritable mutation s'opère à partir des années 1970 : l'érosion du nombre de fermes se poursuit; les fermes prennent de façon plus marquée le virage de la spécialisation; le capital des exploitations aussi de telle sorte qu'au terme de cette période, au tournant de l'an 2000, la mutation est profonde :

« Grâce à des investissements massifs, la valeur des fermes a fait un bond prodigieux... Plus de 13 700 des 32 000 fermes du Québec représentaient un capital de 500 000 \$ ou plus (43 %), et près de 3 000 (9 %) valaient au bas mot 1 500 000 \$. Par contraste en 1971, environ 80 % des exploitations agricoles étaient estimées à moins de 50 000 \$. »  
(Kesteman, 2004 : 320).

Le paysage agricole se transforme alors radicalement : pylônes de transport et de distribution de l'électricité, habitations de type bungalow, étalement urbain encerclant les terres à proximité des grands centres comme Montréal, densification du réseau routier, forêts laminées...

Sur un autre plan, en 1972, suite à de longs débats au sein du mouvement comme à l'Assemblée nationale, l'UPA obtient sa reconnaissance comme unique représentante du monde agricole auprès des pouvoirs publics et d'autres institutions. Cette reconnaissance lui donne des atouts dans le rapport de forces pour amener le gouvernement à doter le Québec d'une consistante loi de protection du territoire agricole en 1978, rempart contre la spéculation sur les terres arables en limitant l'empiètement d'autres fonctions sur les terres<sup>3</sup>.

Mais, cette reconnaissance qui transforme le mouvement ne s'arrête pas là. Trois ans plus tard, en 1975, l'UPA est interpellée par les agricultrices et invitée à aller de l'avant sur leur statut d'égalité dans la propriété (Ont-elles une part de la ferme en cas de divorce par exemple?). L'AFEAS la questionne en posant la question sensible : « Pourquoi les épouses d'agriculteurs ne seraient-elles pas membres au même titre que leur mari, tout en ne disposant que d'une seule voie délibérante par entreprise dans les assemblées de l'organisation? » L'enjeu : l'accès des femmes à la propriété terrienne. De fil en aiguille, en 1983, seront formés des comités régionaux de femmes engagées dans l'agriculture à

<sup>3</sup> Malgré cela, dans les vingt dernières années, 80 000 hectares de terres agricoles ont été « détournés » pour en faire des projets résidentiels, industriels, commerciaux ou autres, souligne l'UPA dans son dernier mémoire (*Le Devoir*, 17 février 2017).

titre de collaboratrices de leur mari ou de productrices. Finalement, une Fédération des agricultrices du Québec est reconnue en 1986. Du coup, en moins de 20 ans, entre 1981 et 1999, le pourcentage de femmes copropriétaires et actionnaires triple passant de 18 % à 53 % selon Kesteman (2004 : 335).

### **Les années 2000-2015 : États généraux du monde rural, biodiversité de l'agriculture et internationalisation de l'action collective**

En 1991, les États généraux du monde rural auront donné lieu à la naissance d'une toute nouvelle organisation, *Solidarité rurale*. Sur un autre registre on assistera à la création de l'*UPA Développement international* en 1993 et à l'émergence d'une nouvelle *Fédération d'agriculture biologique du Québec* laquelle s'affiliera à l'UPA en 2001. Tout cela ouvre la voie à de nouvelles sensibilités au sein du mouvement et à de nouveaux engagements. Trois exigences nouvelles se font jour pendant cette dernière période qui court sur deux décennies : 1) l'exigence d'aller à nouveau à la rencontre du monde rural dont l'industrialisation intensive a détaché un nombre imposant de fermes; 2) l'exigence d'«aller à la rencontre des autres agricultures familiales du monde» (dixit l'actuel secrétaire général et initiateur d'UPA DI); 3) l'exigence d'aller à la rencontre d'agricultures plus durables.

Cependant, pendant cette même période, l'agrobusiness sera un acteur de premier plan d'une montée en puissance du néolibéralisme à l'échelle internationale qui aura pour conséquence d'affaiblir un peu partout dans le monde le syndicalisme agricole – comme il a affaibli à la même échelle le syndicalisme des travailleurs en instituant la précarité du travail. Ce néolibéralisme économique, sans en être l'unique responsable, en est venu à transformer définitivement l'agriculture de marché en une agriculture industriellement intensive.

Simultanément, les États se sont affaiblis en laissant place à des négociations commerciales internationalisées et concentrées entre les mains d'un petit nombre de dirigeants fortement influencés par les lobbies des multinationales. L'effet est triple : a) le mouvement syndical des agriculteurs commence à percevoir la solitude qu'amène cette agriculture qui perd ses racines et s'est échappée en quelque sorte du monde rural et de sa territorialisation; b) le mouvement commence aussi à percevoir les risques environnementaux et les coûts économiques et sociaux de ce type d'agriculture; c) le mouvement saisit également fort bien l'internationalisation des décisions en matière d'agriculture qui avance à grands pas. La planète a beaucoup changé, le Québec aussi. **Des défis qui n'étaient là que de façon secondaire et qui n'apparaissaient pas encore deviennent majeurs.** Nourrir le monde, nourrir l'humanité prend le devant de la scène, les émeutes de la faim des années 2007-2008 dans les pays du Sud combinées à des désastres écologiques (sécheresses et inondations) et à des fluctuations de prix de même qu'au Nord la crise des «subprimes» illustrent l'entrée dans un autre monde. Ce sont ces défis d'aujourd'hui que nous examinerons de plus près dans notre prochain chapitre.

Notre examen prendra en considération le fait qu'au cours de son histoire le syndicalisme agricole a su aider à transformer la société québécoise au plan social : électrification rurale, écoles rurales, écoles régionales d'agriculture, mise en marché collective et sortie d'une agriculture de subsistance, artisan actif de la Révolution tranquille (école obligatoire et gratuite scolaire, déconfectionnalisation du mouvement, soutien au développement des coopératives...), participation active à la mise en œuvre d'une politique d'occupation du territoire, redéfinition de la place des femmes dans l'organisation, soutien au développement d'une agriance de développement et de solidarité internationale avec des groupements paysans au Sud, etc. En d'autres termes, une bonne partie des principales revendications de l'UPA auront donné lieu **à des réformes sociales**. Aujourd'hui... la croisée des chemins est arrivée avec le défi de sortir du modèle productiviste (dit autrement, le défi de la pluralité agricole), de faire face à la transition énergétique (le défi pétrolier) et de maintenir le cap d'une agriculture familiale adossée à la souveraineté alimentaire au Québec et dans le monde.





## CHAPITRE 2

### Syndicalisme agricole québécois et citoyenneté : trois grands défis sociaux d'aujourd'hui

*L'agriculture québécoise et mondiale vit de grands chambardements : hausse des prix dans les pays du Nord et disettes dans les pays du Sud. Les émeutes 2007 et 2008 n'étaient que la pointe de l'iceberg. La crise alimentaire, à ce moment-là, s'est révélée majeure et mondiale. Le monde agricole a alors commencé **l'accélération de son tournant** : une recherche pour se réinventer ; un appel de certains de ses dirigeants pour renouveler leurs organisations ; se restructurer ; aller vers de nouvelles pratiques ; bref, tenter de se recomposer. Des réponses inédites ont surgi autour d'une vision renouvelée de l'agriculture familiale : au Nord, après avoir vécu les limites d'une agriculture industriellement intensive, le syndicalisme agricole québécois avec ses défis de citoyenneté est désormais inscrit dans une **agriculture familiale** davantage **plurielle, durable** et **territorialisée**.*

#### À la recherche d'une agriculture plus durable et plus territorialisée

L'agriculture québécoise s'étant intensivement industrialisée dans la période précédente, cela donne un portrait économiquement imposant et désolant tout à fois aux yeux de plusieurs : « Le portrait n'était pas beau à voir. La progression de la monoculture et celle de l'industrie porcine en choquaient plus d'un. Un autre grand débat de société s'engagea sur fond de dislocation de la communauté de vues, entre ruraux et agriculteurs » décrit André D. Beaudoin (2016). Et l'auteur, lui-même producteur agricole, d'ajouter :

« Il est indéniable que le monde agricole québécois avait profondément changé au tournant des années 2000. En 100 ans, le Québec a perdu 60 000 fermes passant de 100 000 à 40 000. Le libéralisme économique était devenu réalité et le Québec avait accru sa

capacité de produire. À titre d'exemple, en 25 ans à peine, la filière porcine était sortie de la marginalité et produisait plus de 7 millions de porcs, soit l'équivalent de la population québécoise de l'époque. Le Québec est devenu le deuxième plus grand producteur de maïs et le troisième producteur de soya au Canada. À elles seules, ces deux productions occupaient désormais 20% des surfaces cultivables alors qu'il y a à peine 30 ans, elles ne faisaient pas partie du décor. »

En 2007, la Déclaration de Montréal sur la gestion de l'offre et la naissance de la Coalition sur la souveraineté alimentaire ont mis **le syndicalisme agricole québécois** et les autres composantes coopératives, syndicales et associatives engagées dans l'agroalimentaire (transformation, distribution...) **au diapason du mouvement international** des agriculteurs autour de la notion qui fait désormais école, celle de **souveraineté alimentaire**.

À l'occasion de la dernière Journée d'audience de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, le 7 septembre 2007, 42 organisations de la société civile du Québec et du Canada convenaient d'une déclaration intitulée «*Pour un nouveau contrat social fondé sur la souveraineté alimentaire*». Quelques mois plus tard, la commission dite Pronovost, du nom de son président, déposait son rapport et y suggérait de soutenir les idées fortes de la souveraineté alimentaire.

*Cette déclaration, depuis appelée la Déclaration de Montréal, est en quelque sorte la déclaration de principe ayant conduit à la création de la Coalition pour la souveraineté alimentaire une année plus tard.*

<http://www.nourrirnotremonde.org/ScriptorWeb/scripto.asp?resultat=151028>

## 1. L'agriculture familiale québécoise dans l'engrenage pétrolier: le grand défi territorial du syndicalisme agricole aujourd'hui

Avec l'arrivée de l'exploration et de l'exploitation du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent à partir de 2010, la montée en flèche du transport de matières dangereuses et plus récemment le développement de nouveaux pipelines, le combat écologique est devenu central pour tous en commençant par les agriculteurs. L'évolution très rapide du paysage énergétique québécois et mondial de la dernière décennie force les producteurs agricoles à repenser substantiellement leur approche parce que les communautés et les régions du Québec – et l'agriculture en premier lieu – sont menacées par les énergies fossiles à une échelle jamais vue jusqu'à maintenant. Le président de l'UPA allait dans ce sens dans une prise de position récente (*Le Devoir*, 9 mai 2016).

### L'UPA contre le projet Énergie Est

Tous les projets de pipeline nuisent aux entreprises agricoles et forestières, les agriculteurs sont soumis à un «*stress important*», leurs propriétés sont dépréciées, et ils sont exposés à un plus grand risque de nuisances et d'incidents, peut-on lire dans le mémoire. Dans le cas d'Énergie Est, 75% du tracé passe dans des milieux agricoles en culture ou boisés, alors que les terres agricoles ne constituent pourtant que 2% de l'ensemble du territoire québécois.



«*Nos membres sont parmi les plus affectés*», a résumé le président de l'UPA. En cas d'incident, de fuite ou de déversement, les nappes phréatiques et les sols pourraient être «*contaminés à jamais*» par l'oléoduc de plus d'un mètre de diamètre enfoui sous terre, a-t-il prédit. Et «*selon l'étendue que la fuite peut avoir, cela pourrait être catastrophique*», a dit M. Groleau.

Les pétrolières des sables bitumineux de l'Ouest canadien avancent à grands pas avec le pipeline **Énergie Est**, projet colossal qui ferait couler au Québec chaque jour 1,1 million de barils de pétrole sur une longueur de plus de 700 km traversant un nombre important de terres agricoles et près d'une centaine de municipalités des deux rives du Saint-Laurent. Ce même pipeline, avec lequel nous serions appelés à **vivre à risque pour les 40 à 50 prochaines années**, le serait sur une grande partie de notre territoire et dans les zones les plus habitées du Québec. Le pipeline traverserait également de nombreuses rivières majeures du sud du Québec mettant en péril l'eau potable en franchissant pas moins de 860 cours d'eau. Un déversement de produits pétroliers pourrait devenir une véritable catastrophe en matière de santé publique pour une partie importante de la population.

Un autre projet, **Énergie Saguenay**, prend également forme pour construire un gazoduc et une usine de liquéfaction de gaz provenant de l'Ouest canadien exporté par la suite par bateaux méthaniers, le tout à 15 km à l'est de Chicoutimi. Ce qui faisait dire au député de Jonquière, responsable des dossiers d'environnement au Parti Québécois, Sylvain Gaudreault: «*Allons-nous devenir l'autoroute des énergies fossiles de l'Amérique du Nord?*» De là découle que le combat écologique sur l'ensemble du territoire québécois est aujourd'hui devenu central et questionne le cœur même de notre modèle de développement et celui de nos communautés parce qu'**Énergie Est et tous les autres** ne sont pas que des pipelines, **c'est aussi un projet de société** comme nous le fait voir le sociologue Éric Pineault dans son livre *Le Piège Énergie Est* (2016: 197):

«*Nous sommes entrés dans l'ère du pétrole extrême grâce au concours d'acteurs politiques et d'institutions complices... Tout cela prend la forme d'un projet collectif, repose sur l'action collective publique (l'État) et privée (les sociétés monopolistiques)... Sortir du pétrole est donc un projet collectif qui implique de mobiliser nos institutions... Nous avons les outils collectifs à portée de main pour initier cette sortie...*»

Viennent pas loin derrière les communautés visées par l'exploration du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent et la lutte qui s'en est suivie de 2010 à aujourd'hui, exploration du schiste qui est pour le moment au ralenti, mais vient d'être relancé par l'entreprise albertaine *Qwesterre* sur la rive sud du Saint-Laurent entre Montréal et Québec (*Le Devoir*, 10 février 2017)<sup>4</sup>. Pour l'instant Lotbinière et Bécancour sont dans la mire. Cette exploitation menacerait pas moins de 16 000 terres agricoles selon les journalistes

<sup>4</sup> Rappelons que les 420 délégués réunis en congrès avaient, dès 2011, demandé à la direction de l'organisation de changer le cap initial et ont unanimement résolu «*de mettre fin aux négociations avec l'Association pétrolière et gazière du Québec tout en priant Québec de relier le développement de cette filière à son acceptation environnementale et sociale*» (*La Terre de chez nous* du 8 décembre 2011).

Foisy et McEvoy (2011) dans les milieux les plus peuplés du Québec et sur un territoire de permis d'exploration détenus sur 16 000 km<sup>2</sup>:

« L'entreprise albertaine n'est pas la seule à s'intéresser au potentiel en gaz de schiste du Québec. Selon les données du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, les entreprises du secteur des énergies fossiles détiennent près de 16 000 km<sup>2</sup> de permis d'exploration entre Montréal et Québec, de part et d'autre du fleuve Saint-Laurent. » (Alexandre Shields, *Le Devoir*, 10 février 2017.)

C'est sans compter le transport de pétrole par trains : 220 wagons chargés de brut albertain emprunteront chaque jour les voies du Canadien National (CN) passant par Montréal vers Saint-Bruno, puis Mont-Saint-Hilaire, Saint-Hyacinthe et Drummondville, en longeant l'autoroute 20, puis Lévis et plus loin en passant en plein cœur de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles et Rimouski (*Le Devoir* du 30 mai 2015). Pour mémoire, rappelons-nous que la tragédie du Lac-Mégantic est directement liée à cette montée en puissance du transport par trains.

**Sortir du pétrole s'impose donc.** Laissons sous terre notre gaz de schiste nous disent les organisations mobilisées sur cet enjeu tandis que des coopératives agricoles et des syndicats de l'UPA disent que des alternatives existent : il faut exploiter le biogaz, c'est-à-dire la biométhanisation des résidus agricoles et de la forêt par digesteurs, car c'est une énergie renouvelable comme d'ailleurs les déchets de table récupérés à cet effet.

Oui, mais laisser les énergies fossiles dans le sol, n'est-ce pas refuser une exploitation qui peut rapporter ? N'est-ce pas une faute contre l'économie et le bon sens ! ? Pour en finir avec cette affirmation tronquée, quatre arguments sont généralement convoqués : 1) l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a déjà confirmé il y a quelques années le trop-plein de ces énergies d'ici 2050 et non sa pénurie ; 2) il faut considérer que les technologies du captage et du stockage du CO<sup>2</sup> sont peu fiables et non maîtrisées ; 3) l'exploitation de ces énergies est de plus en plus coûteuse et dangereuse ; 4) finalement et surtout un moratoire généralisé pourrait libérer les financements nécessaires à une solide transition écologique. Dès lors, les énergies renouvelables se *substitueraient* aux énergies fossiles plutôt que de *s'ajouter* à celles-ci. L'économiste Maxime Combes le disait déjà dans un article du journal *Le Monde* en 2012. Voilà donc la toile de fond qui explique que l'UPA soit contre l'exploitation du gaz de schiste en zone agricole :

« Les compagnies ont tous les pouvoirs, même l'expropriation. Quels sont les pouvoirs qui nous restent pour négocier ? » se questionne Pierre Lemieux, vice-président de l'UPA. Selon l'Union, la menace d'expropriation risque de forcer les propriétaires à négocier « à rabais » si jamais le gouvernement refuse d'exclure la zone agricole du développement des hydrocarbures. (Thierry Larivière, *Terre de chez nous*, 17 août 2016.)

Et, comme si le tableau n'était pas suffisamment menaçant, l'UPA doit aussi mener la lutte contre l'accaparement des terres par des fonds d'investissement privés au Québec tout comme les organisations paysannes au Sud, partenaires d'UPA DI :

*La forte augmentation des prix alimentaires en 2007-2008 a attiré l'attention de nombreux investisseurs vers un secteur autrefois délaissé, et a provoqué l'arrivée d'investissements spéculatifs dans l'agriculture des pays en développement. Aujourd'hui, ces investissements s'orientent surtout vers les marchés émergents d'Amérique latine et d'Asie. On les retrouve aussi de plus en plus souvent en Afrique subsaharienne. Rien qu'en Afrique, les investisseurs publics et privés ont déjà loué ou acheté des millions d'hectares de terres agricoles (environ 46 millions d'hectares selon des chiffres de 2010). La plupart des contrats de bail courent sur une période de 50 à 99 ans.*

*L'appropriation de l'accès à l'eau va de pair avec l'accaparement des terres. L'eau fait l'objet d'un intérêt particulier de la part des investisseurs puisque sans elle, même la plus fertile des terres ne serait d'aucune utilité. Paradoxalement, dans certains cas les droits à l'eau sont cédés gratuitement. Concéder le droit à l'eau à des investisseurs privés peut porter gravement atteinte aux conditions de vie des populations déjà directement affectées par la perte de leurs terres. (Source : l'association internationale Slow Food (2010).)*

Sur l'enjeu énergétique, tout comme pour les avancées historiques de la Révolution tranquille, l'UPA n'est pas seule. Nombre d'organisations convergent : a) **du côté des coopératives**, la Coop fédérée s'est donné une politique de développement durable consistante et Desjardins a créé une politique de placements qui encouragent les membres à faire des placements sans énergies fossiles (parmi d'autres, la Caisse d'économie solidaire Desjardins) ou encouragent les énergies renouvelables; b) **du côté des organisations syndicales**, on s'oppose au développement des pipelines comme Énergie Est, on exige des gouvernements des mesures de soutien à la transition des travailleurs directement concerné par une perte d'emploi (formation qualifiante), c) les **fonds de travailleurs** ont également une politique de développement durable qui va même jusqu'à dire qu'il faudrait « retirer tous nos investissements au sein d'entreprises qui œuvrent dans le secteur des énergies fossiles » de conclure Geneviève Morin, chef de l'investissement chez Fondation. Cela pourrait être au bénéfice notamment d'un Fonds Biomasse (créé en 2015) en collaboration avec la Fédération québécoise des coopératives forestières, actrice de premier plan dans la production de cette biomasse et Investissement Québec (*Le Devoir*, cahier spécial *Finance*, 2 octobre 2016). Sans oublier bien sûr **les organisations écologistes** qui sont des alliées proches dans ce type d'initiatives.

## **2. L'agriculture familiale et l'alimentation : le 2<sup>e</sup> grand défi du syndicalisme agricole, la transition agroécologique**

Chez les producteurs agricoles du Québec, les valeurs qui président aujourd'hui à leur action collective sont de différents ordres et plus complexes qu'auparavant. Néanmoins, il existe un dénominateur commun aux agricultures familiales d'ici et de par le monde selon ce qui s'est dégagé d'une importante rencontre internationale à Québec en 2014, la

rencontre des Amériques sur l'agriculture familiale, organisée par UPA DI conjointement avec la FAO. L'agriculture familiale est :

- 1) une activité économique génératrice de revenus pour « bien vivre »;
- 2) une agriculture soucieuse de la protection de l'environnement des communautés où elle a ses ancrages;
- 3) la qualité de ses produits doit être dans la mesure du possible en phase avec les nouvelles exigences de citoyens et de consommateurs avertis;
- 4) l'agriculture familiale est une activité économique qui a une finalité sociale, celle de la santé de ses communautés.

C'est dans cette direction que sont allés conférenciers et participants à cette rencontre. Le socio-économiste français, Jean-Michel Sourisseau du CIRAD, un centre de recherche international en agriculture durable, y proposait de mieux définir l'agriculture familiale par-delà la grande diversité de celle-ci dans le monde, celle du Québec et de la France comme celle du Sénégal ou du Pérou. Il proposait une série de critères tels que la provenance de la main d'œuvre, la provenance du capital, la destination de la production qui est la famille, les marchés de proximité, les marchés internationaux de niches, le statut foncier et le statut juridique. Définie de cette façon, l'agriculture familiale tant des producteurs québécois que péruviens s'y retrouve. Dans cette perspective, l'agrobusiness porteur du modèle dominant de production nord-américain ne suit pas parce qu'il mise plutôt sur le capital intensif, la seule production par filières très spécialisées, une technologie réductrice de la main d'œuvre, la délocalisation de la production, etc.

#### **L'important dénominateur commun des agricultures familiales**

« Ce n'est pas seulement la production d'un bien marchand, mais aussi un bien social et de liens sociaux, de paysage et d'environnement ».

Source : Rencontre des Amériques sur l'agriculture familiale (Québec, 2014).

#### **L'arrivée d'un nouveau concept, celui d'agriculture écologiquement intensive**

Il y a une agriculture biologique qui, depuis les années 1970, a fait ses marques et a parcouru une longue route comme l'illustre l'expérience de la Ferme familiale des Sanders dans les Cantons de l'Est :

*Dans les années 1970, Russel Pocock a utilisé sa bourse d'études de 10 000 \$ pour acheter une terre dans les Cantons de l'Est, au Québec. Sans aucune formation en agriculture, il se lance, avec sa compagne, dans la culture maraîchère biologique. Quarante ans plus tard, la ferme Sanders, située à la frontière du Québec et du Vermont, vend 90 % de sa production aux États-Unis par l'entremise de la Deep Root Organic Coop. Cette coopérative regroupe la vente des produits de quinze producteurs.*

*« J'ai la chance de ne pas me casser la tête avec la mise en marché. Cinquante-deux semaines par année, des camions viennent à la ferme en provenance de New York et de Boston charger des palettes de légumes », explique le producteur. La ferme possède plusieurs chambres froides pour entreposer ses produits. Au moment de*

*sa conférence, une équipe d'employés s'affairaient à nettoyer des carottes et des betteraves. Le plus gros client de la Coopérative est la chaîne américaine d'aliments biologiques Whole Food.*

(Source : la rencontre des Amériques sur l'agriculture familiale, 2014.)

L'agriculture biologique aujourd'hui au Québec, ce sont 1 668 fermes et 8 906 produits certifiés auxquels il faut ajouter plus de 250 fermes en transition :

*Cette croissance est menée par les acériculteurs qui font du sirop bio, les maraîchers et les producteurs de grandes cultures qui se convertissent à l'agriculture biologique, explique l'agronome Jean Duval, directeur du Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité. «C'est un mouvement de masse», dit-il.*

(Source : La Presse, 26 février 2017. Article de Stéphanie Bérubé.)

La progression en cours s'explique aujourd'hui par le fait que c'est devenu de plus en plus rentable et qu'un certain nombre d'agriculteurs en ont assez des pesticides. De plus, de petites fermes québécoises de proximité participent du mouvement nord-américain des marchés publics et un certain nombre d'entreprises (comme *Bonduelle*, un géant des légumes surgelés) sont devenues les destinataires des produits bio de ces fermes. Puis, il y a les producteurs de légumes en serres (y compris en milieu urbain comme les fermes *Lufa* à Montréal), les fermes qui font du lait bio... En amont, des institutions financières sont désormais ouvertes à leur prêter. On trouve également, dans le soutien public, un programme et des mesures favorisant la transition. En aval, les consommateurs sont en demande, surtout de jeunes familles. Sans compter que des jeunes de plus en plus nombreux à étudier en agriculture. Bref une partie de l'avenir est là.

L'agriculture industrielle cherche aussi de son côté une transition vers autre chose. En effet, des agriculteurs québécois cherchent à se sortir du cercle vicieux de ce type d'agriculture qui a atteint ses limites : capitalisation excessive, dépendance à l'égard des multinationales de l'agrobusiness, pollution de l'environnement, etc. Un bon exemple : celui des 1 200 agriculteurs du Saguenay réunis dans la coopérative *Nutrinoor* :

Une vieille coopérative agricole, *Nutrinoor*, travaillant de concert avec quelques coopératives forestières, s'est engagée dans un développement durable. Ce fut la bonne surprise de ma visite au Saguenay en 2011. *Nutrinoor* fêtait ses 60 ans. *Nutrinoor* en chiffres de cette année-là, c'est 1 200 membres, des agriculteurs et près de 400 employés avec un chiffre d'affaires de 312 millions \$. Ces revenus sont tirés de l'agroalimentaire, de l'énergie, des matériaux et des fournitures. Son actif : 82 millions \$. Sa production : 23 millions de litres de lait transformés annuellement, 12 millions d'œufs, 55 000 tonnes de grains, 97,5 millions de litres d'essence (26 stations d'essence Sonic) vendus. *Nutrinoor* est la troisième en importance au Québec et la douzième au Canada.

Cela étant dit, *Nutrinoor* met 6 millions \$ par année en recherche et développement. Le président d'alors, Yvan Morin, m'affirmait lors de la visite : «Le développement durable, c'est complètement intégré à notre façon de faire aujourd'hui». Et d'ajouter :

« Les projets que nous mettons de l'avant visent à relancer l'agriculture régionale ». « Les activités d'Alcan et d'Abitibi Consol sont en décroissance. L'agriculture peut prendre la relève ». De son côté Frédéric Lebrun, coordonnateur du département *Innovation, développement durable, bioénergies* gère une entreprise de récupération qui expédie quelque 750 000 litres d'huiles alimentaires usées transformées en fin de compte en biogaz. De plus Nutrinor achemine maintenant une grande partie de ses produits par train plutôt que par camion. La coopérative a aussi été l'instigatrice de Val Éo, une coopérative de production d'énergie d'un parc éolien.

Article de Louis Favreau : <http://www.oikosblogue.com/?p=16220>

L'exemple de *Nutrinor* illustre à merveille les transformations en cours du monde agricole québécois. L'avenir n'est jamais sûr ou garanti d'avance, mais il est plausible de penser que ce type d'initiatives va poursuivre sa progression dans les prochaines décennies.

En d'autres termes, dans les deux dernières décennies, le développement durable et solidaire des communautés rurales et de leur agriculture, par toutes sortes d'initiatives locales, a amorcé une révolution silencieuse. D'un côté, par la transition progressive de grandes entreprises coopératives comme *Nutrinor*, elle-même inscrite dans un mouvement généralisé de la Coop fédérée qui en regroupe une centaine. Et de l'autre, par les initiatives de l'agriculture biologique à petite échelle, des fiducies foncières communautaires, des systèmes alternatifs de vente plus directe comme ceux issus du commerce équitable et de l'agriculture de proximité de petits marchés publics de producteurs, des jardins communautaires en milieu urbain, des jardins familiaux, de villes et bidonvilles en transition... D'où les notions d'«économies de proximité», d'agriculture écologiquement intensive (Griffon, 2006) et de «révolutions silencieuses» de la journaliste Bénédicte Manier (2012 et 2016).

### **3. L'agriculture familiale québécoise dans l'engrenage international de l'agrobusiness**

#### **Oser l'exception agricole pour sauver la gestion de l'offre**

Au sein de l'UPA et d'UPA DI, il est courant d'entendre dire que l'agriculture, pour ce qui est des centres de décisions, a déplacé son centre de gravité du Québec vers Ottawa et finalement de plus en plus vers Genève (OMC). C'est effectivement la tendance principale qui s'est dessinée en contexte de montée en puissance des multinationales de l'agrobusiness et de leurs lobbies. Ce que nous confirme Paul Langelier, membre de la direction d'UPA DI aujourd'hui à la retraite :

*La fin des années 1990 marque un important tournant international pour le monde agricole et pour l'agriculture en général. Au Québec, à cette époque, on voyait de plus en plus que les politiques agricoles échappaient au gouvernement québécois, échappaient même au gouvernement canadien et se déplaçaient vers Genève à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les organisations d'agriculteurs tant au Nord qu'au Sud se sentent alors menacées par les politiques néolibérales avancées par l'OMC. La direction de l'UPA s'inquiétant fortement conclut à la nécessité de jouer*

*à fond la carte internationale. Elle sollicite directement UPA DI pour l'ouverture de discussions avec d'autres pays.*

*C'est à cette époque qu'AgriCord, un réseau international d'agriagences, est mis au monde pour aider à créer une nouvelle tendance favorisant la collaboration entre des organisations d'agriculteurs du Sud et du Nord. En 2001, AgriCord obtient, grâce au gouvernement hollandais, son premier financement d'importance pour sept agences dans le cadre du programme «Agriculteurs contre la pauvreté». UPA DI est membre fondateur de ce réseau, lequel pendant sa première décennie d'existence sera présent dans 64 pays du Sud et dans 130 projets avec des organisations paysannes du Sud. Il faut souligner ici l'inédit de cette coopération internationale: le tout se fait entre organisations professionnelles d'agriculteurs, nullement par l'intermédiaire d'ONG et nullement dans un cadre humanitaire. Le principe ici, c'est celui de la réciprocité.*

C'est aussi dans un tel contexte et dans cette nouvelle dynamique que l'UPA fait son chemin vers une politique de souveraineté alimentaire. Pour le dire en quelques mots, ce concept s'appuie sur les fondements du droit des populations et de leurs États à définir leurs propres politiques en matière agricole et alimentaire. Et, c'est précisément pour cette raison que la défense de la gestion de l'offre garde aujourd'hui toute sa pertinence (Bégin et alii, 2016). L'UPA était et est encore inquiète, à juste titre, de se retrouver devant une offensive de déconstruction. Déconstruction par qui? Certainement pas par la société québécoise puisque dans l'ensemble les Québécois sont plutôt en faveur du maintien de ce modèle. En fait, l'UPA a saisi rapidement l'enjeu qui venait avec la nouvelle étape franchie par la mondialisation néolibérale et son institution internationale la plus forte, l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Depuis 1995, l'agriculture fait partie des secteurs soumis aux aléas du libre-échange: l'abolition des restrictions et des régulations freinant la «libre circulation» des produits entre les pays. L'OMC a donc exercé des pressions importantes sur les politiques agricoles des États qui ont été invités à réduire leurs interventions au minimum, les politiques agricoles devant s'inscrire dans la mouvance de marchés de plus en plus mondialisés. Bref, dans ce modèle, ce sont les exportations à l'initiative des multinationales de l'agroalimentaire qui occupent/occuperaient l'essentiel du terrain. Dans un tel contexte, la gestion de l'offre est un garde-fou, un rempart dont on peut difficilement se priver, car elle protège l'agriculture québécoise face aux importations.

Les gouvernements du Canada et du Québec ont encouragé le libre-échange, notamment par l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) créé en 1994, mettant ainsi à risque le modèle québécois et canadien d'agriculture même si le Canada, dans un premier temps, avait introduit une clause protégeant le système de gestion de l'offre. La critique des libres-échangistes ne s'est pas fait attendre, le Canada étant taxé d'entretenir des mesures protectionnistes. Il y a donc eu à partir de là de longues années de négociations sans fin qui courent encore aujourd'hui. Jusqu'ici, ces mesures dites protectionnistes adoptées par certains pays comme le Canada sont restées en vigueur, mais la gestion de l'offre s'en est trouvée fragilisée, car «elle pourrait dans les négociations qui vont s'ouvrir à la demande expresse du nouveau gouvernement américain servir de monnaie d'échange au gouvernement Trudeau», de dire le chef de la direction de la coopérative *Agropur*

(Le Devoir, 10 février 2017). Voilà une des raisons qui a mené l'UPA à s'investir de plus en plus dans cette bataille mondiale de l'agriculture familiale depuis une vingtaine d'années. L'agriculteur saguenéen Raymond Rouleau campe bien l'argumentaire qui vient avec cette menace :

### **Oser l'exception agricole pour sauver la gestion de l'offre**

*La libéralisation des marchés n'a pas livré les promesses d'augmentation de la richesse. Visiblement, l'application du principe de «l'avantage comparatif» favorise la formation de grands conglomérats incapables de s'autoréguler où les seuls intérêts financiers priment au détriment des considérations environnementales, sociales et humaines...*

*... L'exemple le plus récent est celui d'Haïti qui, en retour de prêts pour la reconstruction à la suite du tremblement de terre de 2010, a consenti à ouvrir ses frontières au riz à bas prix (parce que subventionné) des États-Unis, ce qui a eu pour effet d'anéantir les bases de la production locale au lieu de la stimuler.*

*... La mobilisation des créateurs et producteurs sur la culture stimulée par le leadership de Pierre Curzi, alors président de l'Union des artistes, combinée aux efforts de Louise Beaudoin et de Liza Frulla, qui ont assumé le leadership de la classe politique et celui des relations internationales a abouti. Il en est résulté une entente signée par 121 pays et l'«ensachement» de **l'exception culturelle** dans des lois internationales.*

*... Il semble bien qu'un ensemble de conditions soient aussi réunies afin de concrétiser un mouvement semblable dans le domaine agroalimentaire... : 1) une mobilisation sans précédent des producteurs derrière la gestion de l'offre sous le leadership de l'Union des producteurs agricoles (UPA); 2) l'engouement sans précédent des consommateurs pour l'achat local qui contribue à la réduction de la distance moyenne de 2 500 km que parcourent les aliments que l'on consomme et à la dynamisation des territoires; 3) le très grand potentiel du secteur agricole quant aux progrès à réaliser concernant les changements climatiques et au renforcement de la souveraineté alimentaire des pays en voie de développement.*

Dans *La Terre de chez nous*, 6 avril 2016,  
Raymond Rouleau, producteur en serres du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Dans un tel contexte, l'agriculture familiale des pays du Sud est beaucoup plus en danger parce que faiblement organisée et disposant de très faibles moyens de contrer l'offensive tous azimuts des multinationales. La solidarité entre producteurs agricoles du Nord et du Sud est ainsi devenue beaucoup plus sensible avec la montée de la mondialisation, une rencontre qui croise intérêts, aspirations et valeurs dans des actions communes.

Reste que répondre à cette menace sur la gestion de l'offre, soutenir les nouvelles initiatives de transition vers une agriculture plus durable et sortir de la crise que nous traversons ici et ailleurs dans le monde exigeront des mobilisations fortes. Il faut compter tout à la fois sur le redéploiement des économies de proximité, sur le renouvellement des coopératives agricoles et sur celui du syndicalisme agricole de même que sur des politiques publiques



qui peuvent notamment fournir des aides à la transition agroécologique comme de l'économie en général. Cela pourra se faire en misant sur les organisations de producteurs agricoles, leurs fédérations et leurs regroupements régionaux. D'où la pertinence de la Coalition pour la souveraineté alimentaire et de Solidarité rurale, toutes deux très affaiblies par la politique du gouvernement libéral actuel. Le tout dans la perspective d'ouvrir de **grands chantiers prioritaires**, autrement dit des initiatives de caractère stratégique.

D'autre part, au plan institutionnel, les États et les organisations internationales peuvent soutenir ces démarches: les consultations de la FAO avec la société civile sur la sécurité alimentaire et l'appui d'autres organisations de l'ONU s'intéressant aux enjeux alimentaires comme l'Organisation internationale du travail (OIT). Les fonds stratégiques de développement dédiés aux petites et moyennes entreprises (PME) collectives des pays du Sud et offrant des prêts et des garanties de prêts sont également de cet ordre<sup>5</sup>. C'est ici qu'intervient, depuis 1993, l'indispensable rôle de coopération de proximité d'UPA DI et de celui des agences semblables à ce qu'elle est elle-même (Agricord). Ses relations privilégiées avec certaines institutions internationales, notamment la FAO, sont de la même mouture.

### **En guise de conclusion : repenser le lien ville et campagne fait partie de la nouvelle équation**

La majorité des Québécois sont coupés de l'agriculture depuis des générations. Il n'est pas exceptionnel de voir des familles québécoises qui doivent remonter très loin en arrière, trois ou quatre générations, pour retrouver leurs racines rurales. Nous sommes devenus depuis très longtemps des urbains et pour beaucoup des urbains de grandes villes. Cette coupure a, à bien des égards, des conséquences importantes: 1) notre imaginaire de développement et de progrès ne se conçoit à la limite que par le seul prisme de la grande ville mondialisée; 2) l'aménagement du territoire est conçu de manière telle qu'on se retrouve avec des pertes d'autonomie alimentaire dans ces villes et la faiblesse des circuits courts dans l'économie de la transformation et de la distribution alimentaires. Et même, dans certains cas, des déserts alimentaires dans les quartiers populaires de ces grandes villes.

Dans cette perspective **le lien ville et campagne** devient un espace stratégique de transition sociale-écologique comme l'exprime bien l'économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD) et directeur au CNRS, Gaël Giraud, dans une entrevue avec l'OCI Terre solidaire (2016):

*La réarticulation des territoires urbain et rural est un sujet fondamental. Les 30 glorieuses ont alimenté un imaginaire du développement et du progrès essentiellement urbains. Pourtant une ville n'a aucune autonomie alimentaire, elle a donc besoin d'un arrière-pays rural, puissant et riche qui la nourrit. Cette réarticulation consiste à favoriser une agriculture diversifiée capable d'alimenter, via des circuits courts, des petits centres urbains, très denses, innervés par des transports publics. C'est le nouvel aménagement*

<sup>5</sup> Voir à ce sujet le chapitre 5 sur le projet d'un fonds d'investissement solidaire international dédié à des projets socio-économiques de partenaires des OCI d'ici du Sud, le FISIQ.

*du territoire qu'il faut penser d'ici les 30 prochaines années. Lorsque l'opportunité politique se présentera d'engager cette transformation écologique et sociale, alors il faudra être prêt. La société civile peut jouer un rôle majeur en préparant le terrain de ce renouveau.*

Pas étonnant qu'on retrouve depuis plus ou moins une décennie, dans ces mêmes centres urbains, des initiatives d'**agriculture urbaine** qui ne sont plus des initiatives marginales. Elles sont même de plus en plus internationales, présentes et actives au Nord comme au Sud (Favreau, 2017 : 96-99) :

*L'approche des Initiatives de Transition (anciennement Villes en Transition) a été créée il y a à peine une décennie (2006) dans la ville de Totnes, au Royaume-Uni, afin que les citoyens puissent se mobiliser et mettre en place des solutions pour faire face à la crise écologique et sociale telle qu'elle se manifeste dans nos villes. L'approche permet de créer des communautés plus résilientes. Il existe aujourd'hui près de 700 Initiatives de Transition à travers le monde, dont une quarantaine au Canada. Parmi la quarantaine de canadiennes figurent en bonne place les initiatives de la région de Montréal d'ailleurs en pleine expansion.*

Comme le racontent les dirigeants du mouvement *Agriculture Montréal* :

*... Agriculture Montréal est fière d'annoncer que les résidents des villes situées dans la première couronne de la région métropolitaine de Montréal peuvent maintenant inscrire leur jardin sur le portail. Certaines villes telles que Laval, Boucherville, Longueuil et Brossard ont déjà adhéré au mouvement... L'invitation a donc été lancée pour encourager le développement et la mise en valeur des initiatives de jardins et même de ruchers... Cette récente expansion du mouvement fait suite à un colloque sur la santé alimentaire des Lavallois, organisé par leur Comité d'action sur la sécurité alimentaire de Laval (CASAL).*

Et, comme le raconte aussi la coordonnatrice de la Table de concertation sur la faim et le développement social (TCFDSO) de 42 organisations communautaires de l'Outaouais :

*La TCFDSO a lancé en 2014, sous l'impulsion de ses membres, un projet mobilisateur : l'Escouade anti-gaspillage alimentaire. Grâce à des partenariats novateurs avec des agriculteurs et des commerçants de la région de l'Outaouais et à l'engagement d'une centaine de bénévoles, l'Escouade anti-gaspillage alimentaire a glané et récupéré plusieurs dizaines de tonnes de fruits et légumes frais dans les champs des agriculteurs, les marchés publics et les commerces de proximité afin de les redistribuer aux organismes œuvrant en sécurité alimentaire. Suite à la première année d'activité de l'Escouade, le Regroupement des cuisines collectives de l'Outaouais a développé des cuisines collectives anti-gaspi afin de transformer ces denrées et de distribuer des plats préparés aux personnes vulnérables de ses communautés d'intervention.*

Et fait remarquable, ces initiatives ne sont pas le propre de villes du Nord. Au contraire, la production vivrière dans les villes du Sud fournit une part non négligeable de la production alimentaire mondiale qui s'évalue selon la FAO dans un ordre de grandeur allant de 15 % à 20 %. Environ 800 millions de citoyens, en majorité dans les pays en développement, mettent à profit des arrière-cours, des toits, des terrasses dans leurs quartiers de bidonvilles nous dit la journaliste Bénédicte Manier dans son dernier ouvrage (2012 : 121-122). La crise financière de 2007-2008 a fait exploser les prix des denrées de base partout dans le monde, d'où le surgissement d'émeutes de la faim. Ce fut là un formidable coup d'envoi pour une agriculture urbaine. C'est à ce moment-là que les fermiers urbains sont venus à la rescousse des populations qui avaient faim. Du coup, la mobilisation a commencé à faire boule de neige.

En d'autres termes, le filon directeur qui émerge présentement en agriculture au Québec comme au plan mondial, c'est **la transition sociale-écologique de l'économie et de toutes les facettes de notre société** : sortir des énergies fossiles, soutenir le développement d'une agriculture écologiquement intensive adossée à une gestion durable des forêts, accoucher d'une mise en œuvre solide de l'électrification des transports, multiplier les efforts de développement des énergies renouvelables, penser une écofiscalité qui a des dents et beaucoup plus d'importance qu'elle en a aujourd'hui, etc. C'est **l'enjeu citoyen du 21<sup>e</sup> siècle** qui croise développement socioéconomique et défi écologique et fait donc appel à **une nouvelle Révolution tranquille**. C'est l'enjeu de l'UPA aujourd'hui comme la Révolution tranquille l'a été pour le syndicalisme agricole à une autre époque de son histoire. La lutte séparée avec d'un côté des « écologues » et de l'autre des « socioéconomiques » (syndicats et coopératives) ne tient plus la route **parce que nous sommes tous devenus malades de notre environnement**. La bataille contre le gaz de schiste et celle contre Énergie Est sont des batailles révélatrices à ce propos parce que **l'enjeu derrière** le pétrole est un enjeu d'abord **pour la santé** de milliers de communautés (eau potable) comme pour la **conservation** de milliers de **terres agricoles**. Partant de là, le réchauffement climatique devient un enjeu compréhensible pour beaucoup plus de monde, car il n'est pas isolé des problèmes quotidiens de santé publique et communautaire.

C'est dans ce nouvel environnement qu'UPA DI fait/fera ses marques. Quelle est aujourd'hui sa vision des choses sous l'angle du développement de la solidarité internationale ? Une solidarité innovatrice, très loin de l'aide humanitaire classique, progressiste, prenant des risques quand il est nécessaire d'en prendre et biodiversifiée. C'est ce que le prochain chapitre tentera de mieux cerner.





## CHAPITRE 3

### L'engagement au Sud de l'Union des producteurs agricoles : la lente construction d'une vision globale de la solidarité internationale

*L'itinéraire de la solidarité internationale à l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec n'est pas banal. C'est l'expérience du producteur québécois citoyen du monde, solidaire d'initiatives d'agriculteurs du Sud. C'est l'effet de levier d'une vision stratégique et globale pour aider à fédérer les initiatives locales de ses partenaires du Sud. C'est orchestrer un débat public qui interpelle les États. Au fil du temps, UPA DI a considéré qu'il fallait des stratégies locales, mais qu'il fallait aussi **changer d'échelle** et construire une coopération internationale autour de projets plus ambitieux. Quelle vision globale inspire UPA DI après 25 ans de travail avec des communautés du Sud?*

Les thèmes des ateliers de réflexion du congrès de l'UPA en 2016 sont très révélateurs de l'importance de la dimension locale et simultanément internationale de l'agriculture aujourd'hui, de même que celle du développement durable: « Qu'est-ce qu'on mange demain? Vision d'avenir – Développement des marchés locaux et internationaux – Durabilité, environnement et attentes sociétales (avec la Fondation David Suzuki) – Engagement de l'État et politique bioalimentaire (avec un dirigeant de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde) ». Sans compter le petit déjeuner organisé par l'UPA en soutien aux interventions d'UPA DI avec les paysans en Haïti. Bref, les syndicalistes du monde agricole québécois ne se réunissent pas par les temps qui courent sans réfléchir sur l'agriculture de demain dans ses dimensions écosystémiques et mondiales. UPA DI le sait plus que tout autre, elle qui côtoie à l'année longue des agricultures familiales de dizaines de pays du monde.

## 1. Le capitalisme des années 2000 : les nœuds qui étouffent l'agriculture familiale

Le grand paradoxe en agriculture se résume bien de la façon suivante nous disait l'agroéconomiste français Michel Griffon, lors de son allocution aux Rencontres du Mont-Blanc de 2011 et dans ses deux ouvrages sur la question (2006 et 2011) :

« Il y a de 20 à 25 millions d'exploitations dans le monde, qui font de l'agriculture industriellement intensive, ce qui représente 30% à 40% de la production mondiale. Mais cette exploitation vit présentement une hausse des coûts de l'énergie, génère beaucoup de gaz à effet de serre, est dommageable pour la biodiversité et entre dans une phase de rareté... Puis, il y a deux milliards 400 millions de petits exploitants peu mécanisés, ne disposant pas d'un régime sanitaire adéquat, peu productifs et dont l'enjeu est d'accroître leurs rendements. »

Le grand paradoxe : ceux et celles qui ont faim dans le monde sont d'abord des paysans (Brunel, 2009; Carfantan, 2009). Une bonne partie de la réponse réside dans la mainmise de l'agrobusiness sur l'ensemble de la filière agroalimentaire à l'échelle internationale et sur l'inertie de la plupart des États en matière de politiques publiques. Derrière **ce grand paradoxe de l'agriculture**, « **quatre nœuds** », pour reprendre l'expression d'André D. Beaudoin (2016), expliquent que les agricultures familiales dans le monde étouffent : 1) le positionnement des produits sur le marché est l'affaire de la grande distribution; 2) le retrait de l'État et la fin des politiques agricoles favorables à l'agriculture familiale; 3) la sous-capitalisation de l'agriculture familiale; 4) l'ouverture tous azimuts des marchés. Nous pousserons plus loin l'analyse en faisant aussi appel à Ziegler (2017) et à Giraud (2016). En bref, d'abord le point de vue d'un **agriculteur** qui côtoie les agricultures de dizaines de pays du Sud et des institutions internationales (FAO en tête) de même que d'autres agriagences, celui d'un **sociologue** qui a été le premier rapporteur de l'ONU sur les questions liées à la faim, le « World Food Report » de la FAO et celui de l'**économiste** en chef de l'Agence française de développement (AFD).

### **Le positionnement des produits sur le marché est aujourd'hui l'affaire de la grande distribution**

André D. Beaudoin, secrétaire général d'UPA DI, sillonne l'Afrique et l'Amérique latine depuis près de 30 ans. Ses observations concernant l'agriculture au Québec et un peu partout sur la planète peuvent s'appuyer notamment sur un excellent révélateur : les marchés du café, du cacao, de la banane et du coton. Dans les quatre cas, c'est l'affaire de la grande distribution. Ces marchés échappent littéralement aux petits producteurs. Deux effets en découlent : d'une part, les petits agriculteurs qui ne sont pas organisés collectivement s'appauvrissent et, d'autre part, la concentration de la richesse tend à augmenter avec l'influence de plus en plus grande des lobbies des multinationales auprès des États. Jean Ziegler en rajoute : a) la spéculation boursière sur les biens alimentaires par les « hedge funds »; b) le dumping des prix des produits agricoles, notamment des pays européens qui inondent les marchés africains de leurs surplus (vendus à la moitié ou au tiers du prix de la production locale équivalente); c) la production tous azimuts d'agrocultures – au détriment de l'alimentation – initiée par les États-Unis du temps du

président George W. Bush; d) les fonds vautours qui profitent de pays du Sud endettés qui achètent d'anciens titres à rabais et exigent des pays débiteurs le plein remboursement de la dette inscrite sur le titre, ce qui, au début des années 2000, a jeté le Malawi à terre et ébranlé l'Argentine.

*Dix sociétés transcontinentales privées contrôlent 80% du commerce alimentaire mondial (production, stockage, transport, distribution, etc. Elles sont infiniment puissantes et dictent la loi aux gouvernements, même aux plus considérables d'entre eux (Ziegler, entrevue Nouvel OBS à l'occasion de la sortie de son livre Chemins d'espérance, sorti en 2017)*

Sur la question de la mainmise de la grande distribution, il faut tenter par tous les moyens du plaidoyer de contraindre les multinationales concernées, nous dit Ziegler: les bourses du monde ne fonctionnent pas dans un vide juridique. Il suffirait d'en réviser les lois en y ajoutant un seul article: «Est interdite toute opération spéculative sur les aliments de base – riz, maïs et blé – initiée par un acteur qui n'est ni producteur, ni consommateur», ces trois aliments couvrant 75% de la consommation mondiale. Il n'y a, ajoute-t-il, aucune difficulté technique à le faire. Cela dépend exclusivement de la volonté politique des gouvernements et des parlements. En second lieu, cesser la concurrence déloyale des produits du Nord sur les marchés du Sud. Puis, ne pas mettre en concurrence les énergies végétales avec la production de produits alimentaires de base (les agrocarburants de première génération représentent en moyenne le tiers de la récolte nationale de maïs aux États-Unis). Il a raison, mais ce qu'il ne dit pas et qui est tout aussi essentiel est ceci: si les mouvements sociaux ne sont pas là pour contrebalancer les lobbies des multinationales et pousser dans l'autre direction, ces lobbies gagnent la partie. **C'est là qu'intervient la justesse de vue de l'UPA et d'UPA DI**: c'est l'organisation du monde agricole, des paysans et des petits producteurs qui fait et fera la différence.

### **Le retrait de l'État et la fin des politiques publiques favorables à l'agriculture familiale**

Ce qui précède nous renvoie également au rôle des États qui, dans les pays du Sud, se sont vus forcés d'abandonner à toute fin pratique leur rôle dans le développement de leur agriculture. Les États du Sud ont été forcés de jouer le jeu de la pensée économique du «*Tout au marché*» qui s'est fait omniprésent à partir des années 1980 avec l'arrivée des programmes d'ajustement structurel. Il s'en est suivi que l'aliment est devenu un produit comme un autre. Dans cette perspective, les systèmes de regroupement de l'offre sont apparus comme étant complètement caducs. Avec le résultat que l'on connaît:

« La grande industrie s'est intéressée uniquement au marché d'exportation et le marché domestique est approvisionné par l'importation. C'est-à-dire que toute la place est occupée désormais par la grande distribution. Restent aux paysans les marchés locaux, ces marchés où le monde rural s'approvisionne. » (André D. Beaudoin, 2016.)

### **La sous-capitalisation de l'agriculture familiale**

Au Québec, le mouvement syndical dans l'agriculture et les coopératives du secteur, adossés au soutien des caisses populaires Desjardins et de l'État, ont pu en arriver sur

une trajectoire longue à se donner des **outils collectifs** (Crédit Agricole, gestion de l'offre, assurance récolte, soutien des prix, subventions, etc.). Il n'en va pas ainsi de la grande majorité des pays du Sud qui se voit refuser le moindre prêt. Cette question est évidemment cruciale dans le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de développement. **Voilà un autre volet de la vision d'UPA DI** : si les producteurs agricoles et les paysans doivent s'organiser pour s'inscrire dans le rapport de forces comme contre-pouvoir aux multinationales, ils doivent développer leurs propres outils économiques collectifs et se poser en demandeurs de plus d'interventions de l'État. Tout le contraire de la pensée économique dominante des dernières décennies.

### **Les émeutes de la faim de 2007-2008 : la pointe de l'iceberg néolibéral**

Les émeutes de la faim en 2007-2008 vont révéler, en agriculture, l'existence d'une crise systémique et non pas une simple panne du modèle de développement en cours. Pour UPA DI dont les dirigeants, intervenants et agriculteurs bénévoles ont souvent séjourné dans des pays du Sud et ont travaillé sur de longues périodes avec leurs partenaires, ce constat est appuyé sur ce qu'ils ont vu et témoigne de ce que l'ouverture des marchés avec la dernière phase de la mondialisation a provoqué : **une catastrophe dont les émeutes de la faim de 2007-2008 n'auront été que la pointe de l'iceberg**. C'est cette mondialisation néolibérale qui, par son manque de régulation, a rendu possible la flambée des prix et, du coup, a appauvri les agriculteurs. Pas du tout le manque d'aliments ! Les aliments étaient plutôt devenus inaccessibles. Au Québec, certes il y a eu l'affaiblissement d'un certain nombre d'outils collectifs. Cependant, à travers le monde surtout dans les pays du Sud, le constat a été on ne peut plus brutal : d'une part, **les deux tiers des problèmes de malnutrition sont le fait du monde rural**. D'autre part, la concentration de la richesse dans les mains d'une minorité de grands actionnaires de multinationales s'est accentuée dans les trois dernières décennies, soutenue en cela par les fondements supposément inattaquables de la grande propriété privée. Les inégalités sont plus fortes aujourd'hui. L'économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD), Gaël Giraud résume en deux constats généraux cette situation tout en ouvrant sur une perspective :

*... Deux constats aident à en prendre la mesure. Le premier est symbolisé par la montée en puissance de **la thématique des « biens communs »** qui remet en cause la suprématie de la propriété privée comme unique rapport aux choses. Elle s'incarne dans des manières nouvelles de se rapporter à l'environnement, mais aussi aux objets que nous échangeons. C'est la valorisation du droit d'usage sur le droit de propriété.*

*La seconde observation est que nous vivons **une panne de sens depuis quatre décennies en Occident**. Un vrai récit reste à inventer qui permettrait de transmettre aux générations futures la société que nous appelons de nos vœux. **Ce récit doit évidemment s'organiser autour de la transition écologique, économique et sociale.***

Entretien de l'OCI *Terre solidaire* (France) avec Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD) et directeur de recherche au CNRS (2016)



## La montée du thème de la souveraineté alimentaire

Aujourd'hui, il y a de plus en plus d'organisations et d'institutions convaincues de la justesse de l'analyse voulant que l'agriculture familiale reprenne sa place dans la stratégie globale de sécurité alimentaire mondiale. Elles ont interpellé les Nations unies qui désignent finalement l'année 2014 l'Année internationale de l'agriculture familiale. « La **biodiversité économique** suggère qu'il soit déraisonnable de concentrer le pouvoir alimentaire dans les mains de quelques grandes puissances. Il est tout aussi déraisonnable de concentrer la production alimentaire sur des territoires géographiquement réduits », nous dit André D. Beaudoin (2016).

Au Nord et encore plus au Sud, la vision d'une agriculture s'appuyant sur la **souveraineté alimentaire** n'a donc pas surgi à l'avant-scène internationale par hasard. Cela tient au fait que l'agriculture et la filière alimentaire subissent, tendanciellement, **le même traitement industriel et financier que les autres activités économiques**. Résumons la chose dans la foulée du sociologue Jean Ziegler: « de grandes firmes multinationales assurent l'**agrofourniture** (Monsanto, Bunge, Sugenta, ADM, Dupont, etc.); de grandes firmes multinationales contrôlent la **transformation agroalimentaire** (Nestlé, Coca-Cola, General Mills, Kraft Foods, Unilever, Smithfield Food, etc.); de grandes firmes multinationales ont pris en charge la **grande distribution** (Walmart, Carrefour, Tesco, etc.) dans un marché de plus en plus international. » Un marché international qui ne dispose pour ainsi dire pas de protections sociales pour les petits producteurs... comme pour l'ensemble de ses citoyens d'ailleurs. Davantage en milieu rural. L'État social est donc pour la plupart des pays du Sud une réalité de l'esprit.

Bref, il y a là une **asymétrie marquée** entre d'un côté des producteurs qui restent dispersés et de relativement petite taille dans des pays souvent politiquement instables et de l'autre les géants du secteur qui sont de plus en plus concentrés et qui dominent la commercialisation des produits de même que tout l'aval de cette filière avec une opacité qui n'est pas la moindre de leurs caractéristiques. Le Québec, grâce à l'apport combiné des coopératives et du syndicalisme agricole a pu s'approprier une partie du marché et développer, dans certains cas, des politiques qui se démarquent de celles du grand secteur privé :

*Parmi tous les outils, celui qui s'avérera le plus puissant est sûrement la mise en marché collective. Obtenu de haute lutte en 1956, cet instrument inspiré du rapport Héon donne en effet la possibilité aux producteurs « de contrôler eux-mêmes leur production », d'améliorer « les conditions de vente de ces produits » et, par conséquent, de favoriser « le relèvement et la stabilité des prix ». (Morisset, 2010 : 142).*

Par la suite, l'Union poursuivra dans cette voie. Comme quoi, le rapport de forces n'est pas toujours favorable aux grands groupes. Lutte de longue haleine cependant, lutte du syndicalisme agricole québécois qui a construit ses acquis sur de très nombreuses décennies. UPA DI, en reprenant cette tradition de luttes et cette expérience, peut inspirer ses partenaires du Sud.

La conclusion concrète à ce chapitre nous dit André D. Beaudoin, en entrevue, est la suivante :

« Pour défaire les nœuds, il faut **cesser de livrer l'agriculture familiale aux seules lois du marché**. Nous devons alors comme organisation, avec nos partenaires du Sud, **favoriser des accès** à toute une série de choses : 1) l'accès aux ressources et en premier lieu à la terre et à l'eau pour stabiliser le développement des fermes et assurer un développement durable ; 2) l'accès aux financements, finance alternative, capital patient, prêts solidaires pour couvrir les besoins financiers à court, moyen et long terme des fermes ; 3) l'accès aux intrants (semences et engrais) pour que les fermes familiales et leurs organisations reprennent le contrôle de leur patrimoine à cet égard ; 4) l'accès à la connaissance et à la recherche grâce à de nouvelles politiques publiques ; 5) l'accès à des technologies appropriées ; 6) l'accès à des services-conseils en agronomie, en gestion et finances, en environnement ; 7) l'accès aux marchés (domestique et d'exportation). »

## 2. Les agriculteurs à la recherche d'alternatives qui donnent des résultats durables

À UPA DI, on est en quelque sorte à la recherche d'alternatives qui comptent, lesquelles seraient fondées sur la notion d'« agriculture durable », mais aussi sur celle complémentaire de « transition sociale-écologique ». Ces notions sont de plus en plus mises de l'avant par des organisations, mais aussi par des agences publiques de développement, notamment en France (Agence française de développement) ou des instituts internationaux de recherche comme l'IDDRI (Institut de développement durable et de relations internationales à Paris), voire même des points de vue de chercheurs de la Banque Mondiale comme on le verra plus loin. Le tout dans le contexte du point tournant de la COP21.

La politique d'UPA DI en matière agroalimentaire se déplit de la façon suivante :

La mission d'UPA DI constitue un point d'ancrage pour sa politique agroenvironnementale. En effet, celle-ci fait référence à l'agriculture durable :

*Soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de commercialisation des produits agricoles et toutes autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement...*

*... Le niveau d'effort alloué aux questions environnementales varie selon les projets, les programmes et les partenariats. L'intention reste cependant la même : valoriser les potentiels agroécologiques du milieu, promouvoir les retombées environnementales positives potentielles, tenir compte des contraintes agroécologiques du milieu et, dans le cas de liens plus directs avec la production et/ou la transformation agricoles, minimiser les incidences négatives potentielles.*

Énoncé de politique agroenvironnementale et stratégie de mise en œuvre (adoptée par UPA DI en 2007 et révisée en 2008).

L'avancée dans cette direction s'explique par la capacité de ses dirigeants à percevoir le nouveau contexte. En effet, dans la dernière décennie, **le développement et le climat sont devenus indissociables**, en agriculture comme dans tout le reste. Fin 2015, la COP21 est venue confirmer tout cela. Même la Banque mondiale y est allée en 2017 d'un rapport qui sort des sentiers battus sur les chocs climatiques et le développement des pays du Sud rejoignant en cela, dix ans après UPA DI et plusieurs autres, le diagnostic posé par cette dernière sur l'agriculture dans le monde. Pour la Banque mondiale, son récent rapport établit en effet un lien très fort entre climat et développement contrairement aux approches traditionnelles qu'on lui avait connues qui, généralement, ne ciblèrent que les pertes matérielles (bâtiments, infrastructures, équipements...), mais peu ou pas le bien-être des populations. Ce volumineux rapport fait ressortir **deux lignes de force** desquelles on pourrait s'inspirer pour les politiques publiques comme pour les stratégies du syndicalisme agricole et de la coopération au développement (Hallegatte et alii, 2017) :

- 1) Contrairement à l'idée reçue, les efforts visant à réduire la pauvreté et les risques de catastrophes ne sont pas séparés. Ils sont complémentaires.
- 2) Contrairement à l'autre idée reçue, les catastrophes naturelles ont un impact bien plus fort sur le bien-être que ne le suggèrent les estimations traditionnelles.

Bref, le défi est double : il faut simultanément mener la lutte contre les inégalités et trouver des réponses à l'urgence écologique. Il y a/aura alors un **double dividende** : social et écologique. Le ministère canadien du Développement international et de la Francophonie avait mené en 2016 une opération de consultation à travers le pays sur ce que pourrait devenir notre coopération avec les pays du Sud (aide du Canada au développement passant par les États, par les OCI, par diverses institutions – tels les collèges et universités ou les municipalités – et les entreprises). Certaines OCI se sont attelées à produire des mémoires. Dans la foulée des décisions de l'assemblée de l'AQOCI de 2016 qui a porté en grande partie sur ce sujet et en relation avec les conclusions à tirer de la COP21, on a pu voir se dégager certaines pistes de renouvellement de la politique d'aide internationale au développement et plus particulièrement dans son volet lié à la croissance économique des communautés du Sud, communautés principalement rurales et agricoles.

### **Développement et climat sont désormais indissociables**

*Non seulement les impacts du dérèglement climatique toucheront plus fortement les populations les plus vulnérables dans les pays pauvres, mais les efforts réalisés ces dernières années pour lutter contre la pauvreté, la malnutrition et améliorer la santé dans ces pays pourraient être sapés si rien n'est fait pour lutter contre le réchauffement climatique de la planète.*

Teresa Ribera, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales de Paris (IDDRI)<sup>6</sup>

<sup>6</sup> Teresa Ribera, professeure de droit à l'Université autonome de Madrid, secrétaire d'État aux changements climatiques du gouvernement espagnol de 2008 à 2011, aujourd'hui directrice de l'IDDRI, l'Institut du développement durable et des relations internationales de Paris (Source : *Alternatives internationales*, novembre 2015, p. 92).

Dans un contexte où les États sociaux, partout au Sud, sont à reconstruire, l'expérience de la solidarité internationale d'UPA DI et d'autres organisations témoigne de l'importance d'un travail structurant et de longue durée qui nous sort de l'aide humanitaire. « Nous ne sommes pas les pompiers que l'on voit courir aux quatre coins de la planète pour tenter d'éteindre les incendies qui y font des ravages », pourrait-on dire. Tout respectable que ce soit cette tâche humanitaire, « il est capital que des OCI, trop peu nombreuses et trop peu financées malheureusement, soient, pour faire image « des architectes, des ingénieurs et des entrepreneurs en bâtiments plutôt que des pompiers ». Ce qui veut dire que le travail à faire doit être **de soutenir en priorité l'action collective des secteurs qui ont des impacts sur les politiques de développement** au lieu de se laisser prendre au jeu d'un travail uniquement technique, local et humanitaire qui ne remet en cause ni les paradigmes d'appui public au développement ni ne s'attaque véritablement aux grands enjeux de la période actuelle soit **le climat, la sécurité alimentaire, les inégalités sociales et les droits humains** (Nutt, 2014). Pour illustrer l'ampleur de ces enjeux, on a qu'à penser ici à la démarche en cours de 12 pays d'Afrique de l'Ouest et de leur ambitieux projet d'une Grande Muraille Verte de 15 km de large et de 7 000 km de long (*Le Monde*, 16 avril 2016)<sup>7</sup>.

Bref, l'urgence écologique suite à la COP21 est devenue **une question plus décisive, celle qui peut en structurer bien d'autres**. Et la bonne nouvelle, c'est que **les solutions à la crise écologique sont des solutions à la crise économique** (Lipietz, 2012). Ces solutions créent de la richesse, des entreprises et de l'emploi, en agriculture comme dans bien d'autres secteurs dans une économie qui est celle de l'avenir (et non plus une économie du passé comme celle des énergies fossiles), celle qu'on retrouve dans les énergies renouvelables – le solaire et la biomasse entre autres – ces dernières pouvant alimenter l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports en commun électriques, la construction d'infrastructures routières entre villages, etc.

Au plan international, les OCI d'ici vont probablement, dans la décennie à venir, donner une place de plus en plus importante, dans leurs partenariats avec le Sud, à l'avancée d'une vision du développement prenant appui sur la notion de **transition sociale-écologique de l'économie**. Celle des organisations, des entreprises comme celle des communautés et des États. La notion de « développement durable » peut servir de référence, mais elle risque de devenir un mot-valise ne se référant plus à des interventions structurantes de changement de modèle si elle n'est pas adossée à celle de « transition sociale-écologique ».

### **Agriculture familiale durable : l'agroécologie peut ramener la sécurité alimentaire**

Il existe plusieurs alternatives en marche. La notion qui les coiffe presque toutes est celle de l'agroécologie, laquelle peut ramener la sécurité alimentaire. Voici un exemple parmi d'autres : pour motiver des jeunes au développement de l'agriculture dans leur communauté, Oumar Ba dirige quatre fermes-écoles agroécologiques au Sénégal. Au point de départ de ces écoles, il y a eu le choc des émeutes de la faim de 2007-2008. Il sait de quoi il parle :

---

<sup>7</sup> Voir la description de ce projet au prochain chapitre.

*En 40 ans, cet homme d'action a vu les choses se détériorer : « la grande sécheresse de 1973, les plans d'ajustement structurel des années 1980, le désengagement de l'État, les pratiques agricoles avec usage intensif de produits chimiques qui ont intoxiqué et épuisé les sols ont eu pour résultat le surendettement des paysans... Mais grâce à une grande diversité de cultures, l'agroécologie peut générer des profits et éviter aux paysans de dépendre de l'agriculture productiviste et de s'endetter... : production végétale et animale, pisciculture, aviculture et agroforesterie... »*

Élisabeth du Closel, *Faim et développement*, n° 279, janvier-février 2014.

Jusqu'où peut-on aller avec ce type d'agriculture? Très loin, si on se s'appuie sur la recherche que nous avons menée au cours de la rédaction de cet ouvrage et qui fait l'objet du prochain chapitre. À petite comme à grande échelle d'ailleurs comme on le verra.

### 3. Les organisations paysannes, fer de lance d'une agriculture familiale durable

Mais il faudra en même temps que les États du Sud se dotent d'une politique agricole nationale afin de soutenir l'agriculture locale et familiale de dire le secrétaire général d'UPA DI, André D. Beaudoin :

*«... Malheureusement, on s'est fait convaincre, là comme ici, que l'État n'a pas à investir dans l'agriculture. Cette absence de l'État a fait en sorte de laisser toute la place aux multinationales, qui, elles, n'hésitent pas à investir en agriculture, au détriment évidemment de l'agriculture familiale. Il faut renverser la situation. Je crois que la nécessaire adaptation aux changements climatiques amènera les nations, peu importe le stade de leur développement, à repenser le rôle de l'État en agriculture et à mettre en place des politiques agricoles favorisant la biodiversité économique en agriculture et soutenant davantage l'agriculture familiale.»* Le Devoir, cahier spécial, 6 août 2016. Entrevue d'André D. Beaudoin d'UPA DI avec le journaliste Pierre Vallée.

Toutes les initiatives de transition vers une agriculture familiale durable ne peuvent faire l'économie de l'importance des rapports de forces surtout avec l'agrobusiness. Le modèle économique en agriculture a beau s'inspirer de l'économie solidaire, de l'économie circulaire et du commerce équitable, ce qui sous-tend ce modèle nous renvoie à **la force des organisations paysannes** et à l'arsenal d'outils collectifs à déployer pour restaurer la souveraineté économique de leurs communautés. Ceci va de pair avec le débat politique, avec **le plaidoyer** auprès des États pour contrer l'agrobusiness comme l'ont fait les paysans du Burkina Faso en luttant pendant plus d'une décennie, sur le terrain économique comme sur le terrain politique contre les OGM de Monsanto, laquelle multinationale a finalement dû plier bagage en 2016 suite au vote des parlementaires du pays à ce propos (*Jeune Afrique*, 10 octobre 2016). Rappelons ici que Monsanto avait fait du Burkina Faso **le laboratoire africain des OGM** dans le contexte sous-régional de l'Afrique de l'Ouest. La docteure en sciences sociales appliquées, Nathalie McSween, nous explique ce qui caractérise cette sous-région :

*Plus de 40 % de la population d'Afrique de l'Ouest vit de l'agriculture, observe Madame McSween, soit quelque 135 millions de personnes sur 317. «Et dans certains pays, au Burkina Faso notamment, cette proportion va même jusqu'à 92 % note la chercheuse. Au Sénégal, c'est 70 %, au Ghana, c'est plus de 50 %, et ainsi de suite.»*

*Par conséquent, le type d'exploitations agricoles dominant dans cette région d'Afrique est la petite exploitation familiale. Or, curieusement, l'essentiel des politiques et des investissements faits en agriculture vise plutôt le développement des grandes entreprises agricoles, «ce qui a plus ou moins fonctionné», constate-t-elle.*

*Parallèlement, depuis les années 1990, les petits producteurs agricoles se sont organisés afin de prendre part aux débats publics. «Que demandent-ils? Que désormais les investissements soient dirigés vers les exploitations familiales... qui constituent 95 % des exploitations agricoles de l'Afrique de l'Ouest ! Ce que nous disent les paysans est pourtant simple : “Si vous voulez soutenir l'agriculture et qu'on soit plus productif, soutenez les exploitations familiales au lieu de l'agro-industrie !”».*

Cahier spécial du *Devoir*, 22 mai 2013. Entretien avec Nathalie McSween, docteure en sciences sociales appliquées, UQO. Thèse: Le mouvement paysan en Afrique de l'Ouest (soutenue en 2015)

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/378376/la-solution-passe-par-les-exploitations-familiales>

2014 aura été l'année internationale de l'agriculture familiale. La question alimentaire est remontée de plusieurs crans dans l'agenda international parce que, partout, les organisations paysannes et de petits agriculteurs, les coopératives agricoles, les organisations de coopération internationale et la FAO, agence de l'ONU dédiée à cette question, ont alors lancé le message aux États membres de l'ONU **qu'il y avait urgence**. Que pouvait faire le Québec sur cet enjeu? Beaucoup! **UPA DI a eu le gros de l'initiative en la matière** au sein du 2<sup>e</sup> Sommet international des coopératives qui s'est tenu cette année-là à Lévis. Aux termes de ce sommet, Desjardins et l'Alliance coopérative internationale (ACI) en ont fait une priorité en avançant quelques pistes sur lesquelles travailler dans la décennie qui vient tant au Nord qu'au Sud.

### **Le « coup de pouce de Manchester » : le dernier congrès de l'Alliance coopérative internationale (ACI)**

En 2012, l'ACI a bougé fortement. C'est en effet à l'occasion de son congrès de Manchester que la direction de l'ACI a déposé un document d'orientation annonçant les priorités de cette organisation jusqu'en 2020. Le document intitulé *Plan d'action pour une décennie des coopératives* fut le fruit d'un groupe de travail intercontinental. **Ce n'est pas un document parmi d'autres**. C'est une pièce maîtresse dans laquelle on retrouve notamment un éloquent préambule: «... *Après cinq années de turbulences financières, les économies les plus développées du monde demeurent en état de crise sans qu'aucune issue ne se profile et les économies en développement sont entravées dans leur quête des Objectifs du Millénaire pour le Développement...*» D'où en ont découlé cinq priorités. Dans ce document l'ACI et Desjardins y élaborent cinq priorités, deux touchant directement l'enjeu de la sécurité alimentaire :

- 1) La priorité du **développement durable** : «... bien qu'il existe quelques exceptions locales, actuellement le développement durable n'est pas un terme universellement associé aux coopératives. C'est ce qui doit changer... Le défi 2020 est que la forme coopérative d'entreprise devienne en 2020 le leader reconnu en matière de développement durable sur le plan économique, social et écologique. Le mouvement doit démontrer un grand engagement envers le DD ainsi qu'une contribution au DD sur trois définitions: économique, social et écologique.»
- 2) La priorité de **la capitalisation propre des entreprises collectives** pour changer les choses et se positionner sur le marché de façon distincte des multinationales :
  - a) développer des fonds nationaux et un fonds mondial de développement coopératif;
  - b) faire émerger un commerce mondial entre coopératives;
  - c) créer de nouveaux instruments financiers.

### Mise en perspective

L'agrobusiness a donc trouvé et pourrait encore plus dans l'avenir trouver les petits agriculteurs et les paysans sur son chemin, car il existe des organisations paysannes, des coopératives agricoles et des organisations de coopération internationale qui grandissent, se fédèrent, occupent du terrain tant sur le plan économique que politique en négociant en groupes nationaux et même transnationaux. Résultat : il est possible dans certains coins de pays et dans certaines régions du monde de restaurer la capacité de conservation des produits (par le stockage notamment), d'assurer un transport durable de ces produits, de favoriser la transformation locale de ces produits et même d'en arriver à une régulation publique de l'offre à l'échelle nationale.

La condition première est sans doute, comme l'avance l'UPA et UPA DI, **de redonner à la notion de politique agricole toute sa valeur** là où des États l'ont abandonnée. On touche ici du doigt la question de la souveraineté alimentaire et du développement durable. À ce chapitre, il y a quelques réalisations marquantes ici et ailleurs de coopératives et d'organisations paysannes qui vont dans ce sens. Reste que ces initiatives ne donneront jamais leur pleine mesure s'il n'y a pas de politiques publiques en la matière, car les initiatives dont nous parlons sont constamment freinées dans leur développement par la toute-puissance des lobbies des multinationales et de la finance mondialisée. Et, il n'y a/aura donc pas de politiques publiques qui tiennent/tiendront la route sans mobilisations fortes de la part de mouvements sociaux. La question qui est au cœur de cette mobilisation : ne pas laisser aux multinationales la responsabilité de **nourrir la planète** dans les décennies à venir. Seules les organisations paysannes et les coopératives agricoles peuvent modifier cet avenir **vers une autre direction**.

### Sur quelles thématiques engager la mobilisation ?

D'abord, sur **la question de la sécurité alimentaire dans une perspective internationale** avec un volet Nord et un volet Sud. **Au Nord**, c'est le volet d'une commercialisation des produits qui prend en compte la sensibilité actuelle des consommateurs afin d'assurer la qualité des produits et leur traçabilité. **Au Sud**, c'est l'urgence, en termes économiques, de développer des systèmes collectifs de mise en marché pour garantir l'accès aux produits.

« C'est notamment l'enjeu du stockage de produits agricoles pour assurer la sécurité alimentaire dans les pays du Sud qui a fait la différence au moment des crises », nous disent les organisations paysannes de ces pays. Et, c'est cette veine de travail que la FAO a découvert. D'où l'entente de 2012 entre l'UPA-UPA DI et la FAO. Simultanément, le problème commun, au Nord et au Sud, est l'accaparement des terres et la spéculation qui l'accompagne.

Ensuite, il faut quelques points d'appui pour répondre au défi du développement durable en matière d'agriculture et d'alimentation : interdire la déforestation; protéger les cours d'eau avec des plantations (arbres, arbustes); traiter les eaux usées et trier les déchets pour en faire du biogaz; cultiver en terrasses pour éviter l'érosion et la dégradation des sols; reboiser les terres et les rives des cours d'eau; ne pas utiliser ou utiliser le moins possible de pesticides; utiliser des engrais organiques; miser sur des alternatives au pétrole (biomasse agricole et/ou forestière de 2<sup>e</sup> génération, énergies renouvelables, etc.); développer l'agroforesterie...

#### 4. L'incontournable biodiversité en agriculture comme en économie

La « biodiversité économique » est un remède à la crise que nous vivons depuis 2007-2008 affirmaient une quinzaine d'organisations consultées dans le cadre de la production d'un cahier spécial du *Devoir*, en mars 2012 :

*Les sociétés qui ont le mieux résisté à la crise de 2008 sont celles qui font preuve d'une « biodiversité économique », c'est-à-dire dont l'économie est constituée à la fois d'entreprises capitalistes, d'entreprises collectives et d'entreprises publiques. « Les États-Unis formant une société de monoculture – basée essentiellement sur les entreprises capitalistes – figurent parmi les pays qui ont le plus perdu alors que le Québec est un hybride intéressant, puisqu'il comprend un secteur non capitaliste développé qui favorise la biodiversité. »*

*« Il ne faut toutefois pas confondre l'économie capitaliste et l'économie privée », ajoute le professeur Favreau. La première met l'accent sur le profit maximal au bénéfice d'une minorité d'actionnaires, alors que la seconde repose sur une multitude de très petites entreprises et de PME. Les petits commerces, la restauration, les agriculteurs, etc. ont à leur tête des propriétaires qui font fructifier leurs biens, illustre-t-il. Toutefois, ceux-ci sont enracinés dans leur collectivité, et ce n'est pas d'abord l'argent, mais l'emploi, l'appartenance au milieu et l'économie locale viable qui comptent pour eux. À cela s'ajoutent les entreprises collectives – les coopératives en premier lieu – où ce qui prime, c'est l'égalité entre les partenaires, la viabilité économique, et non le profit maximal. » L. Favreau, 31 mars 2012. Entrevue du journaliste Claude Lafleur.*

Avec la finance solidaire des syndicats (fonds de travailleurs) et des coopératives (caisses d'économie...), nous entrons dans la biodiversité économique, celle d'entreprises collectives, régionales (PME) et publiques qui échappent à une logique purement lucrative. Or, à elles seules, les entreprises collectives pèsent dans le monde pour 10% du PIB, 10% de l'emploi salarié et 10% des finances. Plus largement, la biodiversité, avec sa variété de tailles et de statuts de ses entreprises collectives et la prise en compte d'entreprises publiques (Caisse de dépôt...), permet d'avoir des sociétés plus égalitaires et plus résilientes.



Dans le Sud, majoritairement rural et agricole, cette biodiversité s'exprime d'abord par une commercialisation collective rendue possible grâce aux organisations paysannes qui l'initient permettant alors une sortie de l'économie de subsistance. D'heureuses initiatives comme celles décrites dans un cahier spécial du *Devoir* du 6 novembre 2016 (article de P. Vallée) en font la démonstration :

*Dans les pays en voie de développement, l'agriculture est souvent malmenée, et le petit paysan peine à en tirer sa subsistance. Toutefois, certaines initiatives, comme celles menées par l'Union des producteurs agricoles – Développement international (UPA DI), contribuent à renverser cette situation.*

*«Le problème principal auquel se heurte le paysan, rappelle André D. Beaudoin, secrétaire général d'UPA DI, est celui de trouver l'argent nécessaire pour acheter les grains dont il a besoin pour semer son champ.» Ce qui, inévitablement, place le paysan dans une position de faiblesse. «Alors, un commerçant approche le paysan en lui offrant de financer l'achat des semences, en contrepartie de quoi le paysan accepte de lui vendre sa récolte. Par contre, comme le commerçant a le gros bout du bâton, c'est lui qui fixe le prix à payer pour la récolte.»*

*Pour aider le paysan à sortir de ce cercle vicieux, UPA DI, depuis maintenant plus de 25 ans, a développé, de concert avec ses partenaires... des programmes de paiements anticipés. «Ces programmes sont mis en place avec des partenaires locaux... des organisations paysannes démocratiques regroupant des petits producteurs agricoles. Avec le système de paiements anticipés, nous avançons à l'organisation l'argent nécessaire à l'achat des semences. L'organisation distribue ensuite les semences à ses producteurs. Les producteurs remettent à l'organisation la totalité de leur récolte et c'est l'organisation qui s'occupe de la mise en marché et de la vente. Et, c'est l'organisation qui fixe le prix de vente du produit agricole. Avec les profits de la vente, elle rembourse les paiements anticipés et retourne aux producteurs une ristourne, qui constitue le salaire du paysan.»*

*Ce système de paiements anticipés offre de nombreux avantages, certains de type «micro» et d'autres de type «macro». Sur le plan macro d'abord : «En fonctionnant de cette manière, on permet à l'organisation de fédérer l'offre. En fédérant l'offre, l'organisation peut jouer un rôle plus important sur le marché que le peut un producteur seul. Et, à cause du volume, elle a accès à des clients que le petit producteur ne peut pas satisfaire.» De plus, comme l'organisation paysanne se donne aussi une capacité de stockage, elle est en mesure d'écouler l'offre à des moments où les prix sont plus élevés.*

*Sur le plan micro, le système de paiements anticipés permet au petit producteur de jouir, par l'intermédiaire de la ristourne, d'un salaire annuel garanti. «Ce salaire annuel augmente la solvabilité du paysan, et il est donc en mesure d'approcher une institution financière pour obtenir un prêt, par exemple, pour acheter une nouvelle charrue. Il peut donner en garantie à la banque ladite charrue.» Le paysan construit donc ainsi sa crédibilité financière, ce qui lui permet, au fil des ans, de moderniser sa pratique agricole et d'augmenter sa production. «Et cela permet au paysan de sortir du marché informel, qui est celui d'une relation avec un seul commerçant, pour voir sa production agricole entrer dans le marché formel.»*

*Autre avantage, à la fois macro et micro : « En permettant au petit producteur de tirer un revenu décent et de rendre rentable la ferme familiale, on met un frein à l'exode des paysans vers la ville, où généralement, c'est le chômage qui les attend. » On règle donc à la fois un problème personnel, soit d'être en mesure de vivre en milieu rural, et un problème de société, soit un taux de chômage élevé dans les grandes villes.*

*De plus, cette manière de faire joue un rôle important dans la sécurité alimentaire des pays. « Plusieurs de ces organisations paysannes agricoles, par leur taille, leur volume de production agricole et leur système de mise en marché, ont la capacité de jouer un rôle important sur le plan de leur agriculture nationale. Par exemple, au Burkina Faso, l'État a donné un mandat à ces organisations paysannes afin qu'elles produisent, contre rémunération, des denrées alimentaires qui serviront à constituer le stock de sécurité nationale du pays. »*

*Autre exemple de l'importance de ces organisations paysannes. « Au Sénégal, on consomme chaque année un million de tonnes de riz, la denrée la plus répandue. Pendant longtemps, 90% de ce riz provenait de l'importation. Mais aujourd'hui, grâce à ces organisations paysannes, 50% du riz consommé est produit au pays, et l'État vise même l'autosuffisance. Une de cette organisation, soit la Fédération des périmètres autogérés, produit à elle seule 19% du riz consommé au Sénégal. Cette position sur le marché lui a même permis d'interpeller le gouvernement afin qu'il réduise davantage les importations de riz. C'est dire l'influence qu'elle peut exercer au sein de l'agriculture nationale. »*

*<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/483722/heureuses-initiatives-en-agriculture>*

### **En guise de conclusion : « Et si on changeait tout ! » nous dit la revue française *Sciences humaines***

Initiatives heureuses comme celles décrites ci-haut, il y en a partout. « Alors, si on changeait tout ! » de dire le numéro de janvier 2017 de la revue française *Sciences humaines* (numéro 288). Naomi Klein dans son dernier ouvrage de 2015 disait déjà : « Tout peut changer ! » Oui, il est permis de rêver des alternatives à notre vie actuelle en société chez nous comme sur toute la planète. Ce à quoi se consacrent des millions de personnes dans des centaines de milliers de « révolutions tranquilles » à travers le monde nous révèle la journaliste française Bénédicte Manier dans son livre de 2012 réédité en 2016. De même, des utopies croisées aux alternatives dans les quartiers, les villages, les entreprises... peuvent servir de phares pour aller vers le refroidissement du climat, l'éradication des maladies, l'agriculture durable, le réenchantement du travail, la montée en puissance des énergies renouvelables dans les politiques publiques (à la manière danoise par exemple), etc. Le tout dans une perspective d'économie plurielle ou de « biodiversité » de l'économie pour employer la pertinente expression d'un dirigeant du mouvement coopératif italien, Felice Scalvini, souvent repris par le secrétaire général d'UPA DI et moi-même. C'est aussi là-dessus que des économistes, sociologues et politologues de la revue *Sciences humaines* ont bossé. Nous allons nous y attarder à notre manière en dévoilant comment UPA DI s'inscrit dans le concert des initiatives porteuses de l'agriculture familiale sur la planète autour d'une vingtaine d'initiatives qui changent tout... ou presque, là où elles sont.



## CHAPITRE 4

### UPA DI dans le concert des initiatives porteuses en agriculture familiale sur la planète

*Le monde va mal, mais les grands médias ne font que nous entretenir du grand désordre actuel du monde (montée des populismes, terrorisme, crise des réfugiés, conflits armés...). Le tout en période où est ressenti un grand vide d'horizon collectif digne de ce nom. Comment ne pas désespérer ! Mais n'est-ce pas là que l'avant-scène !? Peut-être assistons-nous, en arrière-scène, à de **multiples « révolutions silencieuses »** liées à la mobilisation de mouvements sociaux, nouveaux ou fortement enracinés dans l'histoire comme c'est le cas de l'UPA et du levier de solidarité internationale qu'est UPA DI. Des centaines de milliers d'initiatives changent le monde depuis trois décennies un peu partout sur la planète (Manier, 2012 et 2016). Mais on ne les voit pas et les médias, règle générale, ne nous en parlent pratiquement jamais : c'est la face cachée des choses. Il y a donc un intérêt certain à faire le tour de ces initiatives, et voir en même temps si et comment UPA DI est présente dans le concert de ces initiatives. Présentation et discussion d'initiatives fortes, souvent inédites.*

#### 1. Le tournant historique du capitalisme d'aujourd'hui

Il n'y a pas si longtemps (2014), la *Revue internationale d'éthique publique* me proposait d'écrire un article sur les nouvelles alternatives citoyennes dans le monde<sup>8</sup>. Notre article ouvrait la question en avançant ceci : *Nous vivons un nouveau moment historique du capitalisme avec la montée en puissance de sa financiarisation (et la crise de 2008); avec*

<sup>8</sup> Article dont l'intitulé est « Alternatives citoyennes dans un monde en mutation : les nouvelles dynamiques internationales ». Paru dans la *Revue internationale d'éthique publique*, vol.16, numéro 2, 2014. Disponible à l'adresse suivante : <http://ethiquepublique.revues.org/1496> Numéro thématique d'une dizaine d'articles titrés : *Éthique et reconfiguration de l'économie de marché : nouvelles alternatives, nouveaux enjeux.*

*la chute du mur de Berlin et l'implosion du communisme (ou plutôt des communismes); avec le retour des religions à l'avant-scène de l'espace public mondial (et surtout des fondamentalismes); avec l'échec du développement dans les pays du Sud simultanément avec la montée de la précarité du travail dans les pays du Nord; avec l'urgence écologique, notamment avec le réchauffement climatique, menace de toutes les menaces sur ce plan.*

*Ces tendances fortes ont ébranlé les certitudes de la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle (les projets socialistes) et les États sociaux que ce siècle avait vus naître. Partout dans le monde, nous avons également assisté à l'émergence ou au renouvellement de mouvements sociaux qui exigent plus de démocratie, de contrôle des communautés sur leur développement, de justice sociale et de transition écologique de leur économie. Un véritable changement de paradigme, de politique et de stratégie prend peut-être place progressivement. Espoir réinventé?*

Cela demeure bien sûr à démontrer. En fait, dans un tel contexte, il est impératif de faire ce qui ne se fait presque pas, explorer quelques-unes de ces «révolutions silencieuses» auxquelles participe, nous allons le voir, le mouvement des agriculteurs québécois par l'intermédiaire d'UPA DI. Nous avons pris quelques portes d'entrée distinctes pour nous permettre de mieux comprendre ce qui les anime :

- A- Les femmes sont le fer de lance d'un nombre imposant d'initiatives de développement des communautés, en milieu rural comme en milieu urbain ou périurbain.
- B- Le rapport que l'agriculture familiale entretient avec l'écologie dans les pays du Sud est au cœur des changements en cours.
- C- Le rôle du plaidoyer dans la reconnaissance de l'agriculture familiale à une échelle plus large fait partie de la dynamique.
- D- La finance solidaire et les entreprises collectives (coopératives, mutuelles et associations à finalité économique) sont déterminantes dans le développement durable des communautés des pays du Sud.
- E- La solidarité internationale aujourd'hui au sein des mouvements sociaux : des alliances et des convergences prennent forme.
- F- Le point de vue d'experts sur le développement et le défi écologique à l'heure de la COP21 : quelques réflexions de fond.

Nous avons donc mené ce travail de recherche pour relever, à travers l'actualité des dernières années, un certain nombre de ces «révolutions sociales silencieuses»<sup>9</sup>. Nous avons retracé une vingtaine d'initiatives fortes et facilement accessibles sur la toile – dont certaines où UPA DI est fortement engagée – initiatives qui ouvrent **l'espace des possibles** sans agiter les peurs et les catastrophes.

---

<sup>9</sup> Pour aller plus loin, on peut se référer au travail que nous avons commis au comité scientifique des Rencontres du Mont-Blanc qui en est à sa 4<sup>e</sup> édition d'un travail entamé en 2011, 4<sup>e</sup> édition qui a pu répertorier plus de mille initiatives. Sans compter l'immense travail de la journaliste Bénédicte Manier dans son ouvrage de 2012, repris et augmenté dans sa récente version de 2016.

## Un million de révolutions tranquilles qui changent le monde

Dans la foulée du film documentaire *Demain*, sorti au Québec au début de l'année 2016, voici le livre qui a inspiré le film et qui rend compte de milliers d'initiatives citoyennes, au Nord comme au Sud. Son titre : *Un million de révolutions tranquilles*. Des initiatives qui remettent à flot de petites et moyennes entreprises en difficulté, plongent dans la construction d'habitats coopératifs, créent des banques communautaires ou coopératives, démarrent des ateliers de réparation, aident à régénérer des écosystèmes. Le tout servant en fin de compte à rétablir des économies locales en perte de vitesse ou à rendre des communautés autonomes grâce aux énergies renouvelables.

Derrière tout ça, des citoyens comme nous tous qui, à leur façon, façonnent une nouvelle planète. Avec un certain idéalisme – il en faut! – mais assez souvent avec lucidité – il en faut aussi! – en évitant de se cantonner dans le microprojet. C'est à Bénédicte Manier, journaliste à l'Agence France Presse (AFP) depuis 1987, que nous devons cet ouvrage, elle qui a parcouru nombre de pays pendant des années et a observé la montée de ces « révolutions silencieuses ». Son livre nous permet de saisir la **dimension mondiale** de ces alternatives qui foisonnent **depuis trois décennies** et ne cessent de se développer **au Nord comme au Sud**.

<http://alternatives.blog.lemonde.fr/2012/11/28/ce-million-de-revolutions-tranquilles/>

### A- Les femmes, fer de lance du développement de leurs communautés

#### Finance communautaire au Burkina Faso :

##### 1 100 mutuelles animées par des femmes et rassemblant 20 000 familles

1 100 mutuelles de solidarité (MUSO) dans 23 provinces du Burkina Faso rassemblant 20 000 familles (c'est plus de 100 000 personnes) ont été mises sur pied dans un travail de coopération Nord-Sud qui aura duré une décennie. Au cœur du projet, une association qui les regroupe, l'ASIENA, animée surtout par des femmes, et un fonds de développement français dédié au développement des communautés du Sud, la SIDI, dont le dernier prêt à l'ASIENA a été de 450 000 euros sur trois ans. Nous ne sommes plus dans le microcrédit. Un changement d'échelle d'intervention a émergé. Autrement dit, la coopération Nord-Sud de cette expérience ne fait plus dans la seule subvention, mais s'inscrit surtout dans des programmes de prêts à la bonne hauteur et dans la durée. L'AQOCI avec UPA DI, DSI CSN, FTQ internationale, le Fonds Solidarité Sud et quelques autres travaillent dans cette direction. Pour en savoir plus sur l'expérience burkinabé :

<http://www.sidi.fr/2015/10/16/la-finance-communautaire-au-pays-des-femmes-integres/>

#### Groupements paysans et développement communautaire intégré en Haïti : UPA DI dans la région de Labrousse

Le bilan de l'aide canadienne en Haïti n'est pas tout noir. La conclusion tirée d'un récent bilan gouvernemental est à l'effet que les points forts de cette aide sont **le développement dans les communautés de services de santé et d'éducation de même que le renforcement des économies locales**. Notamment, par une production alimentaire à petite échelle qui suppose cependant l'organisation des paysans et l'initiative de groupes de femmes.

Des OCI québécoises, UPA DI en tête, participent de cette dynamique à Labrousse (50 000 habitants), communauté engagée dans un processus de développement communautaire intégré conçu et réalisé dans la durée. Ceci aura donné naissance à une fédération de groupements paysans en 2014 et un peu plus tard à la transformation de produits de la terre et à la préparation de repas servant notamment aux écoles (cuisines collectives et cantines scolaires). Le porte-parole de l'ONG haïtienne qui pilote le travail communautaire nous introduit à Labrousse dans un article du *Devoir* (2013)<sup>10</sup>.

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/378372/labrousse-un-exemple-de-developpement-signé-fodes-5>

### **Afrique de l'Ouest et centrale : la gestion communautaire des ordures ménagères par des associations de femmes en collaboration avec les municipalités**

La croissance chaotique des grandes villes d'Afrique pose des problèmes de santé publique, d'hygiène et de **gestion des ordures ménagères**. Des associations témoignent de solutions structurantes à ce problème en prenant en charge la collecte des ordures dans leurs communautés. Au début des années 1990, la municipalité de Ouagadougou est incapable de gérer les ordures qui abondent dans la ville. La population a pratiquement doublé en 10 ans, avec l'exode rural qui entraîne l'installation d'habitations sans aménagement durable à la périphérie de la ville. Résultat : une dégradation des conditions sanitaires. Le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement (CREPA) initie, en 1993, un premier projet dans cette ville, le quartier défavorisé de Wogodogo. Ce projet pilote à lui seul va générer la création d'une **trentaine d'associations**, dont celle de Lagem Yam, employant quelque 400 femmes. Ces associations de précollecte des ordures vont par la suite se regrouper sous la coordination des Coopératives et associations pour l'assainissement et la valorisation des déchets (CAVAD). **Une brigade verte**, formée en association et composée de femmes chargées de la salubrité et de la voirie, est également créée. La brigade verte emploie des milliers de femmes depuis sa création. Elle a d'ailleurs été soulignée en tant que meilleure pratique par ONU-Habitat en 2006 et le projet de gestion communautaire des ordures ménagères de Ouagadougou a été souligné comme faisant partie des meilleures pratiques par ONU-Habitat en 2008. Dans la foulée, des projets similaires ont été créés dans d'autres quartiers de la ville puis dans d'autres pays entraînant la floraison d'expériences d'organismes communautaires de gestion des ordures ménagères à plusieurs endroits en Afrique Centrale et de l'Ouest (*Cahier d'initiatives*, 3<sup>e</sup> édition, Rencontres du Mont-Blanc).

[http://projectplace.apps-1and1.net/wp-content/uploads/2016/10/Cahier\\_initiatives\\_ESS\\_4ed\\_FR.pdf](http://projectplace.apps-1and1.net/wp-content/uploads/2016/10/Cahier_initiatives_ESS_4ed_FR.pdf)

---

<sup>10</sup> Dans cette mouvance, mais plus directement dans la production agricole, une entrevue d'Hélène Jolette, secrétaire générale adjointe à UPA DI, dans le journal *Le Devoir* : « Burkina Faso : un projet de résilience climatique dans la Boucle du Mouhoun (PRCBM) ». Au milieu du chapitre 5 de notre ouvrage : <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/490647/upa-di-quand-les-femmes-et-l-agriculture-vont-de-pair>

## B- Changements climatiques, énergies renouvelables et agriculture familiale

### Les énergies renouvelables sont l'avenir de l'Afrique : c'est l'option la moins chère

L'Afrique est aux prises avec un immense problème quant à ses sources d'énergie. À côté de la biomasse traditionnelle, le bois de feu, qui est une catastrophe écologique (la déforestation), la faible consommation d'électricité est un révélateur de la fracture énergétique sur presque tout le continent. À peine 40% à 50% des ménages, des entreprises et des services sont couverts en Afrique de l'Ouest notamment là où UPA DI a de nombreux partenaires. Et encore là, hors les villes... c'est pire, c'est-à-dire le désert énergétique annoncé. **Ce manque d'accès est un frein énorme au développement** : aujourd'hui étudier, s'informer, faire tourner un atelier de production, un centre de santé, un petit commerce ou un entrepôt des produits d'une récolte... coûte cher en pétrole et/ou en bougies et n'est pas soutenable. À prix égal, il y a une solution écologique : le solaire, l'hydraulique, l'éolien... Et la bonne nouvelle, c'est qu'aujourd'hui **les renouvelables sont l'option la moins chère** nous révèle le journaliste Antoine de Ravigan, chiffres à l'appui. Les projets de solidarité avec des partenaires au Sud ne peuvent échapper à ce marqueur stratégique où l'économique, le social et l'écologique sont très fortement associés. Les femmes sont la plupart du temps au cœur de ces projets.

<http://www.alterecoplus.fr/energies-renouvelables-lavenir-de-lafrique/00012587>

### Changements climatiques

#### « Le secteur agricole doit bouger », avertit l'ONU dans un rapport de la FAO

De un, l'agriculture est une victime majeure du réchauffement climatique, particulièrement dans les pays du Sud. De deux, une certaine agriculture, l'agriculture industriellement intensive, est une des sources de ce réchauffement climatique. Que faire ? À tout le moins, **viser l'intégration sur les fermes entre culture, élevage et plantation d'arbres**. Problème important à l'horizon, les millions de petits producteurs agricoles n'ont pas un accès à la terre et, par conséquent, un faible accès au crédit pour améliorer leurs terres, développer des cultures variées et s'approvisionner en intrants de qualité. Et encore là, garder le droit d'utiliser leur propre matériel semencier n'est pas toujours présent. **Au cœur du processus : des groupements paysans, des coopératives agricoles et des OCI** comme UPA DI qui ont l'expertise pertinente en la matière. Cette dernière coordonnée à laquelle tout bon observateur peut facilement aboutir, le rapport de la FAO ne l'avait pas. Cependant la FAO qui a initié au sein de l'ONU l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014 a bougé parce qu'elle s'était fait interpellé par des organisations paysannes et de petits agriculteurs. Ce qui a amené cette année-là leur reconnaissance. UPA DI était de la partie avec ses partenaires ouest-africains.

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/482464/changements-climatiques-le-secteur-agricole-doit-se-transformer-avertit-l-onu>

## **En Afrique de l'Ouest, la transition agroécologique à la rescousse des groupements paysans**

En Afrique de l'Ouest, le changement climatique a un effet direct sur l'agriculture : il fragilise les petites exploitations familiales, notamment sur le plan de l'irrigation. Une partie de la solidarité internationale du Québec, celle d'UPA DI, de SOCODEVI (coopératives agricoles et forestières), du Fonds Solidarité Sud et de quelques autres de même qu'une partie de la coopération française de proximité (*Terre solidaire* entre autres), y est solidement engagée. Le filon directeur, c'est la transition agroécologique avec la restauration de la fertilité des sols grâce à l'utilisation des matières organiques et le soin accordé aux arbres. Au cœur de cette mobilisation, le mouvement paysan. On peut lire ci-contre l'expérience d'un mouvement paysan transfrontalier de neuf pays, Copagen, organisation qui travaille à la mise sur pied d'un programme commun, le programme PAIES : <http://ccfd-terresolidaire.org/projets/afrique/au-sahel-le-programme-5135>.

## **Une Grande Muraille verte, 15 km de large et 7 600 km de long Le grand défi de 12 pays africains**

Lors de sa venue au Québec à l'automne 2015, le sociologue sénégalais, Sambou Ndiaye – que la CRDC et le Fonds Solidarité Sud avaient invité – nous confiait son inquiétude et son espoir dans le combat écologique majeur de son pays et d'une douzaine d'autres aux prises avec la **désertification**. Le journal *Le Monde* raconte le long combat de ces pays et de leurs communautés. On comprendra pourquoi UPA DI soutient les organisations paysannes sénégalaises qui sont à la base de la création du ROPPA, le regroupement des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest, organisations qui sont à l'avant-scène de cette lutte :

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/19/la-grande-muraille-verte-trace-douceur-son-chemin-au-senegal\\_4904682\\_3212.html?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Facebook&utm\\_campaign=Echobox&utm\\_term=Autofeed#link\\_time=1461056227](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/19/la-grande-muraille-verte-trace-douceur-son-chemin-au-senegal_4904682_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&utm_campaign=Echobox&utm_term=Autofeed#link_time=1461056227).

Pour en savoir plus sur le ROPPA : la chercheuse Nathalie McSween en entrevue : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article62>

## **La faim, l'autre visage du changement climatique : « L'un et l'autre visage, une même urgence ! » nous dit le vice-président du ROPPA**

Quand on apprend que 70% des cultures de la prochaine décennie vont être sérieusement affectées par les changements climatiques, on se doute bien que cela constitue un fardeau supplémentaire pour la sécurité alimentaire, car le « dérèglement climatique nous le vivons au jour le jour », de dire le vice-président du ROPPA, réseau paysan transfrontalier soutenu par UPA DI depuis de nombreuses années (*Magazine Faim et Développement* de septembre/octobre 2015). Vingt-quatre ONG françaises, quelques-uns de leurs partenaires du Sud et des groupes écologistes ont fait une déclaration commune exemplaire à ce propos. C'était en 2016.

<http://ccfd-terresolidaire.org/infos/souverainete/cop21-accord-climat-de-5052>



## **Groupements paysans et l'énergie solaire: une fédération paysanne organise l'électrification des 90 villages de ses membres**

L'UGPM est une organisation paysanne sénégalaise. Région de Thiès à deux heures de route de la capitale. 5 000 membres (à 60% des femmes). Naissance: 1985. Priorité: se donner des **outils collectifs**. Ce fut d'abord une caisse d'épargne et de crédit, puis une coopérative de commercialisation collective de leurs produits, puis un atelier de production de panneaux solaires qui a permis d'électrifier, en 10 ans, 90 villages de la région (soutenu par un prêt d'une société française d'investissement solidaire, la SIDI). Grâce à UPA DI, l'UGPM a également un système de prêts rotatifs pour améliorer l'exploitation des fermes de leurs membres à partir du programme de formation *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT). Et, plus récemment, un service collectif de semences certifiées (adieu Monsanto!) beaucoup plus résistantes aux changements climatiques soutenu par UPA DI et le Fonds Solidarité Sud. <http://www.oikosblogue.com/?p=8461>

## **23 000 petits producteurs du Mali engagés depuis quelques années dans l'agroécologie**

Récit en moins de 1 000 mots du délégué général de *Terre solidaire* (une OCI française de solidarité internationale) de retour du Mali où cela est en train de se réaliser, la région des Kayes. *Terre solidaire* dispose d'un outil financier (de la SIDI) fournissant depuis 30 ans des prêts et garanties de prêts à des entreprises collectives dans des communautés du Sud dont celle des Kayes. Ce qui a rendu faisable à plus grande échelle cette initiative de petits producteurs maliens.

<http://ccfd-terresolidaire.org/projets/afrique/mali/au-mali-plusieurs-5202>

## **Groupements paysans au Burkina Faso: 3 500 producteurs et productrices luttent contre la désertification et pour le développement d'une agriculture écologique avec l'appui d'UPA DI**

Cette vidéo d'une dizaine de minutes nous fait découvrir des projets de coopération paysanne novateurs, mis en place dans une région du Burkina Faso aux portes du désert. Des projets qui permettent de **favoriser la sécurité alimentaire, freiner le déboisement et produire du biogaz**, une énergie renouvelable. C'est une coopération québécoise d'UPA DI qui a permis d'améliorer les conditions de vie de ces habitants.

[http://canalsavoir.tv/videos\\_sur\\_demande/beau\\_temps\\_mauvais\\_temps](http://canalsavoir.tv/videos_sur_demande/beau_temps_mauvais_temps)

## **C- Agriculture, ressources naturelles et développement des communautés: l'importance du plaidoyer**

### **Burkina Faso: les organisations paysannes ont gagné. Monsanto plie bagage.**

En avril 2016, les paysans et le gouvernement du Burkina Faso décident de couper le cordon de la tentation chimique de leur **filière du coton**, version OGM-Monsanto. Il y a mieux! La nouvelle est tombée l'automne de la même année dans la revue *Jeune Afrique*: « Monsanto plie définitivement bagage. » Après 15 ans d'essais, les paysans en avaient

assez : mauvais rendements et mauvaise qualité de la fibre. Fait à noter : cette multinationale avait fait du Burkina Faso **le laboratoire africain des OGM**. Les Burkinabés, paysans et gouvernement ensemble, gagnent sur toute la ligne d'autant plus que la récolte de 2016 a été excellente et estampillée « sans OGM ». Comme quoi il y a des batailles qui peuvent paraître à première vue perdues d'avance, mais qui peuvent être gagnées.

<http://www.jeuneafrique.com/mag/361768/economie/burkina-faso-monsanto-plie-bagage/>

### **Le Pérou, les mines, les révoltes sociales et l'organisation des communautés**

Cet article du journal *Libération* repris par *Le Devoir* nous fait voir toute l'importance qu'a prise la monoculture de l'extraction minière dans ce pays – sa montée et son déclin sur une décennie – mais aussi comment des associations comme *Ammupa* font tout pour sortir de ce borbier. En lisant cet article, on se dit que les OCI québécoises qui soutiennent des projets d'organisations paysannes, de coopératives agricoles et des associations de femmes dans plusieurs régions de ce pays ne se trompent pas.

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/472753/le-perou-croyait-pourtant-tenir-un-bon-filon>

## **D- Finance solidaire et entreprises collectives dans le développement durable des communautés**

### **Économies de proximité au Nord et au Sud : la finance solidaire est un levier**

Au Sud, cette pratique existe depuis longtemps, mais c'est à la fin des années 1990 que le succès du microcrédit a ouvert la porte au développement de la finance solidaire. Celle-ci englobe toute une gamme de services financiers à destination des communautés concernées : épargne, crédit, assurance, systèmes de prêts rotatifs, fonds d'investissement dédiés aux PME locales... Mentionnons ici que Développement international Desjardins (DID) de même qu'UPA DI font figures d'exemples dans le soutien à la capitalisation d'organisations paysannes en Afrique de l'Ouest. Introduction à la capitalisation des économies de proximité. <http://www.oikosblogue.com/?p=16656>

### **Le programme *Les Savoirs des gens de la terre (LSGT)* d'UPA DI : des groupements paysans se dotent de systèmes de prêts rotatifs pour leurs membres**

Pour soutenir la production, la mise en marché collective de leurs produits et d'autres services à caractère économique (services semenciers, accès à l'électricité à partir du solaire...), il faut avoir **accès au crédit**. Or, cet accès est extrêmement difficile, ce qui explique la faiblesse des activités génératrices de revenus qui confinent les paysans à une agriculture de subsistance et à la pauvreté. Piste de solution : **des fonds rotatifs mis à la disposition des exploitations sous forme de prêts remboursables**. Mais il y a plus et mieux. Le court article qui suit déplie la chose, entre autres par un exemple tiré d'un partenariat avec des groupements paysans sénégalais. Le programme *Les Savoirs des gens de la terre* mis en œuvre par UPA DI dans plusieurs pays du Sud (en Afrique de l'Ouest et en Haïti) favorise ce type d'initiatives.

<http://www.upadi-agri.org/communication-et-documentation/nouvelles/terres-a-terres/changer-dechelle-financiere/>

## Finance solidaire et développement d'infrastructures économiques des communautés

Le soutien à des communautés du Sud, notamment pour **financer leurs infrastructures économiques locales** (accès à l'eau et à l'électricité par exemple), commande un financement par prêts. À cet égard, **notre coopération internationale n'a pas encore ce qu'il faut**. L'avenir de notre solidarité internationale reposera de plus en plus sur cette association complémentaire du prêt et du don. Et, sur une plus grande autonomie de financement des OCI. Y a-t-il des expériences qui vont dans ce sens ailleurs? Oui et à quelques-uns – UPA DI, le Fonds Solidarité Sud, et DSI CSN soutenus par les travaux de la CRDC – nous avons suggéré la création d'un groupe de travail au sein de l'AQOCI. Après plus d'un an de travail, une proposition a été votée à l'unanimité par l'assemblée générale annuelle de 2015 et à nouveau à son assemblée de 2016 et celle de 2017: **un fonds d'investissement solidaire dédié aux entreprises collectives de communautés du Sud**. Dans le cadre de nos recherches à la CRDC, nous avons étudié l'expérience française de la SIDI. Bref récit de 30 ans de pratique de finance solidaire de la coopération française dans le Sud qui inspire ce projet qui a reçu, à l'automne 2016, l'aval du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF). Grâce à une subvention de 100 000 \$, l'AQOCI va de l'avant et sollicite présentement ses membres et les fonds de travailleurs pour y investir une partie de leurs épargnes. Objectif: 6 millions \$, dont un million qui doit venir des poches des OCI. Le droit au crédit pour de petits entrepreneurs est une nouvelle dignité. **L'idée principale est donc de mobiliser de l'épargne d'ici** pour aider à constituer un tissu économique productif indispensable à l'*empowerment* économique et social des communautés là où les banques ne vont pas et ainsi donner accès au crédit et à l'investissement à ceux qui n'y ont pas accès. Voir le court billet suivant: <http://www.oikosblogue.com/?p=16283>.

## E- Solidarité internationale et développement: les nouvelles avenues

### Syndicats et coopératives travaillent souvent ensemble dans nombre de pays du Sud sur des enjeux internationaux

« À la base, les mouvements coopératif et syndical demeurent une solution de rechange... », nous dit Léopold Beaulieu, PDG de Fondation. Denise Gagnon du Service de solidarité internationale de la FTQ, Gaston Bédard du mouvement coopératif (CQCM) et Pierre Charette du Réseau de la coopération du travail sont bien d'accord. C'était dans le cadre de la 2<sup>e</sup> édition du Sommet international des coopératives en 2014 que cela se passait. Un article du *Devoir* en avait rendu compte dans un cahier spécial produit à l'initiative de plusieurs organisations (la Caisse d'économie solidaire Desjardins, UPA DI, le Fonds Solidarité Sud, la CRDC et l'AQOCI).

<http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/419840/syndicats-et-cooperatives-main-dans-la-main-pour-les-enjeux-internationaux>

## **Agriculture durable et climat: les initiatives du Sud et notre coopération**

Cet article tiré d'un cahier spécial du journal *Le Devoir* nous parle d'initiatives au Sénégal (soutenues par SUCO), au Pérou et en Colombie (soutenues par *Ecotierra*) et dans divers pays où la production caféière est importante (réseau *Solidaridad*). Direction prise: **une agriculture paysanne diversifiée**, biologique, sans engrais chimique ni OGM. Le phénomène est relativement récent, mais en plein développement d'autant que les OCI québécoises sont en train d'aller de ce côté dans leur collaboration avec des partenaires du Sud, des groupements paysans et des coopératives agricoles. En plus des organisations ci-haut mentionnées, signalons que c'est aussi le cas d'organisations comme SOCODEVI, UPA DI, le Comité de solidarité de Trois-Rivières et le Fonds Solidarité Sud. Nouveau contexte: la grande conférence internationale (COP21 à Paris, fin 2015) a fourni le grand coup de barre qui a fait émerger de nouveaux programmes de financement public à cet effet.

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/492358/suco-l-agriculture-durable-au-secours-du-climat>

## **Le syndicalisme des travailleurs est engagé dans la transition écologique de l'économie: le point de vue de la Confédération syndicale internationale (CSI) qui en surprendra plus d'un**

Entre la crise climatique, la montée en puissance des entreprises multinationales et les bouleversements géopolitiques, le mouvement syndical international est confronté à de nouveaux défis. La Confédération syndicale internationale (CSI), née en 2006 à Vienne d'une « fusion » des trois familles syndicales existantes (social-démocrate, chrétienne et communiste) regroupe plus de 300 organisations syndicales dans 162 pays et territoires. Le CTC (y incluant la FTQ) et la CSN en sont les membres canadiens. Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI depuis 2010, a accepté de répondre à quelques questions de l'Observatoire français des multinationales en mars 2016. **La transition sociale-écologique est à l'ordre du jour.**

<http://multinationales.org/Sans-plan-de-transition-serieux-les-entreprises-deviendront-vulnerables-et>

## **F- Le développement et le défi écologique à l'heure de la COP21 : le point de vue d'experts**

### **Agriculture durable et solidarité internationale : la mise en perspective de l'agroéconomiste Michel Griffon**

Michel Griffon, cet agroéconomiste français de réputation internationale, a fait une des conférences d'ouverture lors des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) de 2011 à Chamonix. UPA DI y était. Une agriculture durable, c'est un enjeu central de notre coopération internationale. Et les organisations paysannes sont au cœur de cette mêlée. Vingt minutes d'entrevue en vidéo avec l'agroéconomiste concepteur de la notion d'**agriculture**

**écologiquement intensive**, Michel Griffon, ex-directeur scientifique du CIRAD. Dans un billet du blogue de la Chaire de recherche en développement des collectivités de l'UQO, la CRDC: <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article85> (au milieu du billet).

**L'énergie, l'agriculture et l'emploi sont les vraies priorités de l'Afrique : le point de vue d'un expert international québécois, Jean-Louis Roy**

Jean-Louis Roy, à sa manière, va dans la même direction qu'un certain nombre d'OCI du Québec: il nous faut, dit-il, des fonds dédiés au développement de petites et moyennes entreprises en Afrique, l'Afrique dont la jeunesse est carrément sous-employée qu'elle soit très diplômée (universités), diplômée (collèges) ou semi-diplômée (écoles secondaires). D'où la migration vers les villes... ou vers l'Europe, une migration cul-de-sac. **La création d'entreprises** – surtout collectives quant à nous – **adossée à des fonds dédiés** à la manière des fonds de travailleurs d'ici est un impératif de premier ordre dans notre solidarité internationale.

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/484615/sommet-de-madagascar-ottawa-doit-elaborer-un-fonds-francophone-pour-la-creation-d-entreprises-en-afrique>

**Du secours d'urgence au développement dans la durée  
Un éclairage stimulant d'une humanitaire, médecin et politologue : Samantha Nutt**

Une question à débattre: Peut-on aller au-delà des crises humanitaires et comment? Contrairement à l'idée reçue, **il n'y a pas nécessairement de continuité entre la logique de la compassion (l'aide humanitaire) et la logique de la solidarité** nous dit Samantha Nutt dans son livre de 2014. Même que l'une peut nuire à l'autre comme par exemple si une institution internationale envoie du riz d'un pays tiers dans un pays du Sud dont la récolte a été un échec radical suite à une sécheresse ou suite à une inondation. Ce type d'envoi ne vient jamais avec un avis et un soutien des organisations paysannes locales pour relancer leur production et protéger leurs récoltes (stockage). Deuxième considération: **l'aide humanitaire bouffe presque tout en termes de financement et de ressources humaines**, car «elle reçoit plus d'argent qu'elle peut en dépenser pour répondre à une catastrophe tandis que les organisations qui ne participent pas aux opérations doivent composer avec des budgets misérables», nous dit Samantha Nutt. Qui est-elle pour s'autoriser à le dire avec une telle rudesse? Sortie de l'école de médecine en 1995, elle fait depuis plus de 20 ans de l'aide humanitaire aux quatre coins de la planète. Elle en conclut aujourd'hui qu'il «faut s'éloigner des opérations de secours coûteuses et à court terme... pour s'attaquer aux problèmes et lacunes chroniques». Et d'ajouter que **«les projets qui portent leurs fruits** sont ceux qui ont placé les communautés et leurs organisations au cœur de ce processus afin de trouver des solutions» (p. 162-163). Comme quoi il faut choisir: contrairement aux idées reçues, **toutes les actions** de coopération que nous faisons **ne se valent pas**. «Pompiers» de service ou «bâisseurs» porteurs d'une action collective durable!?

<http://www.editionsboreal.qc.ca/catalogue/livres/guerriers-impossible-2395.html>

## Après la COP21 et l'accueil des réfugiés, quelle solidarité internationale? Le point de vue d'un sociologue

L'économique, le social et l'écologique se télescopent dans une crise qui n'en finit plus. L'impensé politique de cette crise globale jusqu'à la conférence de Paris sur le climat vient d'être levé : sa composante écologique est en voie de devenir pour tous le principal marqueur de la situation mondiale. **Article paru dans** *Le Devoir* du 29 décembre 2015, rubrique *Idées*, par Louis Favreau :

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/458932/apres-cop-21-et-l-accueil-des-refugies-quelle-solidarite-internationale>

### Conclusion : avons-nous les moyens de changer le cours des choses ?

Au final de ce trop rapide tour d'une vingtaine d'initiatives fortes, on peut dégager **trois lignes directrices** : a) la lutte contre les inégalités sociales et la lutte pour une agriculture durable, c'est le même combat; b) bon nombre des enjeux d'aujourd'hui se sont internationalisés (agriculture et alimentation, énergie et climat, pollution, accès à l'eau, habitat, santé...); c) le Québec et la planète, par l'angle Nord-Sud, sont en phase. Poussons un peu plus loin la réflexion. Autour du changement d'échelle de ses initiatives, toujours locales, mais de plus en plus translocales.

Le **changement d'échelle** de notre action collective est d'abord **géosocial** : l'action collective passe du local au national puis à l'international et vice-versa. Construire des projets plus ambitieux comme certains le font à partir bien sûr de leurs initiatives locales induit un travail qui se veut plus structurant et qui cherche à s'inscrire dans la durée. Dès lors, il y a aussi le changement d'échelle **quant au temps** (1 an, 5 ans, 10 ans) qui aide à sortir de la seule intervention centrée sur le court terme et sur les besoins urgents. Nos organisations doivent inscrire leur réflexion à l'échelle du temps. Et, avec un horizon collectif fait d'idées, mais aussi de projets et de pistes de solutions. Nous avons vu dans ce chapitre une vingtaine d'initiatives devenues avec le temps plus solides, reproductibles.

Le succès du film *Demain* qui a marqué les esprits témoigne de notre capacité à agir en n'attendant pas tout des États et de leurs politiques. Chacun a des moyens d'agir pour changer le cours des choses. La communauté locale, la région et le gouvernement local sont souvent l'échelon d'action privilégié comme nous le montre très bien la journaliste Bénédicte Manier de l'Agence France Presse (AFP) dans son ouvrage *Un million de révolutions tranquilles* qui a inspiré *Demain*. Cependant, un des problèmes que nous avons, c'est que ces initiatives peinent à traverser les institutions, les médias et les partis politiques. Fédérer les initiatives et peser sur les politiques publiques sont deux défis majeurs de la période en cours. *Small is beautiful... but it is not enough!* Retenons cependant quatre ou cinq lignes de force de ces mobilisations qui ne sont plus marginales.

## 1. Des mobilisations dans lesquelles il y a une part d'inédit

Il y a une part d'inédit dans ces mobilisations auxquelles l'UPA et UPA DI sont associées. Elles se sont pour la plupart internationalisées. Elles sont présentes au Nord et au Sud. Elles sont présentes dans les villes comme dans les campagnes. Et, grâce aux technologies des communications d'aujourd'hui, elles sont en contact les unes avec les autres. Sans compter que les OCI du Nord comme UPA DI bâtissent des passerelles qui vont bien au-delà, notamment par son programme de coopération volontaire (*Agro-Innov*) où des agriculteurs d'ici vont à la rencontre d'agriculteurs du Sud et vice-versa, des agriculteurs et agricultrices du Sud viennent vivre plusieurs semaines au Québec dans les fermes familiales de chez nous.

## 2. Une commune origine: une mondialisation économique calamiteuse et des turbulences climatiques récurrentes

La commune origine de ces initiatives est d'affronter des pertes d'emplois, de vivre une pollution urbaine de plus en plus marquée ou des pénuries d'eau, la faim, la sécheresse qui tue les récoltes... voire la migration obligée. Telles sont les conséquences directes d'une mondialisation économique calamiteuse – le « Tout au marché » prime – et l'urgence écologique (perte de biodiversité, pollutions diverses et changements climatiques). Mais il y a plus: l'influence des grands lobbies des multinationales est telle que les États ont abandonné leur rôle de développeur et d'État social avec ce que cela comporte de régulations et de politiques publiques (en matière d'agriculture, de santé ou d'éducation...) permettant d'assurer les risques sociaux par la redistribution de la richesse et des mesures de protection contre les risques environnementaux. Les partenaires d'UPA DI dans tous les pays du Sud où elle est présente vivent très durement cette situation. La consigne, tacite ou explicite de ces initiatives, est que nous avons les moyens de changer le cours des choses.

## 3. Ces « révolutions tranquilles » témoignent d'une mondialisation en cours qui ne marquera pas la fin des territoires ni la fin des mouvements sociaux

Ces initiatives nouvelles, moins portées par la revendication et la mobilisation dans la rue que par la construction d'alternatives ici et maintenant, sont **une force en devenir**. Contrairement à l'idée reçue dans certains réseaux, cette force témoigne moins de la fin des mouvements sociaux historiquement constitués (syndicalisme agricole, mouvement ouvrier, mouvement coopératif...) que de leur transformation et de leur jonction discrète avec ces « révolutions tranquilles ». Il y a certes la fin des vieilles utopies (le communisme et ses différentes versions), mais également l'émergence de nouvelles utopies fortement liées à l'écologie politique (nous y reviendrons dans les deux prochains chapitres). Il n'y a pas non plus de marqueur de la fin des territoires. Il s'agit plutôt d'une recomposition du développement local autour du « plus durable » et du « plus intégré » dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. Et, ce qui est plus frappant: **des lignes directrices communes au Nord comme au Sud**, tant dans les milieux plus urbanisés que dans les communautés rurales, soit la prise en charge de l'urgence écologique autour de deux axes centraux: **agriculture/alimentation/santé** d'une part, et **énergie/climat** d'autre part.

#### 4. Ce qui est en devenir : sortir des limites du local, du « Small is beautiful »

Un certain nombre d'organisations initiatrices de ces « révolutions tranquilles » se questionnent sur les limites d'une des approches très présentes, celle de ne miser que sur le « bottom up ». Elles se disent qu'il faut mettre de l'avant **la construction de projets plus ambitieux** (Hopkins, 2014), s'inscrire dans la démarche de mouvements sociaux qui désignent clairement leurs adversaires. Que signifie en effet mettre au monde un jardin collectif bio, participatif et ouvert sur la communauté si après deux ans d'efforts, la municipalité décide d'en faire un stationnement rendu supposément nécessaire par la construction d'une nouvelle autoroute? Bref, une action collective plus solide et plus durable exige une **plus grande maîtrise des rapports de forces**. Ces « révolutions silencieuses de transition » ne peuvent laisser sur les chemins de côté le débat politique et ce qui vient avec, un nouveau modèle économique comme tentent de le définir des composantes importantes du mouvement coopératif et syndical (Favreau et Hébert, 2012) et du mouvement communautaire (Favreau, 2017).

Comme dit l'auteur italien et militant de longue date Erri De Luca : *« Nous sommes ramenés aujourd'hui à la cause la plus élémentaire qui soit, la légitime défense de notre santé, de notre terre, de l'air, de l'eau et d'une communauté menacée... Nous sommes agressés par de grands travaux dits stratégiques, mais qui en réalité n'ont rien de stratégique... Car il y a une volonté d'exploiter jusqu'à la dernière ressource de la Terre... »* Nous sommes ramenés à l'essentiel, à ce que Bénédicte Manier nomme si bien dans sa conclusion en coiffant le tout d'un seul mot : **la réappropriation du monde**.

Comment UPA DI entrevoit-elle d'y travailler dans la prochaine décennie?

Le chapitre qui suit tentera de l'expliquer davantage.





↑ Repas servis aux enfants de l'école de Labrousse bénéficiant de cantines scolaires.

Préparation de repas par des femmes opérant une cuisine collective en Haïti. ↓





Membres d'AgriCord réunis en assemblée générale.



Formation de formateurs dans le cadre d'une démarche réalisée avec la FAO visant l'élaboration d'une vision commune pour le renforcer la performance, l'équité, la gouvernance et la gestion des organisations professionnelles agricoles et de la pêche au Maghreb.



↑ Atelier national «Les systèmes collectifs de mise en marché des produits agricoles au Sénégal» dans le cadre du programme *Les Savoirs des gens de la terre*.

Signature de la lettre d'entente pour le remboursement des fonds de développement par les bénéficiaires dans le cadre du programme *Les Savoirs des gens de la terre*. ↓





## CHAPITRE 5

### Ouvrir l'espace des possibles : le plan de match d'UPA DI dans la prochaine décennie

*Il existe plusieurs futurs possibles nous dit Virginie Raison (2016). Que ce soit l'un et l'autre, l'un ou l'autre des futurs possibles, cela nous appartient – en partie du moins – parce que c'est nous, par nos choix individuels et collectifs, qui décidons. En d'autres termes, l'avenir de la planète, l'avenir de l'agriculture familiale, l'avenir des organisations paysannes et de petits producteurs agricoles... ne sont pas dessinés d'avance. Partant de là et partant aussi de l'idée que les changements importants se réalisent dans la durée, comme on le verra en traçant le bilan d'UPA DI depuis 1993, c'est-à-dire à l'échelle d'une génération – en plus ou moins 20 à 25 ans. Il est en effet nécessaire de dégager les tendances d'hier et d'aujourd'hui pour mieux cerner ce qui vient. Par exemple, en matière de changements climatiques et plus largement d'urgence écologique, tout a vraiment commencé, au plan international, en 1992, au premier Sommet de la Terre. Mais ce n'est qu'en 2015 à Paris, avec la COP21, qu'on se retrouve avec des engagements qui font leur marque tant au Sud qu'au Nord. Ceci étant dit, il nous faut aussi aborder ce qu'UPA DI entend faire dans la prochaine décennie? Quels sont ses choix qui marqueront le futur d'un certain nombre de communautés du Sud?*

#### **1. UPA DI: un levier international d'une organisation syndicale inscrite dans le mouvement social québécois**

La 24<sup>e</sup> assemblée annuelle de l'UPA DI en 2016 a démontré un élan nouveau après quelques années de sécheresse. C'est ce qui se dégageait très clairement du compte-rendu qu'en faisait le secrétaire général André D. Beaudoin, cosigné par Claude Giles et Paul Langelier (26 octobre 2016).

*Les 37 membres d'UPA DI représentant les quelque 40 000 productrices et producteurs agricoles du Québec étaient présents à l'AG d'UPA DI. Celle-ci a permis de faire connaître les principaux résultats de la dernière année. Rappelons d'abord que l'année s'est amorcée avec l'attribution de 26 millions de dollars de nouveaux projets à réaliser au cours des 5 prochaines années. Soulignons qu'à travers ses actions de coopération, UPA DI est présente dans une vingtaine de pays auprès d'autant d'organisations paysannes. Certaines sont des organisations de base, d'autres rayonnent dans un environnement plus large alors que quelques-unes ont une envergure nationale et supranationale.*

*Une dizaine de bailleurs de fonds financent ces activités de développement qui ont permis de rejoindre au-delà de 5 millions de personnes dont le métier est celui d'agriculteur. Cette coopération a permis de contribuer à nourrir une population de 2 millions de consommateurs dans des pays pour le moins vulnérables sur le plan de la sécurité alimentaire.*

La contribution d'UPA DI sur 25 ans est celle d'une organisation inscrite dans la recherche d'alternatives socioéconomiques au capitalisme au Québec, comme dans les pays du Sud. Le modèle québécois d'un État social issu de la Révolution tranquille où le Québec s'est donné des outils collectifs pour jouer dans la cour des grands avec ses universités, son hydro-électricité, sa Caisse de dépôt, ses institutions financières coopératives, etc. a favorisé une **biodiversité économique** qu'UPA et UPA DI appellent toujours de tous leurs vœux notamment dans et par le développement d'économies de proximité.

## 2. Économies de proximité au Nord comme au Sud: ça change pas le monde, mais...

L'économie de proximité est une économie «sédentaire» parce qu'elle est faiblement exposée à la compétition mondiale comme c'est le cas de l'agriculture durable engagée dans des circuits courts, certains travaux de construction, des services de santé de première ligne ou la production et la distribution de l'électricité à partir des énergies renouvelables (biomasse, éolienne, solaire). Elle est aussi un garde-fou important en temps de crise et un des dispositifs pour contrer les multinationales qui, à tout moment, peuvent décider d'imposer leurs vues comme on a pu le voir dans les pays du Sud avec le café, le cacao, le riz ou la banane.

Ces économies de proximité, soutenues et souvent animées par des leaders venus du syndicalisme agricole, nous ont beaucoup aidés au Québec: mutuelles d'assurances, coopératives forestières et coopératives agricoles, caisses d'épargne et de crédit, etc. Cette dynamique n'est pas le propre de sociétés comme la nôtre. Dans les pays du Sud, une dynamique similaire s'est fait sentir... C'est pour cette raison qu'UPA DI travaille beaucoup dans ce registre.

Et, comme le disait un jour Boucar Diouf à propos de toute mobilisation, ce sont les **frappes préventives** qui sont les plus pertinentes, autrement dit, soutenir des communautés de façon durable plutôt que de s'en tenir à une aide humanitaire. UPA DI fait partie de ces organisations qui font de la frappe préventive. Voyons comment, dans l'avenir, on conçoit ce travail entamé il y a un quart de siècle.

### 3. Une première frappe préventive : la coopération de paysans à paysans

J'ai posé la question maintes fois à des dirigeants d'UPA DI : « Quelle a été la force du scénario d'UPA DI conçu il y a un quart de siècle ? » La réponse ne s'est jamais fait attendre et peut se résumer de la façon suivante : la frappe préventive. Dans son parcours, l'Union des producteurs agricoles (UPA) a en effet donné naissance à une « coopération de paysans à paysans » en mettant sur pied UPA DI il y a de ça 25 ans (1993). L'UPA partait de deux constats toujours valables aujourd'hui : 1) les principaux défis de l'agriculture familiale dans un contexte de mondialisation néolibérale calamiteuse sont fort semblables au Nord comme au Sud même si les contextes sont très différents ; 2) peu d'interventions de coopération en agriculture dans les pays en développement sont mises en œuvre par des gens ayant de l'expérience dans le domaine dans leur propre pays. Ce sera l'apport d'UPA DI comme de ses équivalents européens tous réunis dans le réseau AgriCord. Mais ce n'est pas une évidence. Il a fallu un immense travail d'échanges, de délibérations et d'interventions pour en arriver là.

Chose remarquable, la crédibilité et la pertinence d'UPA DI au sein de l'ensemble de l'organisation de l'Union des producteurs agricoles, ses fédérations et ses régions, loin de faiblir se sont plutôt renforcées de manière telle qu'elle peut miser aujourd'hui sur un important réseau de professionnels de l'agriculture membres, dirigeants ou employés de l'UPA. **Ce qui constitue une énorme différence** d'avec la plupart des OCI qui ne disposent pas derrière elles d'une organisation à l'échelle du territoire, ayant une longue histoire sociale dans laquelle elle peut puiser, des moyens financiers propres<sup>11</sup>, une culture organisationnelle d'actions collectives qui a fait ses preuves dans bien des registres et une inscription dans des réseaux internationaux. Seules les organisations du mouvement syndical et du mouvement coopératif ont une base arrière similaire. UPA DI a donc pu déployer sa frappe préventive dans trois registres :

- a) l'appui à des systèmes collectifs de mise en marché avec derrière elle une expérience forte dont elle pouvait s'inspirer;
- b) le soutien à des organisations de producteurs dont la vie associative est comparable, c'est-à-dire démocratique, autonome et laïque;
- c) la construction de cohabitations actives des organisations paysannes (OP) avec leur État là où cela est possible de même qu'avec des institutions internationales comme la FAO.

---

<sup>11</sup> En décembre 2011, l'UPA DI reçoit le résultat de ses demandes à l'ACDI (ex-agence du gouvernement fédéral en matière de coopération au développement). Elle doit prendre acte d'un véritablement changement de paradigme du gouvernement fédéral. Refus de tous les projets : une perte sèche de 40% de son « chiffre d'affaires ». L'UPA est saisie du problème. Dans l'année qui suivit, une résolution du Congrès général vote le soutien à la solidarité internationale de ses 40 000 membres en injectant 200 000 \$ par année pour soutenir les activités d'UPA et d'UPA DI à l'international.

Sur quoi s'appuie toute cette action collective de soutien aux organisations paysannes? Certains diront qu'UPA DI transfère/colporte le modèle d'agriculture industriellement intensive qu'UPA a épousé pendant un certain temps. Pas le moins du monde!

- ◆ En premier lieu, **le modèle québécois d'agriculture** se fonde d'abord et avant tout sur l'agriculture familiale. Il s'aligne au Sud sur la ferme familiale de petits producteurs et de paysans développant ainsi une coopération Nord-Sud de « paysans à paysans », de petits producteurs agricoles à petits producteurs agricoles misant sur la construction ou la consolidation d'organisations collectives, de soutien au développement d'outils qui leur sont propres tels la mise en marché commune des produits de la terre (coopératives), l'accès au crédit par des fonds de développement, des fonds de commercialisation, de l'assurance-récolte, etc.
- ◆ Deuxièmement, dans la foulée, favoriser **le regroupement de producteurs agricoles** au sein d'organisations démocratiques, autonomes et laïques. L'UPA a une longue histoire à ce propos, elle qui croise secteurs de production (fédérations) et régions, une longue histoire avec la laïcité (le passage de l'UCC à l'UPA). Sur **la vie associative**, deux dispositifs ont été mis en œuvre pour y arriver soit une formation, le programme *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT), et le programme de coopérants volontaires *Agro-Innov* conçu pour le partage d'expertises et de savoir-faire.
- ◆ Troisièmement, **le principe du plaidoyer combiné au dialogue continu** afin de pouvoir peser sur les politiques publiques des États nationaux et des institutions internationales, notamment la FAO et différents programmes de l'ONU liés à l'agriculture et à l'alimentation, comme le syndicalisme agricole québécois le fait depuis des lunes chez lui.

Le rapport annuel de l'organisation en 2015-2016 est très explicite à cet égard : les organisations paysannes ont besoin de **relais** pour atteindre les décideurs :

*Échelle de coût, échelle de prix, mais surtout échelle de valeurs! UPA Développement international (UPA DI), de sa fondation jusqu'à aujourd'hui, n'a pas dévié de sa mission première, alignée sur celle de l'UPA, soit de « soutenir la ferme familiale ». Pas étonnant qu'UPA DI soit toujours intervenue à la base auprès des productrices et des producteurs, artisans de ce modèle d'agriculture.*

*Toujours en s'inspirant de ses origines, UPA DI favorise le regroupement des productrices et des producteurs au sein d'organisations paysannes démocratiques fortes. « Hors des OPA point de salut! » Lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts et leurs droits ou pour se doter de services à caractère économique, les paysannes et les paysans se donnent une voix : leur OPA au milieu du village, au cœur de la région, au centre du développement agricole de leur pays.*

*Les productrices et producteurs, à travers leur organisation, ont besoin de relais pour atteindre les décideurs qui eux adoptent les politiques ayant des répercussions sur leur profession et leur quotidien. C'est ainsi qu'UPA DI s'investit depuis toujours auprès des organisations nationales comme le CNCR au Sénégal, ou sous-régionales comme le ROPPA en Afrique de l'Ouest ou la PROPAC en Afrique centrale. UPA DI ne*



*s'arrête pas là, car plusieurs de ses interventions visent à rapprocher ces faitières des instances des États favorisant ainsi un dialogue continu entre tous les acteurs du développement de l'agriculture.*

Tout cela contribue à ouvrir dans les pays du Sud auprès d'organisations sœurs, **l'espace des possibles** qui ont toujours été freinés par le manque de moyens. Et, ce faisant, contribue à **réinventer l'espoir** dans nombre de communautés, l'espoir qui naît en mettant en œuvre des **projets collectifs** durables et perçus comme faisables. **Comme on le dit parfois : « Il y n'y a pas de communautés en déclin, il n'y a que des communautés sans projets »**. Faire lever des projets qui rejoignent les rêves et ambitions d'organisations dans des communautés est une des clés de l'ouverture de possibles qu'on n'imaginait pas. À ce titre, l'expérience avec le Burkina Faso et le Mali ont été de puissants révélateurs comme le raconte le secrétaire général d'UPA DI, André D. Beaudoin :

*Il y a 20 ans, au Burkina Faso et au Mali, il était presque impossible de parler de commercialisation avec un paysan, et encore moins avec une paysanne. Lorsqu'UPA Développement international (UPA DI) a commencé à les appuyer en bâtissant avec eux des systèmes collectifs de mise en marché, plusieurs observateurs étaient perplexes nous révèle un document interne récent d'UPA DI : Une coopération entre entrepreneurs agricoles reconnue à l'échelle africaine (2016).*

Résultat, aujourd'hui, pour approvisionner les marchés de leur pays respectif de même que la sous-région ouest-africaine, « tous les intervenants des dispositifs de sécurité alimentaire nationaux et internationaux, en passant par les banques et les mutuelles d'épargne et de crédit, font appel aux deux organisations que nous avons aidées à faire naître » nous dit le même document : l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) au Burkina Faso et Faso Jigi au Mali. L'UGCPA au Burkina Faso, avec ses 2 200 membres a ainsi obtenu en 2013 le premier prix (catégorie *Accès aux marchés*) dans le cadre de l'*Africa Farmer Organization Awards*, organisé par l'*Alliance for a Green Revolution in Africa* (AGRA) et *The African investment Climate Research* (AFRICRES) grâce à sa mise en marché, sa production de semences certifiées et son fonds de commercialisation. Tandis que son équivalent malien, Faso Jigi, s'était vu décerner en 2012 le prix de la meilleure organisation paysanne en Afrique et, l'année suivante, le 2<sup>e</sup> prix dans la catégorie *Diversité des revenus* notamment parce qu'il avait su contrôler ses coûts de commercialisation en possédant ses propres magasins d'entreposage.

#### **4. Une deuxième frappe préventive : travailler à fédérer les initiatives paysannes locales au plan sectoriel, national et transfrontalier**

Retenons en premier lieu que le changement d'échelle de l'agriculture familiale dans les pays du Sud s'impose, selon l'avis de plusieurs chercheurs, dont le Sénégalais Abdou Salam Fall : « Pendant des décennies, des projets ont été conçus par des ONG et des structures étatiques avec leurs bailleurs de fonds. De nombreuses innovations en ont résulté. Cependant si l'expérimentation doit se poursuivre, les réussites doivent être mises à grande échelle... Les essais doivent être transformés en lignes de politique... Toute la

question est de savoir comment favoriser ce changement d'échelle.» (Fall, 2013.) Nos propres enquêtes de 2010 à 2014 (Favreau et Molina 2010; Favreau et Molina 2011; Favreau et Hébert en 2012, Favreau et Molina en 2012 et 2014) sont allées dans la même direction pour ce qui est de la **stratégie d'action collective** à adopter pour donner de la consistance et de la solidité à la solidarité internationale d'organisations du Nord avec celles du Sud. Ça ne réussit pas encore souvent, mais parfois le souci de porter les expériences à une autre échelle porte fruit comme ce fut le cas des initiatives de la société civile dans le cadre de la COP21 nous dit l'économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD), Gaël Giraud :

#### **Quel est le rôle des États dans le changement d'échelle des initiatives locales ?**

*Quelles que soient la richesse et la densité des initiatives issues de la société civile, si elles n'ont pas un effet de levier plus important, elles vont rester très «micro» et risquent de s'épuiser. Il est donc nécessaire, je crois, de réarticuler ces initiatives locales avec une vision stratégique globale de long terme.*

*L'État doit assumer ses responsabilités en faveur de l'intérêt général et porter un plan d'investissements très volontaire pour se doter des infrastructures nécessaires à la réalisation de la transition écologique, économique et sociale.*

*La société civile joue quant à elle un rôle fondamental pour coordonner les milliers d'initiatives qui s'inventent sur le terrain et orchestrer le débat public de manière à interpeller les gouvernements. C'est entre ses mains que réside l'avenir de notre pays, de l'Europe et de la planète entière.*

Entretien de l'OCI *Terre solidaire* (France) en 2016 avec Giraud.

## **5. Troisième frappe préventive : favoriser l'organisation économique des paysans par des entreprises collectives (coopératives) et renforcer leur représentation politique**

### **1) L'appui à la mise en marché collective des produits agricoles**

Dix ans après la crise alimentaire de 2008, le travail d'UPA DI avec des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest s'affirme comme étant en mesure de répondre aux besoins du marché avec des standards de qualité reconnus par les Nations unies. C'est ainsi que le Programme alimentaire mondial de la FAO (PAM) accrédi tera trois organisations : l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Bouche du Mouhoun (UGCPA/BM) au Burkina Faso, Faso Jigi au Mali et la Fédération du Fouta Djallon en Guinée, toutes trois appuyées par UPA DI.

#### **Organisations paysannes africaines, UPA DI et la FAO : la toute première entente de la FAO avec une organisation professionnelle d'agriculteurs**

*La FAO a fait une entente avec l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec à l'automne 2012 pour que cette dernière devienne un partenaire officiel pour les Nations unies. À partir de là, l'UPA est régulièrement consultée et participe à des*

*projets internationaux destinés à combattre la faim. À titre d'exemple, l'organisation malienne Faso Jigi, soutenue par UPA DI, a été confirmée comme étant la meilleure organisation agricole africaine. Pourquoi? Cette organisation paysanne a non seulement permis à ses membres d'avoir de meilleurs revenus, mais a aussi permis d'assurer la sécurité alimentaire du pays, notamment par une politique de stockage et d'encadrement des marchés appropriée...*

Pour en savoir plus : <http://www.oikosblogue.com/?p=14699>

## **2) Renforcer la représentation politique nationale et transfrontalière des organisations paysannes**

Le travail de renforcement de réseaux régionaux – transfrontaliers – comme c'est le cas en Afrique de l'Ouest avec le ROPPA, le Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest qui regroupe une douzaine de pays et avec la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale, la PROPAC. Pourquoi ce développement? « Essentiellement parce que, chacune de leur côté et en discutant entre elles et avec des organisations comme UPA DI, ces organisations se rendaient de plus en plus compte qu'une bonne partie des décisions qui les concernaient n'étaient plus prises à l'échelle nationale, mais à l'échelle régionale, au sein de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), où ils n'avaient pas de moyens pour faire entendre leur voix», nous disait en entrevue Nathalie McSween, auteure d'une thèse sur le sujet (2015).

## **6. Quatrième frappe préventive : entreprendre le virage écologique de l'agriculture**

À propos du virage écologique de l'agriculture, nous avons déjà dit dans notre ouvrage précédent sur UPA DI (2014) qu'une autre sorte de révolution verte s'imposait : *La première révolution en agriculture, l'agriculture industriellement intensive, a amélioré le sort d'un certain nombre d'exploitants tout en diversifiant les produits pour les consommateurs dans les pays riches. Ce n'est pas celle qui peut inspirer le Sud. Le consensus des chercheurs, des OCI et des institutions internationales consacrées à l'agriculture est solide à cet égard. Car aujourd'hui, c'est une agriculture polluante et une agriculture également laminée par le prix des énergies fossiles, appelées à devenir de plus en plus chères. L'option prometteuse nous dit l'agroéconomiste et ex-directeur du CIRAD, Michel Griffon (2006) est fondée sur l'écologie scientifique, une « agriculture écologiquement intensive » qui met à contribution les écosystèmes autrement. Par exemple, des insectes nuisibles à la production agricole peuvent être contrés par d'autres insectes qui en font leur proie. Ou encore le charbon de bois en poudre, lorsqu'il est réparti dans le sol, permet la rétention de l'eau et des nutriments. Bref, il faut capitaliser sur la révolution biologique en cours, laquelle permet d'abandonner le labour intensif et d'augmenter la fertilité dans les sols. Cette révolution biologique vaut pour tous les exploitants à la condition de miser sur un investissement en main-d'œuvre, d'investir en recherche et de tabler sur une aide au développement initial. C'est la voie écologique par la recherche scientifique et celle qui contribue à l'émergence de nouvelles techniques agricoles* (Favreau et Molina, 2014 : 79).

Le plan de développement durable d'UPA DI dans la prochaine décennie va exactement dans cette direction. Notre mission nous révèle les plus récents documents de l'UPA DI est de « soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable : *Nous entendons par développement durable de l'agriculture, un développement économiquement équitable, socialement juste, respectueux de l'environnement, culturellement adapté ainsi que démocratiquement orienté et géré offrant les chances d'égalité pour tous.* Le tout en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de commercialisation des produits agricoles et toute autre initiative structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement. Dans une perspective de biodiversité économique, *la biodiversité économique étant un concept développé par le mouvement coopératif et l'économie solidaire, une économie qui prend en compte une diversité d'acteurs et de logiques économiques, de l'économie de marché à l'économie sociale et solidaire.* Quelques programmes mis en route dans les dernières années illustrent l'évolution plus nette vers un virage écologique et la recherche d'une biodiversité économique. Voyons çà de plus près!

### **Burkina Faso: un projet de résilience climatique dans la Boucle du Mouhoun (PRCBM)**

Au Burkina Faso, les organisations paysannes ont plongé dans la marmite du virage écologique par nécessité. « Les agricultrices sont d'ailleurs au cœur du projet », nous dit Hélène Jollette, secrétaire générale adjointe d'UPA DI au retour de son récent séjour dans ce pays :

*Le Projet résilience climatique, au Burkina Faso, a été mis sur pied en 2013 et 2014 avec un partenaire local, soit l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM). Ce projet visait à améliorer de façon durable la sécurité alimentaire de ce coin d'Afrique. Les familles paysannes de la région, et, plus spécifiquement, les femmes et les jeunes, qui constituent des groupes plus vulnérables, ont été les premières mobilisées par les activités. L'épuisement des sols, la réduction nette des disponibilités en eau, la déforestation et la diminution de la productivité agricole sont au nombre des principaux effets à craindre des changements climatiques dans le pays, constituant ainsi des menaces importantes à la sécurité alimentaire.*

*Les actions et les résultats de ce programme? L'élevage de petits ruminants en contention a permis, par exemple, d'augmenter la production d'aliments riches en protéines, de mettre un frein au déboisement causé par la consommation de jeunes plants par les animaux en élevage libre et d'approvisionner en fumier des systèmes de production de biogaz (biodigesteurs). Ces derniers ont procuré une autre source d'énergie pour la cuisson des aliments et l'éclairage, ce qui a permis de limiter davantage le déboisement, de diminuer les corvées de collecte de bois de chauffe et de réduire les dépenses des familles pour l'achat de bois et de charbon. Qui plus est, lit-on plus loin, la culture du niébé et la plantation d'acacia albida ont amélioré, de façon importante, la fertilité des sols tout en procurant des aliments et des revenus pour les populations, mais également des fourrages pour les animaux d'élevage.*

*Entretien avec Hélène Jollette, cahier spécial du Devoir du 4 février 2017. <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/490647/upa-di-quand-les-femmes-et-l-agriculture-vont-de-pair>*

Les résultats du PRCBM démontrent de façon concrète que la résilience aux changements climatiques croise étroitement les activités génératrices de revenus pour les familles, ce qui facilite grandement les choses. Autrement dit, production agricole et écologie peuvent faire bon ménage. Par les activités d'élevage en contention et de production de niébé, le PRCBM a permis aux fermes d'augmenter leur revenu à court terme, mais également d'en diversifier les sources. Parallèlement aux bénéfices économiques, ces deux activités ont eu une résonance importante en ce qui concerne la résilience aux changements climatiques. Double dividende donc.

Pour développer davantage les capacités de résilience, le projet a également mis de l'avant des activités visant à réduire l'empreinte écologique des ménages sur leur environnement immédiat, soit la construction de 200 biodigesteurs et la plantation de 9 500 plantules de *Faidherbia Albida*. Cette introduction des biodigesteurs auprès de 200 familles a généré plusieurs effets positifs, particulièrement pour les femmes, car son utilisation diminue la coupe du bois. Ce faisant, le concept d'économie circulaire a été mis en application : en gardant les animaux en enclos, on permet une utilisation de la fumure organique dans le processus de méthanisation d'un biodigesteur. Du coup, le fardeau des femmes s'en est trouvé allégé parce qu'elles n'ont plus à aller chercher du bois de chauffe pour la cuisson des aliments. Cette nouvelle situation offre également de meilleures conditions de réussite scolaire en permettant un éclairage au biogaz des habitations. La fumure organique sortant du biodigesteur permet d'améliorer substantiellement la qualité des sols. Son utilisation dans des plantations d'acacia offre en effet des perspectives insoupçonnées de reboisement d'une variété d'arbres qui fixe l'azote au sol et augmente ainsi les rendements des cultures.

### **Haïti : des produits agricoles locaux transformés par des cuisines collectives et cantines scolaires de deux communautés**

À Labrousse et Rivière Froide, depuis quelques années, des groupements paysans, membres de deux fédérations maintenant composées de près de 2 000 membres, s'assurent du débouché rémunérateur de leurs produits agricoles sur une base régulière. Plus de 120 femmes développent leurs habiletés entrepreneuriales dans les cuisines collectives et cantines scolaires et près de 250 élèves en bas âge améliorent leurs performances scolaires à hauteur de 10% à 20% en ayant accès à au moins un repas équilibré par jour et couvrant près de 40% de leurs besoins caloriques quotidiens. La combinaison parfaite d'une économie circulaire et solidaire qui est économiquement viable et socialement utile en **croisant agriculture, alimentation et santé** à petite échelle qui marque le pas dans deux régions de plus de 150 000 habitants.

*Les régions de Labrousse et Rivière Froide, en Haïti, connaissent désormais le programme de distribution de repas scolaires à base de produits agricoles locaux. Depuis octobre 2014, près de 250 enfants de la garderie et du primaire reçoivent un repas à chaque journée scolaire. Les repas sont préparés par des femmes, regroupées au sein d'entreprises d'économie sociale. Les aliments proviennent presque tous de productrices et producteurs agricoles locaux.*

*En apparence logique, surtout dans un pays où la majorité des gens vivent de l'agriculture, ce type d'initiative est encore l'exception. La rapide période de libéralisation du commerce des produits agricoles dans les années 90 a profondément déstabilisé le secteur agricole haïtien. Ce bouleversement a eu comme conséquence qu'un produit de base tel que le riz ou le maïs produit localement est plus cher que celui importé. Considérant que de nombreux produits importés sont la plupart du temps subventionnés, il n'est pas surprenant que les produits haïtiens ne soient pas compétitifs.*

*Pour pallier ce déséquilibre, les groupements de femmes responsables des cantines scolaires ont conclu des ententes d'approvisionnement avec la Fédération des producteurs et agriculteurs pour le développement économique et social (FOPADES). La FOPADES assure une mise en marché collective du maïs et des pois de ses membres afin d'offrir un produit de qualité, en quantité suffisante et à un prix compétitif à ceux importés. L'intégration de chacune des activités de cette initiative permet à la fois d'améliorer la nutrition des enfants et de stimuler le développement économique en milieu rural.*

Source: Hugo Beaugard-Langelier dans le bulletin d'information d'UPA DI de février 2015.

Cette stratégie à petite échelle, mais influente dans sa région, permettra un jour de démontrer au PAM de la FAO la réussite de cette approche afin que, au sein de cette institution internationale, l'on puisse intégrer cette pratique dans un cadre plus large<sup>12</sup>.

### **En Bolivie, une nouvelle piste en chantier, celle de l'agriculture urbaine**

Selon les estimations de la FAO, dans le monde entier, quelque 800 millions de citoyens sont impliqués dans l'agriculture urbaine, que ce soit pour se procurer des revenus et/ou pour produire de la nourriture<sup>13</sup>. Une série de données émanant de recensements nationaux, d'enquêtes sur les ménages et de projets de recherche montre que jusqu'à deux tiers des ménages urbains et périurbains sont engagés dans des activités agricoles dont une partie importante est destinée à la consommation des ménages et les excédents sont vendus sur le marché local. La question devient alors: comment optimiser ce type d'agriculture? UPA DI s'y est récemment intéressée. Mélanie Morel, chargée de programmes, raconte :

*En janvier 2017, j'atterrissais... à El Alto en Bolivie... Le but de cette mission était de mieux connaître un partenaire: le CEPROSI (Centro de promoción y salud integral). Depuis 1988, le CEPROSI travaille dans les zones urbaines de La Paz et El Alto afin d'améliorer les services de santé et d'éducation et de favoriser l'autonomisation des organisations sociales. Plus récemment, en 2015, le Comité de Solidarité Trois-Rivières (CS3R) a débuté avec le CEPROSI, un projet d'agriculture urbaine qui vise à créer des jardins familiaux comme moyen de développement durable. Ce projet permet*

<sup>12</sup> Pour une expérience forte de développement des cuisines collectives au Sud, voir celle du Pérou dans Fréchette, L. (2017) : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article128>

<sup>13</sup> Voir Bénédicte Manier dans son livre de 2012 Un million de révolutions tranquilles, Édition LLL, Paris, le chapitre sur ce thème, p.105 à 138.

*de développer les compétences des familles sur les saines habitudes alimentaires et de mettre en place des microprojets pour assurer la sécurité alimentaire et une diversification des revenus.*

*... J'ai pu visiter trois jardins familiaux ainsi que le jardin que l'organisation est en train de mettre en place sur le toit de leur bureau... mandarines, fraises, prunes, pêches, basilic, menthe, ciboulette, origan, bette à carde, fèves, blé, pommes de terre et quinoa. Il existe un immense intérêt de la part de ces familles à en apprendre plus sur le jardinage urbain, sur le compost et les sols. Le potentiel est immense... L'équipe du CEPROSI sollicite un appui technique en agronomie pour former les familles et démarrer plusieurs autres jardins urbains... En collaboration avec le CS3R, UPA DI songe à appuyer l'initiative par l'envoi de producteurs ou conseillers experts dans le cadre de son programme de coopération volontaire Réseau Agro-Innov.*

## **7. Cinquième frappe préventive : l'outil financier des Fonds d'investissement solidaires dédiés**

Il faut **changer d'échelle financière** : « Plus de crédits doivent être mis à la disposition des fermes et des groupements paysans » nous dit le dernier rapport annuel d'UPA DI. Or, UPA DI le fait déjà, mais si on additionne, d'une part, l'épargne des OCI québécoises qui est plus substantielle qu'il n'y paraît et, d'autre part, une petite partie de ce que les fonds de travailleurs obtiennent de leurs membres et le financement public des deux piliers de gouvernement, des prêts à des projets socio-économiques de partenaires du Sud deviendraient possibles à une échelle inégalée. Bref, un nouvel outil financier de la coopération québécoise avec le Sud verrait le jour. Le projet de l'AQOCI présentement en chantier est en voie de s'actualiser.

### **La mise en route d'un fonds de capital patient : le FISIQ**

C'était en 2014 dans le cadre du 2<sup>e</sup> Sommet international des coopératives à Lévis. 125 personnes réunies pour discuter de la transition écologique de l'économie ici et au Sud. Parmi les participants, l'AQOCI, *Terre solidaire* et la SIDI (France), UPA DI et la Caisse d'économie solidaire Desjardins, le Fonds Solidarité Sud, MCE Conseils et quelques autres. Un des points à l'ordre du jour se résumait à peu de choses près de la façon suivante : « Pouvons-nous comme OCI canaliser une partie de nos épargnes vers un fonds de développement pour des projets au Sud et ne plus miser sur le seul financement public ? » Un des résultats de ce colloque a été à la hauteur des ambitions des organisateurs : la mise au monde d'un projet de fonds d'investissement solidaire dédié aux projets socioéconomiques de nos partenaires du Sud (*Le Devoir*, cahier spécial, 2 octobre 2014). Puis la bonne nouvelle est arrivée à l'automne 2016 à l'effet que le MRIF (Québec) octroyait 100 000 \$ à l'AQOCI pour le démarrage de ce projet (son fonctionnement démocratique et son dispositif financier) après qu'un groupe de travail eut tôt fait d'étudier la pertinence et la faisabilité de la chose pendant près de deux ans. UPA DI a été un des initiateurs de ce groupe de travail dès les premiers balbutiements du projet. Il est vraisemblable de penser que ce Fonds sera sur pied au cours de l'année 2018 avec l'objectif de disposer d'au moins 6 millions \$.

Une importante condition de la mise en œuvre de cette transition sociale-écologique portée par un certain nombre d'OCI, de coopératives et de syndicats est qu'elle soit accompagnée d'une **nouvelle politique de financement** permettant aux groupements paysans, aux associations économiques de femmes et aux coopératives de s'inscrire dans des logiques de prêts, pas uniquement de subventions, et cela sur des projets socioéconomiques durables. L'expérience française de la SIDI est probante à cet égard. Autrement dit, **un peu à l'image de l'histoire des fonds de travailleurs au Québec**, il faut encourager le développement de fonds de capital patient dédiés aux projets socioéconomiques des communautés du Sud inscrits dans des dynamiques d'organisations autonomes et démocratiques.

### **Ce qui a inspiré le FISIQ : l'expérience française de la SIDI**

*Une des inspirations du projet de fonds dédiés de l'AQOCI est la SIDI, filiale de l'OCI française Terre solidaire. La SIDI a 30 ans d'expérience dans le secteur de la finance solidaire. La voici résumée en huit questions.*

- 1. Qu'est-ce que la SIDI?** *Un outil financier de solidarité internationale, un « investisseur solidaire » offrant des services financiers adaptés aux petits entrepreneurs et agriculteurs de pays du Sud. Créée en 1983.*
- 2. Pourquoi l'OCI Terre solidaire a-t-elle mis sur pied un tel dispositif?** *Pour prolonger et diversifier son action dans le domaine économique en répondant aux besoins de financement des exclus des circuits bancaires, qui n'ont pas de garanties ou très peu sinon pas de ressources propres.*
- 3. Quels sont les partenaires de la SIDI dans le Sud?** *Les partenaires de la SIDI sont des organisations locales diverses : associations, ONG, coopératives d'épargne et de crédit, institutions de microfinance, organisations de producteurs agricoles, banques solidaires.*
- 4. Quelles sont les ressources financières de la SIDI? D'où proviennent-elles?**  
*a) elles proviennent de son capital détenu par Terre solidaire (des investisseurs à titre personnel); b) des revenus du Fonds commun de placement Faim et développement géré par le Crédit coopératif (cousine française de la Caisse d'économie solidaire Desjardins au Québec); c) d'actionnaires divers (organisations et institutions).*
- 5. Que fait la SIDI dans le Sud avec ces ressources financières?** *a) elle fait de l'accompagnement technique (appui-conseil, appui à la gestion, mise en réseau...); b) elle fait du cofinancement : participations au capital, des prêts, des garanties de prêts et de la recherche de ressources complémentaires auprès d'institutions internationales.*
- 6. Comment ça fonctionne?** *C'est une chaîne de solidarité à cinq maillons : a) des citoyens solidaires du Nord (épargnants et organisations qui sont des investisseurs); b) Terre solidaire qui est présente dans des dizaines de pays du Sud depuis les années 1960; c) la filiale de Terre solidaire, une société d'investissement solidaire, la SIDI; d) du financement des partenaires du Sud disposant de structures locales de financement (ONG, associations, coopératives...); e) des micro-entrepreneurs (en agriculture, commerce, artisanat...) qui en sont les bénéficiaires.*



**7. Quels sont les résultats d'un tel dispositif?** La SIDI a développé des partenariats avec 85 institutions et organisations d'accompagnement de petites entreprises dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Son portefeuille (prises de participation et prêts) en 2009 s'élevait à 9,5 millions d'euros. À partir de là, en dernière instance, par les cofinancements avec leurs partenaires, 1,5 million de prêts ont été accordés à ces petits entrepreneurs. Montants individuels accordés aux petits entrepreneurs: **entre 50 et 5 000 euros**. Taux de remboursement: **96%**. De plus la SIDI a pu mobiliser des fonds auprès d'autres organisations du Nord et auprès d'organismes publics pour 12,2 millions d'euros et les mettre à la disposition de ses partenaires du Sud dans la même période.

**8. Avons-nous des exemples? Au Sénégal**, une famille de paysans a obtenu un prêt en 2004 de 900 euros auprès de la Caisse rurale de son organisation, l'UGPM (soutenue par Terre solidaire et également soutenu par UPA DI qui accompagne leur programme de formation Les Savoirs des gens de la terre). Ce prêt a pu mettre ce paysan à temps plein pour cultiver sa terre (arachides, mil, manioc, haricots). Sa femme a fait de même : elle a emprunté 100 euros, ce qui lui a permis de créer un petit commerce et élever des moutons. **Au Pérou**, une famille (père, mère; deux fils et leurs épouses) membre d'une coopérative agricole cultive huit hectares de café biologique. Grâce à un prêt pour la mise en marché obtenu de CREDIFlorida, les services financiers de la coopérative, le café de cette famille et de centaines d'autres est aujourd'hui commercialisé.

### **Pour en savoir plus**

Voir sur le blogue de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) l'article suivant : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article84>

Ces différents créneaux qui favorisent l'autonomie économique des populations du Sud passent par la mise en place d'**outils économiques créés par la finance solidaire**, celle de banques communautaires, de coopératives d'épargne et de crédit ou de fonds de capital patient dédiés (systèmes de prêts rotatifs) sous gestion par les organisations collectives que les communautés se donnent. Sur cette pente ascendante de la finance solidaire, les institutions financières privées ne suivent pas.

Depuis plus de 40 ans, les OCI du Québec agissent principalement à partir du dispositif des dons en provenance du public et des gouvernements (l'ACDI surtout, le MRI beaucoup moins). Mais cette coopération, notamment pour financer des infrastructures économiques locales dans le Sud comme cela se présente dans plusieurs cas, commande d'être accompagnée d'une pratique de prêts et de garanties de prêts, notamment en agriculture. L'avenir de la solidarité internationale repose sur cette association complémentaire du don et du prêt et sur une plus grande autonomie de financement des OCI. Quelques initiatives d'ici et d'ailleurs ont commencé à explorer ce chantier, UPA DI en tête de liste, avec des groupements paysans, chantier qui prend la forme de systèmes de prêts rotatifs sous contrôle des organisations paysannes elles-mêmes. En partant du diagnostic suivant :

... Le financement a toujours représenté un défi pour l'agriculture familiale, particulièrement dans les pays pauvres... On sent bien aujourd'hui le retrait des gouvernements. Ce faisant, le champ est désormais « libre », laissant les troupes restantes plus ou moins seules à elles-mêmes. Dans les pays en développement, la situation s'avère particulièrement difficile... Dans les faits, en cette matière, il y a peu de progrès réel sur les terres du capitalisme. On demande aux paysannes et paysans de produire aussi efficacement que la grande entreprise avec des moyens qui datent de l'âge de pierre. Et ici je ne réfère pas à la houe ni à la daba. Je fais allusion aux produits financiers qui se résument à du crédit à court terme de type intrant, point à la ligne. Du financement dépassant un horizon de cinq ans, ça n'existe tout simplement pas. Pas question de financer un achat de terre sur 15 ans, encore moins une pièce d'équipement sur 10 ans.

... Pour l'avenir, il faut surtout leur offrir du crédit adapté aux besoins réels. À moins que la stratégie vise à laisser le champ libre à la grande entreprise. Elle aura ainsi tout le loisir d'occuper les terres sans avoir à livrer la moindre bataille pour disposer du marché comme bon lui semble.

André D. Beaudoin, *La Terre de chez nous* (18 août 2011)

Étant au cœur de son plan de développement, UPA DI avec la Caisse d'économie solidaire Desjardins, MCE Conseils et le Fonds Solidarité Sud ont donc travaillé à ce que naisse au sein de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) un groupe de travail pour la mise en place d'un tel fonds dicté par les immenses besoins au Sud et inspiré tout à la fois par l'expérience des fonds de travailleurs d'ici et l'expérience française de la SIDI avec ses partenaires au Sud.

### **L'argumentaire d'UPA DI et des organisations qui sont engagées dans le projet du FISIQ**

L'argumentaire du groupe de travail de l'AQOCI depuis les débuts du projet, suite à l'étude de faisabilité de MCE Conseils, a été le suivant :

- 1) **Les emplois qui vont être créés** valent vraiment leur pesant d'or : en effet les résultats anticipés par l'étude de faisabilité du projet, dans sa première décennie de capitalisation, pourraient générer 35 000 emplois avec plus ou moins 40 partenaires du Sud et une trentaine d'OCI du Québec engagés dans des projets qui soutiendront de façon durable les assises économiques de certaines de communautés. Certes ce chiffre demeure approximatif, mais il s'appuie sur l'expérience et l'expertise de fonds similaires de pays du Nord avec leurs partenaires du Sud comme la SIDI en France et Oikos Credit aux Pays-Bas.

- 2) **Les règles prudentielles** pour gérer les épargnes des organisations engagées dans ce projet seront au rendez-vous: en effet les organisations comme la Caisse d'économie solidaire Desjardins, MCE Conseils et les fonds de travailleurs qui en seront partie prenante à plusieurs titres ont une longue expérience et l'expertise qui l'accompagne. Et cela depuis des décennies dans la plupart des cas. De plus, en leur sein, des conseillers ont travaillé/travaillent dans le domaine de la finance solidaire non seulement au Québec, mais au plan international.
- 3) Des **OCI québécoises ont déjà l'expertise** du soutien dans le développement d'assises économiques de communautés au Sud: en effet des OCI québécoises ont déjà l'expertise du soutien dans le développement d'assises économiques de communautés au Sud et celles qui en ont peu pourront progressivement l'acquérir. De plus, le Fonds et les OCI présentes en son sein pourront bénéficier de l'expérience d'INAISE, une association internationale d'investisseurs solidaires existant depuis plus de 10 ans qui réunit plus de 50 organisations présentes dans 30 pays du Nord et du Sud. La participation éventuelle à cette organisation est, à coup sûr, un scénario envisagé. INAISE: <http://www.inaise.org>

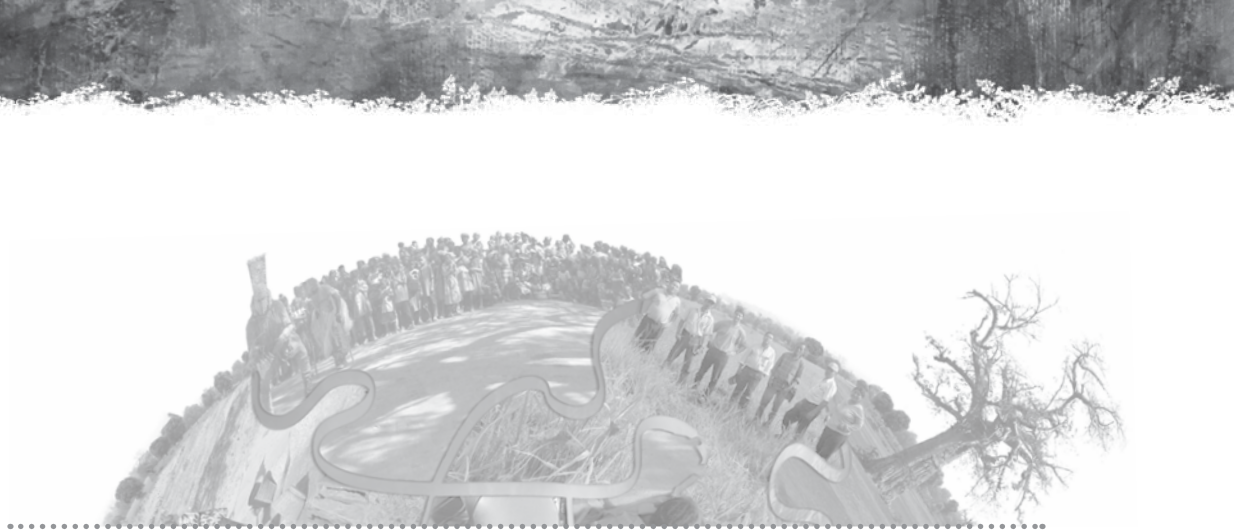
### **Finance solidaire: UPA DI et la Caisse d'économie solidaire Desjardins**

UPA DI, il y a quelques années, a placé son argent à la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Pourquoi? À l'heure où on s'interroge sur les institutions financières en cherchant des alternatives, au Québec nous n'avons pas à chercher trop loin. Il y a de façon notable l'expérience des 45 ans de la Caisse d'économie solidaire Desjardins. Début modeste en 1971 : 65 organisations syndicales décident de mettre chacune 5 000 \$ pour assurer son démarrage en tant que caisse d'économie. Elle est devenue avec le temps la principale partenaire de 3 400 syndicats, organisations communautaires et culturelles, coopératives et associations à vocation économique. Résultat : après 45 ans, cette caisse de groupes qui fait partie de la famille Desjardins est une de ses plus importantes caisses avec 1,4 G \$ de volume d'affaires. Parcourir les différentes périodes de cette caisse est stimulant pour n'importe quelle organisation qui a l'ambition de croître et de se renouveler constamment. Sa dernière décennie est d'ailleurs remarquable (2004-2015) : elle mise sur l'investissement socialement responsable et sur le développement durable. Elle s'engage dans des projets qui manifestent sa solidarité avec le Sud, notamment au Brésil auprès de coopératives de travail de concert avec le mouvement syndical de même qu'avec des caisses d'épargne et de crédit liées au mouvement paysan (Maheux, 2016). UPA DI est membre de cette institution financière. Ce n'est pas un hasard. Cela fait partie de sa vision de l'économie.

## En guise de conclusion

Aujourd'hui, dans le monde, nombre d'organisations misent davantage sur leurs propres moyens que sur leurs États envers lesquels elles ont, du moins pour la période en cours, un certain nombre de doutes quant à leur capacité à générer des réformes. Sans démissionner sur les avancées possibles des politiques publiques, la première échelle d'intervention qui est privilégiée par la plupart des «révolutions silencieuses» qui traversent la planète au Sud comme au Nord, c'est celle de la communauté locale, des économies de proximité et de leurs organisations. Cependant, la plupart des militants et dirigeants mobilisés savent bien que les principaux enjeux d'aujourd'hui dépassent largement le cadre local et national que ce soit la pollution de l'air et de l'eau, les turbulences climatiques, les migrations ou les questions sanitaires... Cela conduit UPA DI à ne pas hésiter à croiser un travail au niveau «micro» avec un travail au niveau «macro».

L'UPA DI a depuis assez longtemps tenté de concilier les deux choses. Mais elle va encore plus loin dans la foulée des réflexions des réseaux québécois et internationaux auxquels elle appartient, notamment le forum international de l'économie sociale et solidaire que sont les Rencontres du Mont-Blanc – depuis peu devenues ESS Forum international – forum international où plusieurs organisations québécoises sont présentes telles la Caisse d'économie solidaire, Fondation, MCE Conseils, SOCODEVI, etc. Question centrale de ces organisations : **Comment articuler toutes ces initiatives à un nouveau projet de société** qui inspirerait les prochaines décennies comme le projet d'un État social a pu se construire à la faveur de la Révolution tranquille avec le concours de plusieurs générations dont celle(s) qui animait l'UPA au moment où elle est elle-même devenue une artisanne active de cette Révolution des années 1960-1970. C'est ce que nous verrons au prochain chapitre.



## CHAPITRE 6

### Nourrir l'humanité en 2018 : l'incontournable défi de la transition sociale-écologique de l'agriculture

*L'horizon d'une nourriture pour tous sur la planète qui est de plus en plus avancée par un certain nombre d'organisations et d'experts est **la transition sociale-écologique de l'agriculture** au Nord comme au Sud. Dans cette perspective, l'économiste Gaël Giraud nous dit : «... Il est possible de construire des sociétés résilientes aux désastres qui nous attendent... Réagir passe donc d'abord par la **transition écologique, un formidable projet politique et social**... On a devant nous un projet qui donne du sens... un projet créateur d'emplois... qui peut organiser de la polyagriculture paysanne... qui peut aménager le territoire autour de petites villes... qui peut mettre en route une économie de circuits courts... une mobilité verte de transports collectifs... un verdissement des processus industriels et agricoles... » (l'OBS, semaine du 18 au 24 août 2016). C'est l'horizon qui sous-tend les avancées d'une agriculture durable dans le monde. Quels en sont les fondements? L'UPA et UPA DI, à la lumière de ce qui précède, sont-elles à l'aise avec cette direction à prendre?*

#### 1. Comment nourrir durablement 10 milliards de Terriens?<sup>14</sup>

Résumons-nous! 800 millions de personnes ne mangent pas à leur faim nous disent et redisent la FAO... et UPA DI. Et, à l'horizon de l'an 2050, soit dans un peu plus de 30 ans, nourrir l'humanité signifiera avoir à nourrir 10 milliards d'habitants. **Premier défi**: savoir accueillir trois milliards d'hommes et de femmes dont la naissance est prévue d'ici 2050 en vertu des tendances démographiques les plus raisonnables. **Deuxième défi**: répondre à

<sup>14</sup> Je m'inspire ici librement de l'excellent article de Hubert Cochet, agroéconomiste et géographe français dans un numéro hors-série du magazine Alternatives (février 2017) portant sur l'état de l'économie dans le monde. L'intitulé: *Comment nourrir durablement 10 milliards de Terriens.*

la situation de ceux et celles qui souffrent de la faim aujourd'hui, principalement de petits producteurs agricoles et leurs familles. **Troisième défi**: sortir des régimes alimentaires de plus en plus riches en viande, régimes omniprésents dans les pays développés et dans les couches moyennes des pays émergents. Au final l'augmentation nécessaire de la production alimentaire est à la hauteur de 60%.

Déplions un peu plus de quelle façon nous pouvons nous en sortir en analysant le modèle agricole dominant à travers le monde et le nouveau modèle en chantier au Nord comme au Sud. Il y a 570 millions d'exploitations dont 84% font moins de 2 hectares, la plupart familiales. Le monde agricole sur la planète est donc surtout le fait de microentreprises plutôt que d'entreprises capitalistes s'appuyant sur des salariés. **Et ces microentreprises représentent 40% de l'emploi mondial.** C'est décisif! La petite agriculture emploie beaucoup. Et lorsque ces exploitations sont organisées par-delà la stricte subsistance là où émergent des groupements paysans et des coopératives agricoles, cela est encore bien plus décisif. **Problème majeur: l'accès à la terre, à l'eau, à l'énergie, aux intrants, au crédit, aux marchés, le tout complété par une formation adéquate.**

Dans un contexte aujourd'hui généralement défavorable, le soutien de politiques publiques n'y est pas. De plus, l'agriculture familiale subit une concurrence forte de **l'agrobusiness des pays du Nord. Faible ou inexistant soutien de politiques publiques** parce que la croyance généralisée des décideurs est à l'effet que sont les exploitations de grande taille inscrites dans des productions spécialisées et reposant sur une main-d'œuvre salariée vont nous en sortir. Or cela ne tient pas la route.

## 2. Le modèle dominant ne tient plus la route depuis un bon moment

Le modèle dominant ne tient plus la route depuis un bon moment. Pire, ce modèle est néfaste, car sa généralisation est **faible en emplois**, mais forte en machinerie, en énergies fossiles et en intrants chimiques et donc **nocive pour l'environnement**. De plus, aujourd'hui, **il plafonne dans ses rendements** au Nord comme dans les régions du Sud où il a réussi à faire son nid (pays émergents comme le Brésil, par exemple). **Sa viabilité économique** à moyen terme est **douteuse**.

### La stagnation de l'agriculture industriellement intensive

*Les rendements de l'agriculture industriellement intensive stagnent depuis les années 1990: 1) l'usage des sols est disputé par l'urbanisation et par l'essor des agrocarburants; 2) le rendement des cultures a commencé à stagner au Nord comme au Sud par carence de nutriments liée à l'agriculture chimique et des premiers effets du changement climatique; 3) la fertilité des terres est en baisse pour cause de recours massif aux engrais chimiques qui menacent santé humaine et écosystèmes. Bref, il faut mettre fin à la monoculture.*

Source: *L'économie verte en 30 questions*, p. 43-44.

### L'utilité des pesticides déboulonnée

*Alors que l'industrie des pesticides affirme que ses produits sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale en pleine croissance, un nouveau rapport de l'ONU conclut qu'il s'agit carrément d'un mythe. Qui plus est, ces produits toxiques posent des risques majeurs pour la santé et l'environnement.*

*Les auteurs accusent directement la puissante industrie qui commercialise ces produits de nier systématiquement les risques et les impacts des pesticides pour la santé humaine et l'environnement. Les multinationales auraient aussi recours à des stratégies de marketing «non éthiques et agressives», en plus de mener d'intenses campagnes de lobbying auprès des gouvernements dans le but de «bloquer» les réformes et les restrictions sur l'utilisation des pesticides.*

Source : Rapport de l'ONU (2017). Compte-rendu du journaliste A. Shields, *Le Devoir*, 9 mars 2017

On peut aussi conclure que cette agriculture industrielle fait/fera sortir du marché du travail une partie de ceux qui sont dans la petite agriculture et n'accueillera elle-même que peu de jeunes. C'est de ces jeunes dont il est question quand on parle des réfugiés d'Afrique de l'Ouest qui cherchent à remonter vers l'Europe: réfugiés climatiques (sécheresses et/ou inondations sont très dures pour la petite agriculture de ces pays) et réfugiés économiques d'une agriculture qui ne parvient pas à garder ses jeunes, qui envoie même ces jeunes ailleurs, à défaut d'y voir une terre nourricière surgir des efforts de leurs familles. Bref, comme dit le politologue Serge Michailof, chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques de France (l'IRIS) en référant aux pays du Sahel, il faut «**réinvestir le champ de la réflexion stratégique** avec l'emploi comme fil directeur dans le développement des territoires. Et, ce qui vient avec: agriculture, élevage, infrastructures rurales, hydraulique villageoise, irrigation, etc. Sans oublier des structures d'appui capables de répondre aux défaillances du marché: entretien des routes, accès aux intrants, etc.» (Michailof, 2015: 300-310).

### 3. Un autre modèle émerge: plus écologique et plus créateur d'emplois

Ces centaines de millions d'exploitations de petite taille ont un potentiel énorme. L'expérience d'UPA DI et de dizaines d'agriagences de par le monde le démontre à la condition expresse que **l'accès à la terre, à l'eau, à l'énergie, aux intrants, au crédit, aux marchés et à une formation adéquate** soit de la partie. Soutien de qui? L'aide de grandes institutions internationales, des États, des gouvernements locaux, de la solidarité internationale de proximité, des collègues et universités qui ont des programmes en agriculture, etc. À la condition d'aller vers une agriculture durable, plus écologique, l'agriculture pourrait devenir un des secteurs les plus prometteurs en emploi. C'est le cas de pays du Nord comme la France tel qu'étudié par l'économiste Alain Granjean, auteur d'un rapport pour le Conseil économique du ministère de l'Écologie. De tous les secteurs examinés, soit les secteurs traditionnels de l'environnement (eau, cueillette des

déchets, préservation de la nature, etc.), les secteurs actuellement en croissance (efficacité énergétique des bâtiments, biomasse, valorisation des déchets), le secteur des énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique locale.), « le secteur le plus prometteur en emploi semble être celui de l'agriculture » parce que moins intense en intrants et davantage en emplois (Grandjean dans *Sciences humaines*, hors-série numéro 1, mars/avril 2017, *Les habits verts de la croissance*).

Si c'est possible pour un pays du Nord comme la France, ayant vécu l'expérience pendant des décennies d'une agriculture industriellement intensive, cela l'est encore plus pour les petits agriculteurs du Sud qui n'ont pas eu à subir l'offensive de cette dernière sur des temps longs. Bref, **restaurer la capacité de production alimentaire locale destinée aux villes plutôt qu'à l'exportation. Et restaurer la notion de politique agricole, ce qui équivaut, dans nombre de communautés du Sud, à faire véritablement la lutte à la pauvreté.**

#### 4. Un nouveau modèle qui a son projet: la transition sociale-écologique au Nord comme au Sud

Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB), important forum international de dirigeants de l'économie coopérative et sociale auquel participe activement UPA DI a avancé dans les dernières années **une plate-forme en 5 volets et 20 propositions** pour changer de modèle. La plate-forme a d'abord délimité cinq grands chantiers de cette transition: a) démocratiser l'économie en favorisant sa reterritorialisation et en régulant la finance; b) soutenir la « biodiversité » de l'économie (une cohabitation active de l'économie publique, privée et collective); c) offrir de nouveaux choix socio-écologiques par une écofiscalité conséquente; d) mieux nourrir la planète; e) réorienter la mondialisation en cours pour l'humaniser.

Plus concrètement cela veut dire: 1) reprendre le contrôle de **biens** considérés comme **communs** tels l'eau, la terre, les ressources naturelles et tout l'écosystème; 2) faire en sorte que les pouvoirs publics garantissent le **caractère pluriel de l'économie**, en encourageant, entre autres, le développement d'un vaste secteur d'**entreprises collectives** (coopératives); 3) mettre en œuvre les moyens nécessaires pour **affronter la crise énergétique** et le réchauffement climatique; 4) aller vers une agriculture écologiquement intensive et une gestion durable des forêts; 5) soutenir le **renforcement du mouvement citoyen international** émergent et intensifier la coopération Nord-Sud (Favreau et Hébert, 2012: 65-69).

Le document des RMB s'appuie sur les recherches de son comité scientifique qui a pu recenser un millier d'initiatives au Nord et au Sud allant dans cette direction, la transition sociale-écologique, dans un grand nombre de secteurs: dans l'habitat (efficacité énergétique); dans le transport (collectif, rural); dans l'agriculture (agriculture biologique et de territoire); dans la forêt (biomasse, reforestation); dans la consommation (recyclage, commerce équitable...). **Le tout mis en perspective par l'urgence de sortir du pétrole et d'opérer un grand virage vers les énergies renouvelables** (l'éolien, le solaire, la biomasse, le géothermique, l'hydro-électricité).



*Dans la dernière décennie, l'investissement socialement responsable (ISR) est devenu un mouvement qui s'est internationalisé. On retrouve des organisations partout dans le monde qui avancent dans cette direction. Mieux ! Certains gestes d'organisations qui ont épousé cette orientation sont dans la solidarité internationale à leur manière : Desjardins qui, par l'engagement actionnarial de son programme de placements NEI, interpelle Canadian Tire et ses usines dans les pays du Sud (Asie en particulier), Bâtirente qui force la multinationale Talisman (pétrole et mines), par son dépôt d'une proposition d'actionnaires, à avoir une politique de reconnaissance l'obligeant à consulter les collectivités locales, notamment au Pérou dans une zone d'extraction minière. De même, à titre personnel, vous pouvez choisir de mettre vos placements dans un REER sans pétrole à la Caisse d'économie solidaire Desjardins (Cahier spécial du Devoir, 18 février 2017).*

### **La transition sociale-écologique est en soi un projet politique**

Avec la notion de « transition sociale-écologique », on introduit la nécessité de la transformation de nos manières de travailler, de développer et de vivre qui respectent les limites que nous impose la biosphère, autrement dit la vie sur terre. Surtout, la notion de « transition » nous force à nous poser des questions d'ordre opérationnel : quels sont les chemins pour y arriver ? Un des chemins qui est déterminant, celui d'un État interventionniste comme nous le verrons plus loin.

D'abord, il ne faut pas sous-estimer l'importance stratégique de cette transition. *C'est un projet politique en soi.* Des mouvements et des partis politiques peuvent devenir des opérateurs de la mise en œuvre des conditions de cette **transition sociale-écologique** au Québec comme ailleurs. Le préalable, avoir gagné la bataille de laisser le plus gros de nos énergies fossiles dans le sol. En avons-nous besoin ? Le Québec a la chance et les moyens de ne pas avoir à les exploiter parce qu'il dispose déjà d'une production en renouvelables de près du 50%. Nombre de pays du Sud peuvent également passer directement au solaire (cas de l'Afrique de l'Ouest) comme source d'énergie principale.

### **L'inspiration des pays scandinaves en matière d'énergie**

*Au Danemark, ce n'est pas leur indépendance par le pétrole qui inspire, c'est plutôt leur sortie du pétrole qui est inspirante, car ce qui paraissait être une utopie il n'y a pas si longtemps s'est transformé en programme avec un plan de match : a) fermeture des dernières centrales à énergie fossile; b) capacités éoliennes doublées; c) mesures de passage du transport routier de marchandises vers le transport par train ou bateau à la hauteur de 50 %; d) réduction de 50 % de la demande électrique dans l'habitat, etc. Pour en arriver à être à 100 % dans le renouvelable à l'horizon 2050. Tous les acteurs engagés dans les énergies ont été mis à contribution, y compris les ingénieurs dont l'association a tenu 40 séminaires pour bâtir un modèle précis d'étapes à franchir pour y arriver. Le tout réalisé grâce à une série de plans successifs qui ont pris forme dès 1973, année du premier choc pétrolier. Quand la volonté politique s'y met !*

Information tirée de la revue *Sciences humaines : Et si on changeait tout !* Janvier 2017.

## 5. Le Québec et son projet social-démocrate

Comment, en tant que société au Québec, changer de trajectoire de société dans une économie ouverte et mondialisée où règne plus que jamais le « Tout au marché » et comment faire face à l'urgence écologique (pipelines, transport de matières dangereuses par trains ou par voie maritime, exploration du gaz de schiste...)? Sommes-nous au Québec en déficit de réflexion et de perspectives à ce propos? Oui et non! Le *Canal Savoir* a produit, en 2015, un documentaire sur *Le Québec en panne d'histoire?* L'équipe de réalisation, Lloyd Pasqualetti et Lisa-Marie Lampron, a procédé à une série d'entrevues avec une demi-douzaine de personnes, chercheurs et dirigeants d'organisations diverses parmi lesquels André D. Beaudoin d'UPA DI; Éric Desrosiers, journaliste au *Devoir*; Pascale Dufour, politologue; Gérald Fillion, journaliste à RDI; Pierre Fortin, économiste; Stéphane Paquin, politologue et moi-même. Le documentaire introduit la question de l'État social de la façon suivante :

*En cette époque regorgeant d'enseignements, nous assistons à une profonde remise en question de notre modèle économique. Jugée trop gourmande et peu efficace, la **social-démocratie encaisse les critiques**. Ainsi, le Québec emprunte progressivement la voie du néolibéralisme : compressions budgétaires, privatisation, déréglementation... Mais au-delà des gymnastiques budgétaires : quel projet de société se dessine pour le Québec de demain ? Manquons-nous d'une vision collective ? Autrement dit : le Québec est-il en panne d'histoire ? À travers les analyses d'experts, de chercheurs ou de journalistes, cette minisérie documentaire alimente le débat et tente de répondre à ces questions fondamentales pour notre avenir<sup>15</sup>.*

À voir la majorité de la classe politique actuelle s'entendre à peu de choses près sur les principales lignes de force d'un développement économique et social néo-libéral, soit l'équilibre budgétaire obligé, l'exploitation des énergies fossiles, des services publics gérés dans une logique comptable où la privatisation n'est jamais loin, on croirait que nous manquons effectivement d'une vision collective. C'est à partir d'une lecture des mouvements sociaux des 50 dernières années dont celui du **syndicalisme agricole** (comme nous l'avons fait dans les deux premiers chapitres) que l'on peut davantage voir que le Québec est le produit **d'une histoire où plusieurs projets se sont affrontés**, projets portés par des forces sociales différentes, voire opposées. Plutôt qu'une absence de projet, c'est la **coexistence conflictuelle de plusieurs projets** qui tend à prévaloir. Tout projet de cette nature s'inscrit dans un rapport de forces. Or, ce qui donne à penser qu'il y a un passage à vide, c'est que cette coexistence, depuis plus ou moins deux décennies, s'est considérablement modifiée en faveur d'un seul projet qu'on peut résumer par la formule du « Tout au marché » qui occupe la plus grande partie du champ de la pensée économique et sociale et des politiques publiques qui l'accompagnent, au sein des institutions québécoises elles-mêmes.

<sup>15</sup> Un documentaire en trois épisodes de 30 minutes, disponible à l'adresse suivante : [http://www.canalsavoir.tv/emission/quebec\\_panne\\_histoire](http://www.canalsavoir.tv/emission/quebec_panne_histoire) C'est le 3<sup>e</sup> épisode qui aborde le sujet que nous traitons dans ce chapitre.

La constance du modèle actuel de développement est là : la dictature d'une minorité d'entreprises multinationales qui s'impose dans la direction des entreprises en écartant systématiquement les organisations de producteurs agricoles et les salariés avec l'aide d'imposants lobbies qui détournent nombre de politiques publiques en leur faveur.

Dans un contexte international qui a mis les mouvements sociaux sur la défensive, le Québec vit **la déconstruction de son modèle progressiste d'État social** par une politique fondée sur l'austérité et la privatisation rampante de nos services publics avec comme référence le modèle anglo-saxon néolibéral. Cette déconstruction s'accompagne également d'un **déficit démocratique** prononcé. Ce que dit le philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas à propos des États européens vaut, à notre avis, pour les démocraties de l'Amérique du Nord :

*Il existe une tendance générale à l'assèchement de la sphère publique politique. Les gouvernements préférant anesthésier leurs électeurs plutôt que les contrarier sont soutenus par des médias plus enclins à servir leur clientèle qu'à se saisir des conflits et à les éclairer. (Entrevue avec le *Nouvel Observateur*, semaine du 30 juillet 2015.)*

Malgré la puissance des lobbies qui ont inversé le rapport de forces qu'ont déjà eu les mouvements sociaux auprès des pouvoirs publics, syndicats, écologistes, coopératives et communautés locales organisées demeurent **des contrepoids**. Et, parfois **des politiques publiques** obtenues par des mobilisations sociales vont dans la bonne direction. L'agriculture et l'agroalimentaire en fournissent un exemple probant lorsqu'on puise dans notre histoire : **grâce à son syndicalisme et à son développement coopératif**, le Québec – à la différence des É.U. – a pu s'approprier une partie du marché et faire avancer quelques politiques distinctes de celles du secteur privé. Des groupes de citoyens ont réussi à mettre sur pied en collaboration avec leur municipalité des coopératives d'énergies renouvelables ou obtenir un moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste. De plus, l'économie générée par ces mouvements n'est **pas une économie capitaliste de marché**. Bref, l'agrobusiness et les multinationales des énergies fossiles n'ont pas la mainmise sur tout. Elles ont trouvé sur leur chemin des organisations d'agriculteurs et des communautés locales organisées et soutenues par des associations citoyennes.

## 6. Le modèle progressiste à venir : plus qu'un État-providence, un État social-écologique

C'est Nicolas Hulot, envoyé spécial de la France en vue de la préparation de la COP21 (*La Croix* le 7 juillet 2015) qui disait :

*Le réchauffement climatique, c'est **l'injustice ultime** parce qu'il frappe d'abord des femmes, des hommes et des enfants déjà vulnérables qui subissent les conséquences d'un développement dont ils n'ont pas bénéficié... **Il faut s'affranchir de certaines puissances économiques**... Ce sont aux décideurs politiques de fixer les règles... Que les gouvernants fixent le prix au carbone et les multinationales basculeront leurs investissements vers l'économie bas carbone, que l'Union européenne adopte une taxe sur les transactions financières pour en affecter une partie à l'aide au développement et des millions de personnes en bénéficieront.*

Dans la foulée, le pape François au même moment a produit une encyclique dont l'intitulé est *Laudate Si. Sur la sauvegarde de la maison commune*, laquelle dit ceci :

*Il ne suffit pas de concilier en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier, ou la préservation de l'environnement et le progrès. Sur ces questions, **les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement**. Il s'agit de redéfinir le progrès... C'est le pouvoir lié aux secteurs financiers qui résiste le plus... Les projets politiques n'ont pas habituellement de largeur de vue... (p. 148 et ss).*

Voilà des propos qui nous éloignent de la modération même si on peut douter de leur influence décisive sur le cours des choses auprès des États, des institutions internationales et des grands sommets. Il n'en demeure pas moins que les mouvements progressistes d'agriculteurs, de travailleurs et de citoyens consommateurs y retrouvent là de nouvelles références et une accréditation à leur action. Ils n'ont pas intérêt à bouder cette encyclique qui prend les airs d'un manifeste à la manière de l'*Élan global* lequel s'appuie sur les travaux fort bien documentés de Naomi Klein (2015).

Aujourd'hui, les mouvements progressistes un peu partout dans le monde sont à la recherche d'un renouvellement de l'État social construit dans les années de l'après-guerre en Europe et dans les années 1960 ici au Québec. L'économiste Laurent avance la notion d'« État social-écologique » dans son livre sur l'État Providence (Laurent, 2014). Ce projet qui n'a pas encore de référence concrète à l'échelle d'une société ni de projet global porté par des forces suffisamment significatives a néanmoins quelques exemples de politiques publiques adossées à des alternatives concrètes illustrant des possibles : au Nord, une fiscalité écologique de certains États (pays scandinaves); des villes exemplaires avec leurs écoquartiers et leurs réseaux de transport en commun électriques; des universités, des fondations, des gouvernements locaux qui désinvestissent des énergies fossiles et misent sur les renouvelables, etc.; au Sud, un État comme celui du Burkina Faso qui se débarrasse des semences OGM et de la multinationale Monsanto; des États du Sahel qui cherchent à construire une grande muraille verte pour stopper la désertification; des organisations paysannes qui prennent en charge, par le solaire, l'électrification de villages sur tout leur territoire, la commercialisation collective de leurs produits, avec la contribution d'UPA DI comme on l'a vu dans plusieurs cas au chapitre quatre (4). Sur une longue durée, la clé du renouvellement de l'État social né dans l'après-guerre – une véritable révolution économique et sociale de dire l'économiste Ramaux (2012) – passe par une mobilisation sociale et politique **qui forcera les États à assurer les risques environnementaux des groupes socialement les plus touchés**. On en est encore loin, mais...

### **Avec et après la COP21, l'urgence climatique change la donne : elle exige de fortes initiatives de transition**

«L'accord de Paris marque le début d'une nouvelle ère», d'écrire Étienne Leblanc, journaliste spécialisée en environnement à Radio-Canada (13 décembre 2015). «L'accord conclu dans la capitale française implique l'arrêt de la consommation des énergies fossiles le plus rapidement possible», de dire les écologistes R. Audet (U. de Montréal) cosignataire avec A. Brunel de l'AQLPA d'un article dans *Le Devoir* du 14 décembre 2015.

« Il n'y aura pas d'emploi sur une planète morte » et « Pas de plan B parce qu'il n'y a pas de planète B » nous dit la Confédération syndicale internationale (la CSI) dont la CSN et la FTQ sont membres. Tout ça pour dire que, selon de très nombreuses organisations d'écologistes comme Greenpeace, Équiterre, l'AQLPA, des syndicalistes et des journalistes ont bien compris que « le texte de l'Accord de Paris place clairement l'industrie fossile du mauvais côté de l'Histoire ». L'économiste Maxime Combes dans un article précurseur de 2012 (journal *Le Monde*) disait :

*La communauté internationale et les pays membres de l'ONU seraient donc bien avisés de déclarer un **moratoire général** sur toute nouvelle exploration d'hydrocarbures. Une telle décision **libérerait les financements nécessaires à la transition écologique** des modèles de production et de consommation. Des politiques de sobriété et d'efficacité énergétiques pourraient voir le jour, et les énergies renouvelables, plutôt que s'ajouter aux énergies fossiles, pourraient s'y substituer.*

C'est une première et déterminante mobilisation que celle-là : sortir du pétrole et sortir l'argent placé dans cette vieille aventure au profit des énergies renouvelables.

### **Des initiatives de transition écologiques arrimées au progrès social**

Des institutions internationales, des États nationaux, des provinces et des villes de plus en plus nombreuses – quoiqu'encore relativement minoritaires – de même que des dizaines de milliers d'initiatives citoyennes additionnées à celles des organisations d'agriculteurs, de travailleurs et de membres de coopératives pointent donc présentement dans la même direction sur un enjeu qui est tout à la fois local, national et international. Nous avons donc raison d'espérer en nous disant que **changer le monde s'évalue beaucoup mieux sur une longue période.**

**Aujourd'hui et demain, c'est l'arrimage de la transition écologique au progrès social** qui constituera la conquête sociale la plus déterminante des prochaines décennies du 21<sup>e</sup> siècle. L'économiste Éloi Laurent et le directeur de l'Institut syndical européen Philippe Pochet (2015) en indiquent quelques balises autour de **trois piliers : l'égalité, l'emploi et la protection sociale.** Trois piliers déjà existants dans le cadre de l'État social de l'après-guerre, mais **trois piliers en reconfiguration.** Ce qui signifie pour aujourd'hui et demain :

1. **L'égalité** se pose aujourd'hui en des termes différents, car le lien est étroit entre les inégalités et les crises écologiques. Ce nouveau visage de l'inégalité s'illustre notamment par la situation des groupes sociaux les plus vulnérables : dans les pays du Sud, les sécheresses et les inondations touchent surtout les communautés rurales les plus pauvres. Au cœur de cet enjeu, il y a **la mobilisation sociale des agriculteurs et leurs communautés.**
2. **L'emploi** se pose également d'une autre façon. L'horizon social-écologique exige une restructuration des secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre (GES). Il y a des secteurs qui peuvent et doivent croître et d'autres décroître. Ici, figure en tête de liste le soutien à la qualification de la main d'œuvre de la transition agroécologique et

énergétique et le développement d'une agriculture plus durable et plus créatrice d'emplois. Au cœur de cet enjeu de qualification, il y a **les organisations d'agriculteurs et les syndicats de travailleurs**. Avec comme secteur entrepreneurial témoin, **celui des entreprises collectives** : coopératives agricoles et forestières, fonds syndicaux et coopératifs dédiés, coopératives d'énergies renouvelables dans le solaire et l'éolien, caisses d'épargne et de crédit, etc.

3. **La protection sociale** suppose également d'être repensée en lien avec l'environnement, car nous sommes malades de cet environnement. Ce dernier est une cause importante de la mauvaise santé des enfants, est porteur de risques importants pour les personnes âgées en cas de canicule et peut provoquer de la pauvreté ou l'amplifier lors de chocs économiques comme des inondations ou des sécheresses (perte de récoltes, faible accès à l'eau potable...). Levier de mobilisation important, il y a des **associations citoyennes** (organismes communautaires et tutti quanti), **le mouvement des femmes, les mutuelles d'assurances**.

À court terme, dans le contexte actuel, ce projet d'un État social-écologique peut paraître relever davantage de l'utopie que d'un projet d'avenir possible. Il relève certes de l'utopie, mais pas de l'impossible si on situe le changement social dans le temps long. L'abolition de l'esclavage, l'introduction de la démocratie dans un certain nombre de sociétés, le développement de politiques sociales universelles dans l'après-guerre ont été en leur temps des utopies. Elles ont su démontrer au cours de l'histoire longue de nos sociétés qu'elles étaient et pouvaient être mobilisatrices et devenir socialement réalisables. Voyons cela de plus près.

## 7. C'est la lutte sociale des agriculteurs québécois avec d'autres organisations qui a créé et qui créera des alternatives à ceux qui livrent l'agriculture aux seules lois du marché.

Historiquement, trois utopies ont marqué l'histoire de nos sociétés. Il y a d'abord eu celle des **droits politiques et civiques** qui ont pris leur envol avec la Révolution française (1789), mobilisation qui a, pour l'essentiel, traversé le 19<sup>e</sup> siècle. La bataille est toujours là, mais les progrès enregistrés immenses. Ensuite, il y a eu celle des **droits sociaux** qui ont pris leur envol avec **l'émergence du projet de société différent porté par des mouvements sociaux comme locomotive**. Depuis 50 ans, les pays scandinaves nous ont souvent servi de référence. Et, c'est le modèle social réalisé dans les pays scandinaves qui permet aujourd'hui à la planète tout entière de concevoir une forme d'État social capable de conjuguer avec succès trois choses essentielles : l'efficacité économique, la justice sociale et la démocratie.

L'utopie mobilisatrice du 21<sup>e</sup> siècle est celle d'un **New Deal écologique et social comme il y a eu un New Deal social au 20<sup>e</sup> siècle** fondé sur les conquêtes sociales du syndicalisme agricole, du mouvement ouvrier, du mouvement des femmes et du mouvement coopératif. Pour le 21<sup>e</sup> siècle, c'est la **trajectoire écologique** des mêmes mouvements et de nouvelles associations de citoyens qui est en train de devenir une force motrice de notre avenir à tous.

**Au 21<sup>e</sup> siècle, face aux nouveaux risques, l'État doit inventer une nouvelle solidarité,** car les crises écologiques (alimentaire, climatique...) laissées à elles-mêmes finissent toutes au même endroit: **elle plombe une prospérité durable.** Le **New Deal social du 20<sup>e</sup> siècle** avec les avancées des syndicats d'agriculteurs et de travailleurs (Crédit Agricole, gestion de l'offre, législation du travail, politique d'assurance-emploi), des organisations économiques collectives (développement coopératif), des groupes de femmes et des groupes communautaires et donc globalement le développement des protections sociales tel l'accès à l'éducation et à des services de santé publics) ont été **des avancées sociales qui étaient jugées «impensables» à réaliser au début de ce siècle.**

Les mouvements sociaux d'avenir ont d'abord à rompre avec une révolution industrielle fondée sur les énergies fossiles au bénéfice des énergies renouvelables et à se mobiliser sur des revendications à contenu écologique fort: mettre fin aux subventions accordées aux pétrolières<sup>16</sup>, leur imposer une taxe carbone, généraliser l'hydro-électricité, l'éolien, le solaire, la biomasse pour tout (dans le transport, l'habitat, l'agriculture, l'industrie...). Bref, considérer la question écologique comme étant la coordonnée centrale de ce siècle sur deux grands axes: a) énergie-climat; b) agriculture, alimentation et santé.

### **Les apports de l'UPA et d'UPA DI: réformes sociales et solidarité internationale**

Par les réformes sociales obtenues et par sa solidarité internationale, le syndicalisme agricole québécois **a su aider à transformer la société québécoise.** Pensons à la bataille de l'électrification rurale, à celle des écoles rurales et des écoles régionales d'agriculture, à celle de la mise en marché collective et de la sortie d'une agriculture de subsistance, à celle d'avoir été un artisan actif de la Révolution tranquille (école obligatoire et gratuité scolaire, déconfessionnalisation du mouvement, soutien au développement des coopératives...), à celle d'avoir participé activement à la mise en œuvre d'une politique d'occupation du territoire, à celle d'avoir révisé substantiellement la place des femmes dans l'organisation, à celle de soutenir activement une agriagence de développement et de solidarité internationale avec des groupements paysans au Sud, etc. En d'autres termes, une bonne partie des principales revendications de l'UPA ont donné lieu à des réformes sociales et à une ouverture sur le monde des solidarités internationales qu'UPA DI assure avec compétence et conviction depuis 25 ans.

Bref, l'UPA et UPA DI font partie de ces **initiatives citoyennes** québécoises et internationales qui font **le sel de la terre.** À l'origine de toutes ces initiatives, des militants animent, inspirent, initient des **actions collectives d'intérêt général.** Oui «Tout peut changer», disait Naomi Klein dans son dernier livre (Klein, 2015).

---

<sup>16</sup> Voir à ce propos l'article d'A. Shields dans *Le Devoir* du 22 septembre 2015: dans le monde, les États ont subventionné les énergies fossiles à la hauteur de 200 milliards \$ par année entre 2010 et 2014. Au Canada seulement, les subventions dépasseraient 700 \$ millions annuellement.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Manier, B. (2016), *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde*. Éd. Les liens qui libèrent, Paris. <https://www.amazon.fr/million-révolutions-tranquilles-Bénédicte-Manier/dp/B0088B3JCE>

Dès sa première édition, en 2012, ce livre a été le premier à décrire la dimension mondiale des alternatives économiques, démocratiques et écologiques mises en place par la société civile. Il a séduit toute une génération qui se reconnaît dans cette invention d'un nouveau monde et a reçu le Prix 2013 du Livre de l'Environnement. Une nouvelle édition enrichie est parue fin 2016. Livre qui a inspiré le film documentaire *Demain*.

Dion, Cyril et Mélanie Laurent (2015), *Demain. Partout dans le monde des solutions existent*. Documentaire, France. <https://www.demain-lefilm.com/le-film> Mise en ligne sur Youtube: <https://www.youtube.com/user/demainlefilm>

Un livre complète ce film documentaire : Dion, Cyril (2015), *Demain. Un nouveau monde en marche*, Éd. Actes Sud. <https://www.demain-lefilm.com/demain-le-livre>

Laurent, E. et P.Pochet (2015) *Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux*. Éd. Les petits matins, Paris. <http://www.lespetitsmatins.fr/collections/pour-une-transition-sociale-ecologiquequelle-solidarite-face-aux-defis-environnementaux/>

Redéfinir le progrès social à la lumière du défi écologique, en visant l'égalité, l'emploi et la protection sociale. Quels instruments de justice environnementale mettre en place? Suffira-t-il de «verdir» le capitalisme ou faudra-t-il changer de paradigme économique? Quel rôle pour les syndicats dans la transition? Comment mutualiser les nouveaux risques pour en minimiser l'impact?

Favreau, L. et M. Hébert (2012), *La transition écologique de l'économie. Contribution des coopératives et de l'économie solidaire*, PUQ, Québec. <http://www.puq.ca/catalogue/livres/transition-ecologique-economie-2414.html>

Un tour du monde des initiatives innovatrices des coopératives et de l'économie solidaire et une mise en perspective. Un livre inspiré des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) et des échanges du rendez-vous international de ce Forum de l'économie sociale et solidaire (ÉSS) en 2011 qui se préparait pour Rio+20 où les RMB tenait une séance de travail importante avec des représentants d'États, de municipalités, d'institutions de l'ONU et de réseaux d'ÉSS d'un grand nombre de pays du monde. Pour un récit de la présence des RMB à Rio+20 voir l'article suivant : <http://www.oikosblogue.com/?p=14955>.



Cahier spécial du *Le Devoir* (2014), *Les coopératives, fer de lance de l'économie verte*, 2 octobre 2014 <http://www.ledevoir.com/cahiers-speciaux/2014-10-02/cooperatives>

Un cahier spécial du journal *Le Devoir* en grande partie inspiré des propositions que la CRDC avait fait au journal dans le cadre de la 2<sup>e</sup> édition du Sommet international. C'est notamment à cette occasion qu'avait été avancée l'idée d'un fonds de capital patient dédié à des projets socioéconomiques dans les pays du Sud, accordant priorité aux entreprises collectives.

Klein, N. (2015), *Capitalisme et changement climatique. Tout peut changer*, Éd. Lux/Actes Sud. <http://www.actes-sud.fr/naomi-klein-tout-peut-changer>

Ce livre expose les causes structurelles de la crise climatique, pointe du doigt les responsables, encourage à résister aux niveaux local, national et international, exige de nouvelles mesures afin de partager les ressources de notre planète d'une manière égalitaire et respectueuse des droits de l'homme. Il nous rappelle également le rôle-clé de la démocratie pour instaurer une meilleure justice et de profonds changements. Prix international de la paix australienne 2016, le *Sidney Peace Prize*.



## PRINCIPAUX REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

Beaudoin, A. (2016), «L'agriculture québécoise, le froment de toute une génération» dans *Mondialisation, Défis pour l'humain*. Publié par le GIFRIC, Québec.

Bégin, S., Y.Turmine et Y.Patelli (2016), *Une crise agricole au Québec*, VLB éditeur, Montréal.

Brunel, S. (2010). «Les grands défis d'une agriculture durable» dans la revue *Sciences humaines*, numéro 217, Paris, p. 26 à 30.

Carfantan, J.-Y. (2009). *Le choc alimentaire mondial*, Paris, Albin Michel.

Doucet, C. (2017). *Modèle agricole territorial en émergence au Québec: Le cas de la région de l'Outaouais*. Thèse de doctorat en sciences sociales appliquées, Université du Québec en Outaouais (UQO), Outaouais.

Doucet, C. (2010). *Agricultures, souveraineté alimentaire et coopératives: les enjeux*. Carnet de la CRDC: <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article50>

Fall, A.-S. (2013). *Des lignes de politique en sécurité alimentaire réussies pour la réduction de la pauvreté au Sénégal*, Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales (LARTES – IFAN), Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

Favreau, L. (2017). *Mouvement communautaire et État social. Le défi de la transition sociale-écologique*, PUQ, Québec. <http://www.puq.ca/catalogue/livres/mouvement-communautaire-etat-social-3236.html>

Favreau, L. et M. Hébert (2012), *La transition écologique de l'économie. Contribution des coopératives et de l'économie solidaire*, PUQ, Québec. <http://www.puq.ca/catalogue/livres/transition-ecologique-economie-2414.html>

Favreau, L. et E. Molina (2014), *La solidarité internationale du mouvement des agriculteurs québécois. L'expérience de l'organisation UPA Développement international (UPA DI)*, CRDC, UQO, Outaouais. <http://w3.uqo.ca/crdc/>

Favreau, L. (2014). *Alternatives citoyennes dans un monde en mutation: les nouvelles dynamiques internationales* Revue internationale d'éthique publique, vol. 16, numéro 2 à l'adresse suivante : <http://ethiquepublique.revues.org/1496>

Favreau, L. et E. Molina (2011). *Économie et société. Pistes de sortie de crise*, Québec, PUQ.

Favreau, L. et E. Molina (2012). *Le mouvement coopératif québécois et la solidarité internationale. L'expérience de SOCODEVI*. Éd. ARUC-DTC, ARUC-ISDC avec la collaboration de SOCODEVI. <http://w4.uqo.ca/crdc/>

Favreau, L., S. Ndiaye et H. Ortiz (2008). *L'État social au Nord et au Sud: le défi de la prochaine décennie*. Disponible sur le blogue de L. Favreau (article paru dans le journal *Le Devoir*) : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article10>

Fréchette, L. (2017) : « Agriculture urbaine et cuisines collectives : une dynamique ancienne et nouvelle de sécurité alimentaire dans les communautés locales », CRDC, UQO  
<http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article128>

GESQ (2013). *Transformer l'agriculture et l'agroalimentaire pour nourrir la planète*. Université d'été du GESQ, Cégep de Shawinigan, Mauricie.

Giraud, G. (2016), Entrevue de l'économiste Gaël Giraud avec la Fondation *Terre solidaire*, Paris. <http://fondation-terresolidaire.org/espace-communication/temoignage/>

Griffon, M. (2006). *Nourrir la planète*, Paris, Éd. Odile Jacob.

Hallegatte, S., Vogt-Schilb, A., Bangalore, M. et J. Rozenberg (2017). *Unbreakable : Building the Resilience of the Poor in the Face of Natural Disasters*, Washington, DC, World Bank.

Hopkins, R. (2014). *Ils changent le monde*, Seuil, Paris.

Kesteman, J.P., G. Boisclair, J.M., Kirouac et J.Morneau (2004), *Histoire du syndicalisme agricole au Québec*, Boréal, Montréal.  
<http://www.editionsboreal.qc.ca/catalogue/livres/histoire-syndicalisme-agricole-quebec-1303.html>

Klein, N. (2015), *Capitalisme et changement climatique. Tout peut changer*, Éd. Lux/Actes Sud. <http://www.actes-sud.fr/naomi-klein-tout-peut-changer>

Laurent, É. (2014), *Le bel avenir de l'État Providence*, Éd. Les liens qui libèrent, Paris.

Laurent, E. et P.Pochet (2015) *Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux*. Éd. Les petits matins, Paris.  
<http://www.lespetitsmatins.fr/collections/pour-une-transition-sociale-ecologique-que-est-ce-que-la-solidarite-face-aux-defis-environnementaux/>

Lipietz, A. (2012). *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris, Éd. La Découverte.

Maheux, P.-O. (2016), *Histoire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins*, Éd. du Septentrion, Québec.

Manier, B. (2016), *Un million de révolutions tranquilles. Comment les citoyens changent le monde*. Éd. Les liens qui libèrent, Paris.  
<https://www.amazon.fr/million-révolutions-tranquilles-Bénédicte-Manier/dp/B0088B3JCE>

Mcsween, N. (2015). *Afrique de l'Ouest. Les paysans sont de retour*. Carnet de la CRDC : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article110>

Michaïlof, S. (2015), *Africanistan. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues?*, Fayard, Paris.

Morisset, M. (2010). *Politique et syndicalisme agricoles au Québec*, Québec, PUL.

Nutt, S. (2014), *Guerriers de l'impossible. L'argent, les armes et l'aide humanitaire*. Boréal, Montréal.

Pape François (2015). *Laudate Si. Sur la sauvegarde de la maison commune*. Lettre encyclique disponible à l'adresse suivante <http://croire.la-croix.com/Definitions/Lexique/Ecologie/Texte-integral-de-l-encyclique-Laudato-Si>

Parmentier, B. (2009). *Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture mondiale au 21<sup>e</sup> siècle*. Paris, Éd. La Découverte.

Pasqualetti, L. et L.M. Lampron (2015). *Le Québec en panne d'histoire?* Documentaire en trois épisodes de 30 minutes disponible à l'adresse suivante : [http://www.canalsavoir.tv/emission/quebec\\_panne\\_histoire](http://www.canalsavoir.tv/emission/quebec_panne_histoire) C'est le 3<sup>e</sup> épisode qui aborde le sujet que nous traitons dans cet ouvrage.

Pineault, E. (2016), *Le piège Énergie Est, sortir de l'impasse des sables bitumineux*. Éd. Écosociété, Montréal.

Ribera, T. (2015), « Développement et climat désormais indissociables ». Dans *Alternatives internationales*, novembre 2015, p. 92.

Raisson, V. (dir. 2006). *2038. Les futurs du monde*, Éd. Robert Laffont, Paris

Ramaux, C. (2012), *L'État social, pour sortir du chaos néolibéral*. Fayard, Paris.

*Terre de chez nous*. Journal de l'UPA. <http://www.laterre.ca>

UPA DI (2012). *Les Savoirs des gens de la terre. La récolte*, Longueuil, Québec.

UPA DI. *Rapports annuels* de l'organisation, Longueuil, Québec.

Waridel, L. (2011), *L'envers de l'assiette et quelques idées pour la remettre à l'endroit*, Écosociété, Montréal.

Ziegler, J. (2016), *Chemins d'espérance, Ces combats gagnés, parfois perdus, mais que nous remporterons ensemble*, éd. Seuil, Paris.

## PRINCIPAUX SITES DE RÉFÉRENCE

- AgriCord :** <http://www.agricord.org/>
- AQOCI :** <http://www.aqoci.qc.ca/>
- CRDC (blogue) :** <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/>
- CRDC (site) :** <http://www4.uqo.ca/crdc-geris/>
- Fonds Solidarité Sud :** <http://www.fondssolidaritesud.org>
- RMB :** <http://www.essfi.coop>
- ROPPA :** <http://www.roppa.info/>
- UPA DI :** <http://www.upadi-agri.org/>

## LISTE DES PRINCIPAUX ACRONYMES

AAI	- Alliance agricole internationale
ACDI	- Agence canadienne de développement international
AQOCI	- Association québécoise des organismes de coopération internationale
BM	- Banque mondiale
CECI	- Centre d'étude et de coopération internationale
CNCR	- Conseil national de concertation et de coopération des ruraux
CRDC	- Chaire de recherche en développement des collectivités (UQO)
ÉSS	- Économie sociale et solidaire
DID	- Développement international Desjardins
FAO	- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	- Fonds international de développement agricole
FIPA	- Fédération internationale des producteurs agricoles
FISIQ	- Fonds d'investissement solidaire international du Québec
FMI	- Fonds monétaire international
FODES 5	- Fondation pour le développement économique et social
FSM	- Forum social mondial
GESQ	- Groupe d'économie solidaire du Québec
LSGT	- Les Savoirs des gens de la terre
MAÉ-MAÉ	- Mouvement pour une agriculture équitable
OCI	- Organisme de coopération internationale
OIT	- Organisation internationale du travail
OMC	- Organisation mondiale du commerce
OMD	- Objectifs du millénaire pour le développement
OMS	- Organisation mondiale de la santé
ONG	- Organisation non gouvernementale
ONU	- Organisation des Nations unies
PAM	- Programme alimentaire mondial
PNUD	- Programme des Nations unies pour le développement
RMB	- Rencontres du Mont-Blanc
ROPPA	- Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SCMM	- Systèmes collectifs de mise en marché
SOCODEVI	- Société de coopération pour le développement international
UGCPA BM	- Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun
UGMP	- Union des groupements paysans de Meckhé
UPA	- Union des producteurs agricoles
UPA DI	- Union des producteurs agricoles Développement international

Graphisme et impression



[www.versicoloredesign.com](http://www.versicoloredesign.com)



### **Pour rejoindre l'auteur**

LOUIS FAVREAU : [louis.favreau@uqo.ca](mailto:louis.favreau@uqo.ca)

### **Pour rejoindre les deux organisations**

#### **Chaire de recherche en développement des collectivités Université du Québec en Outaouais (UQO)**

283, boul. Alexandre-Taché  
Gatineau (Québec) J8X 3X7

Courriel : [crdc@uqo.ca](mailto:crdc@uqo.ca)

<http://www4.uqo.ca/crdc-geris/>

#### **UPA Développement international (UPA DI)**

555, boul. Roland-Therrien, bureau 020  
Longueuil (Québec) J4H 4E7

Téléphone : 450 679-0540, poste 8844  
450 649-0530 (pour l'extérieur du pays)

Télécopieur : 450 463-5202

Courriel : [upadi@upa.qc.ca](mailto:upadi@upa.qc.ca)

<http://upadi-agri.org>

**D'où vient et où va la solidarité internationale des agriculteurs québécois?** Une de ses expressions les plus fortes est certainement le fait que l'UPA ait mis au monde une agriagence, UPA DI. Janvier 2018 est le mois et l'année du 25<sup>e</sup> anniversaire de cette organisation de coopération internationale (OCI). Or la question alimentaire, dans sa dimension planétaire, est plus que jamais à l'ordre du jour. En 1993, l'Union des producteurs agricoles (UPA) crée l'UPA Développement international (UPA DI), cette dernière pratiquant depuis 25 ans **une coopération de paysans à paysans** avec une bonne cinquantaine d'organisations dans une quinzaine de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Dans une perspective de solidarité internationale, elle soutient des organisations paysannes en valorisant **une agriculture durable** et en priorité **l'indispensable commercialisation collective** de leurs produits, ce qui leur fait trop souvent défaut. L'UPA, grâce au travail d'UPA DI, a d'ailleurs à son actif une entente avec la FAO, faisant de l'UPA, un partenaire officiel de l'ONU sur des projets internationaux destinés à combattre la faim par l'intermédiaire d'**organisations paysannes fortes**. Cet ouvrage rend compte du parcours d'une grande organisation québécoise de producteurs et de productrices agricoles sur les enjeux de société qui sont et ont été les siens depuis ses origines, dont celui d'avoir innové en matière de solidarité internationale.

Recherche et rédaction: **Louis Favreau**



**Louis Favreau** – Docteur en sociologie, spécialiste des mouvements sociaux et du développement des communautés, **Louis Favreau** est professeur émérite de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), titulaire d'une chaire de recherche, la CRDC, et auteur de nombreux ouvrages dont les derniers portent sur le mouvement communautaire québécois (2017); les 20 premières années d'UPA DI (2014); la transition écologique de l'économie au Québec et dans le monde – la contribution des coopératives et de l'économie solidaire – (2012); et les pistes de sortie de crise de notre économie et de la société au lendemain de la crise de 2007-2008 (2011). Il préside également une organisation de solidarité internationale, le *Fonds Solidarité Sud*.

ISBN 978-2-89251-601-2 (pdf)  
ISBN 978-2-89251-600-5 (imprimé)

